

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE > MICHAEL SHEEHAN

PAGE A16



La Presse
cyberpresse.ca

Tendre la main
aux oiseaux

La chronique à Tire-d'aile, page C10

Un romancier
truculent

Cahier Lectures, page B1



MONTRÉAL | DIMANCHE 18 FÉVRIER 2001 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 117^e ANNÉE > NO 118 > 54 PAGES > 4 CAHIERS | 60 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢ | FLORIDE 1,75 \$ U.S.

Loto-Québec
aussi
tentée par
la Chine

VINCENT MARISSAL

HONG KONG — Loto-Québec, par sa filiale privée NTER, tente de s'implanter en Chine, un marché énorme qui reste toutefois difficile à percer.

Si chacun des 1,2 milliard de Chinois achetait un seul billet de loto 6/49 par année, cela équivaldrait en nouveaux revenus pour Loto-Québec aux dividendes nets de la société d'État en 1999.

Bien sûr, ce n'est pas le but visé par Simon Brodeur, pdg de l'entreprise NTER, participant à la mission commerciale d'Équipe Canada qui s'achève aujourd'hui à Hong Kong.

NTER, une branche privée de Loto-Québec, tente néanmoins de trouver sa combinaison gagnante dans le pays le plus peuplé de la planète.

En Asie, le jeu est entré dans les moeurs depuis longtemps. En Chine, on voit partout, aussi bien dans les grandes artères de la capitale que dans les venelles boueuses des marchés des villages pauvres du nord, des hommes jouer aux dames sous le regard intéressé de parieurs qui misent quelques pièces sur l'issue de la partie.

Au Casino de Montréal, les Chinois d'origine sont plus nombreux que n'importe quel autre groupe ethnique dans la section VIP de la maison de jeu. Les agents de la SQ et de la GRC affectés à la sécurité des casinos assistent régulièrement à des séminaires sur le jeu asiatique.

À Hong Kong, il se gage plus d'argent sur les courses de chevaux au légendaire Jockey Club que dans n'importe quel autre hippodrome d'Asie.

En Chine continentale, la Révolution culturelle a toutefois fait la vie dure aux jeux de hasard, qui ont été bannis de 1949 à 1987.

Les jeux de hasard sont maintenant revenus en grâce en Chine, mais les casinos sont toujours interdits. Le terrain chinois et le moment semblent propices à NTER, d'autant que le jeu organisé est très peu développé pour le moment.

Le président de NTER, qui cherche à exporter les technologies reliées aux jeux de hasard depuis plus de 30 ans au Québec, a rencontré personnellement tous les dirigeants des loteries chinoises au cours de la dernière semaine et il constate que la Chine ne possède aucune infrastructure électronique pour les loteries. NTER ne gère pas elle-même les systèmes de loteries, elle vend les logiciels permettant d'exploiter les systèmes de loterie, comme celui du 6/49.

« Il y a seulement trois loteries officielles en Chine (et à Hong Kong), la Welfare Lottery, la China Sports Lottery et le Hong Kong Jockey Club, et ces trois organismes ont des revenus d'environ 2 milliards par année, a expliqué Simon Brodeur à La Presse au cours du vol Shanghai-Hong Kong. « La loterie genre 6/49 ne fait que commencer ici. Il y a un marché énorme pour nous. »

Voir CHINE en A2

Autres informations sur la mission d'Équipe Canada en Chine, page A4

DEUX VICTOIRES POUR ISABELLE BOULAY



PHOTO AFP

Isabelle Boulay a remporté hier soir à Paris sur la scène de l'Olympia deux Victoires de la musique, celle de la « Victoire de l'album découverte de l'année » pour son disque *Lci bas* et celle de la Découverte de l'année. La première a été attribuée par 2700 professionnels de l'industrie musicale, la seconde décernée par le public. Originaire de Sainte-Félicité, en Gaspésie, la chanteuse de 28 ans, comme Lynda Lemay et Céline Dion, a capté l'attention du public français qui, après l'avoir découverte sur la scène de l'Olympia en première partie de Serge Lama fin 1999, a pu la revoir dans la même salle, en vedette cette fois, il y a quelques semaines. Elle est ici en compagnie du présentateur de la soirée, Jean-Luc Delarue. À lire en page B7.

Un cargo de réfugiés clandestins
s'échoue volontairement en France

Associated Presse

FRÉJUS, France — Hagards, épuisés par sept jours de traversée sans eau ni vivres, les 900 passagers du cargo échoué volontairement hier en Méditerranée, sur la côte du Var, s'apprétaient à passer leur première nuit sur le territoire français.

L'événement, fréquent en Italie mais inédit en France, a déclenché un concert d'indignation sur les conditions inhumaines de l'immigration clandestine.

Les 908 personnes, dont 300 enfants, arrivées sur la plage de Boulouris dépendant de la commune de Saint-Raphaël, sont pour la plupart des Kurdes irakiens partis il y a deux mois et passés par la Turquie. Selon Ali Dogan, du centre de recherche et d'action pour les droits de l'homme en Méditerranée, qui sert d'interprète, ils viennent de la région de Mossoul, dans le nord de l'Irak, et sont paysans, de pauvres gens.

Élisabeth Guigou, ministre de l'Emploi et de la Solidarité, s'est rendue sur place et s'est entretenue avec quelques immigrants dans le

camp du 21^e RIMA (régiment d'infanterie de marine) de Fréjus où ils ont été regroupés dans un premier temps.

Ce sont « des hommes et des femmes qui ignorent tout de notre pays et de notre langue, des enfants, dont certains sont nés à bord, des familles déshéritées qui désespèrent de tout avenir sur leur propre terre », a souligné le président Jacques Chirac dans un communiqué. Trois bébés ont en effet vu le jour à bord. Ils ont été placés en observation à l'hôpital avec les mères.

Le président, « profondément scandalisé », a jugé « indispensable que la communauté internationale se mobilise pour prévenir ce type de situation et en sanctionner les responsables ». Le ministre de l'Intérieur, Daniel Vaillant, s'est également élevé contre « les exploités de la misère humaine » et a estimé que c'était « au niveau européen qu'il (fallait) traiter cette question ».

Voir RÉFUGIÉS en A2



MARC CASSIVI

envoyé spécial

À BERLIN

Berlin
célèbre
Maelström

Les Berlinois ont tellement aimé *Maelström*, le film de Denis Villeneuve, qu'ils sont pour la plupart restés à leurs sièges du Zoo Palast, après la projection de vendredi soir, pour en discuter avec le cinéaste. Il a été question d'un procédé qui rend le bleu plus éclatant, de post-féminisme au petit-déjeuner, mais pas de poissons. Ça, le réalisateur québécois l'avait expressément défendu.

Plus près du poisson à l'abattoir de son film que du poisson dans l'eau de l'aquarium de Berlin (situé à deux pas), Denis Villeneuve a répondu nerveusement aux questions des cinéphiles, comme il l'avait fait plus tôt en conférence de presse. Plus à l'aise derrière la caméra que devant le micro, le jeune père de famille (trois enfants) de 32 ans n'était pas moins heureux de se retrouver, une nouvelle fois, à l'avant-scène d'un festival international.

Maelström, un film inégal à notre avis mais certainement traité de manière originale, a déjà séduit les publics des festivals de Toronto, Montréal, Sundance et maintenant Berlin, où le deuxième long métrage de Villeneuve était présenté hors compétition.

Voir BERLIN en A2

AUJOURD'HUI
DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	La presse d'ailleurs	A11
- télévision	Loteries	A2, A7
À votre tour	Monde	A9-A11
Bandes dessinées	Mots croisés	B10, C5
Bridge	Mot mystère	C8
Consommation	Petites annonces	C6
Décès	- immobilier	C6, C7
Éditorial	- marchandises	C7
Êtes-vous observateur?	- emploi	C7
Feuilleton	- automobile	C7, C8
Génies en herbe	- affaires	C8
Horoscope	Politique	A4
	Sciences	B12
	Têtes d'affiche	B11

MÉTÉO

Ciel variable
Maximum -6 > minimum -14



6 21924 98765 1

La police culturelle

Renée Cox est photographe, mais son corps est celui d'un mannequin, d'une Naomi Campbell qui se coifferait à la mode rastafarienne. Depuis vendredi, tous les New-Yorkais peuvent admirer l'artiste de SoHo, à poil dans une fresque photographique, ce qui scandalise le maire de New York.

L'autportrait de Cox est exposé au Brooklyn Museum of Arts. L'artiste y apparaît en Jésus féminin, les bras ouverts, les seins en l'air, la toison visible, pendant son dernier repas. À ses côtés, on retrouve les 12 apôtres, des Noirs qui portent aussi des crinières à la Bob Marley. L'oeuvre en cinq panneaux s'intitule « *Yo Mama's Last Supper* ». C'est une parodie de « la Cène », le célèbre tableau de Léonard de Vinci.



RICHARD HÉTU
collaboration spéciale
LA PRESSE À NEW YORK

créer une « police culturelle ». Après avoir maté les criminels, il veut en finir avec les artistes qui font de la provocation.

« Je pense que ce qu'ils ont fait est dégoûtant », a déclaré Giuliani, jeudi, à propos de la décision du musée de Brooklyn de présenter l'oeuvre de Cox dans le cadre d'une exposition intitulée « Committed to the Image: Contemporary Black Photographers ».

Voir POLICE en A2

Sentiment d'insécurité

C'était dimanche dernier, vers 23 h. Le bruit strident et désagréable de l'interphone me fait sursauter. Un seul coup, bref, et qui ne se répète pas. Si c'était un voisin (connu) qui a oublié ses clés, il aurait téléphoné. Ou il sonnerait à nouveau.

Bien entendu, dans ces cas-là à Paris, on ne répond pas. Quelques minutes passent. J'entends que ça sonne de la même manière chez la voisine à côté. Puis chez le voisin du dessus.

Quinze minutes plus tard, grand vacarme sur le palier (minuscule): des bruits de lutte, des voix jeunes (avec accent de banlieue) qui se crient des choses plus ou moins compréhensibles. Après un moment, la petite troupe a l'air de détalier à toute vitesse dans l'escalier. J'ouvre la porte, vais frapper



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale
LA PRESSE À PARIS

chez la voisine, tandis que le voisin du dessus — en jogging — se montre lui aussi.

Une vraie histoire de fous. Ou d'allumés complets.

Ils étaient apparemment six: trois types dans les dix-sept ans et — on le suppose — leurs trois copines.

Le voisin du dessus — non seulement sportif, mais apparemment gradé... dans la police — les a vus dans l'oeilleton de sa porte. Le plus incompréhensible de l'histoire, c'est que certains, peut-être les filles, en sonnant à 11 h du soir dans l'interphone, tentaient de se faire ouvrir par le rez-de-chaussée... tandis que les autres arrivaient par le toit!

Voir SENTIMENT en A2

DEMAIN DANS LA PRESSE

La grenouille et le boeuf...

On dit de Jean de La Fontaine (1621-1695) qu'il était un rêveur et un paresseux. Était-il également un visionnaire? Sa fable de la grenouille et du boeuf s'applique étrangement et en partie (n'oubliez pas que la grenouille finit par crever) à la XL-7, le dernier-né de Suzuki. La question posée par notre collaborateur Éric LeFrançois est de savoir si comme La Fontaine, Madame de Maintenon et les autres, nous devons dénoncer cette pratique qui consiste à vouloir paraître d'un rang plus élevé que celui occupé réellement.



À lire demain dans le cahier AUTO.

La Presse 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9
www.cyberpresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070

Nouvelles générales
general@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Éditorial, Forum
edito@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4816

Actuel
actuel@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Auto, Mon toit, Santé Voyages
aso@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Quoi faire aujourd'hui
andre.cloutier@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Arts, Spectacles, Cinéma, Livres
arts@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4814

Économie
econo@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Sports
sports@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 350-4854

Têtes d'affiche
denis.lavoie@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

RENSEIGNEMENTS (514) 285-7272
PROMOTION (514) 285-7100
COMPTABILITÉ (514) 285-6892
RECOURS (514) 285-6900

PUBLICITÉ

Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi : 8 h 00 à 17 h 30
Décès et remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 17 h 30
Détailants : (514) 285-6931
National et Télé-Plus : (514) 285-7306
Carrières et professions, Nominations : (514) 285-7320

ABONNEMENT (514) 285-6911
abonnement@lapresse.ca
Par télécopieur : (514) 285-7039
Lundi au vendredi : 6 h 30 à 17 h 30
Samedi : 7 h à midi / Dimanche : 7 h à 11 h

Envois de publication canadienne
Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti.
(USPS003692) Champlain N. Y. 12919-1518

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

LOTÉRIES | **LA QUOTIDIENNE** > À trois chiffres : **8-6-8** > À quatre chiffres : **4-2-8-5** | **LOTO 6/49** > **9-13-27-28-38-42** Compl. : **20** > Extra : **6-6-8-5-1-6**

SUITES DE LA UNE

BERLIN

Suite de la page A1

Avec cinq prix Génie en main, le cinéaste d'*Un 32 août sur Terre* est le grand favori de la prochaine Soirée des Jutra, les Oscars québécois, décernés à la fin du mois.

« L'année 2001 aura été l'année de Denis Villeneuve, faisait remarquer la semaine dernière à Berlin le président de Téléfilm Canada, Laurier Lapière. Non, vraiment, le Montréalais n'est pas déçu que son film n'ait pas été sélectionné aux Oscars (*Maelström* représentait le Canada dans la course à l'Oscar du meilleur film étranger).

« Je suis content des films que j'ai faits mais je reste lucide par rapport à eux, dit-il. Je sais que je manque de maîtrise. Je me rends compte, en faisant un film, du chemin que j'ai parcouru entre le début et la fin. *Maelström*, c'est comme un photo floue, une esquisse. Les résultats, je l'espère, vont arriver plus tard. »

La Berlinale, ce « festival pour lequel j'ai le plus grand respect », dit Villeneuve, c'est aussi une vitrine exceptionnelle pour *Maelström* en Europe, où le film trouve petit à petit des acheteurs. « Le film a été vendu aux États-Unis, mais pour une distribution limitée. L'Europe est un marché plus naturel. »

L'entrevue n'est pas encore commencée qu'un Berlinois d'une trentaine d'années aborde le cinéaste pour lui demander ses coordonnées. « J'ai une idée de scénario, lui dit-il dans un anglais approximatif. Et votre film a exactement le style visuel que je recherche. »

Denis Villeneuve a un talent fou pour l'image. C'est un cadreur né qui travaille d'instinct, en prenant bien soin de mettre en pratique les leçons apprises alors qu'il était étudiant en cinéma à l'UQAM et concurrent surdoué à la Course destination monde, à Ra-

dio-Canada. « La Course m'a obligé à travailler sur le vif. J'ai appris à laisser aller mon intuition. Pour moi, c'est un passage nécessaire de travailler sur des coups de tête. Mais j'aimerais que mes prochains films soient plus rigoureux, plus aboutis. Je dois m'investir davantage dans l'écriture. »

« Il sait s'adapter à toutes les scènes, dit Marie-Josée Croze, la Bibiane de *Maelström*. Son langage cinématographique est très raffiné. C'est à la fois un artiste très sérieux, très réfléchi, et un petit comique qui aime jouer des tours. »

Villeneuve jongle en ce moment avec trois projets de film, toujours « très conscient du privilège (qu'il a) de pouvoir faire des films coup sur coup ». « J'ai un projet personnel qui est toujours au stade embryonnaire, dit-il. J'ai été très occupé par *Maelström* et je n'ai pu m'y consacrer autant que j'aurais voulu.

Roger Frappier (le producteur) m'a aussi proposé un scénario qui m'a immédiatement séduit. C'est un film qui nécessite un grand budget. On pourra peut-être le faire dans deux ou trois ans. »

Célébré au Canada anglais comme peu de cinéastes québécois avant lui, Denis Villeneuve songe, à l'instar des Denys Arcand, François Girard, Robert Lepage et Léa Pool, à réaliser un premier long métrage en anglais. « Après *Un 32 août sur Terre*, les producteurs torontois du *Violon rouge* m'ont proposé d'adapter au cinéma l'histoire d'un célèbre gangster des années 50, Edwyn Alonzo Boyd. Je ne sais pas si le projet va aboutir. Il y a des problèmes avec le scénario. »

Entre-temps, ce « paresseux avoué » pourrait s'arrêter un instant pour savourer son succès. Ce ne semble pas être son genre.

POLICE

Suite de la page A1

« C'est outrageant, a ajouté le maire. C'est un autre exemple d'anti-catholicisme. »

Le même jour, une organisation catholique de New York a également jeté les hauts cris.

Déjà vu? En effet. Automne 1999: le Brooklyn Museum of Arts soulève la fureur de Giuliani et des bigots en présentant l'exposition « Sensation », qui choque à cause d'un tableau du peintre britannique Chris Ofili, « *The Holy Virgin Mary* ». Il s'agit d'un portrait de la Vierge Marie agrémenté d'une bouse d'éléphant et de collages pornographiques.

Même musée, même maire, mêmes cathos. L'histoire serait assommante si Renée Cox n'avait pas décidé de profiter au maximum de ses 15 minutes de célébrité.

Une tigresse, l'artiste de 43 ans.

Elle n'a pas hésité à traiter Giuliani d'« hypocrite », soutenant que le maire était mal placé pour donner des leçons aux New-Yorkais. N'a-t-il pas prouvé qu'il était lui-même mauvais catholique en trompant sa femme, à qui il demande le divorce?

« Maintenant qu'il s'est fait pincer avec l'autre femme, il devrait s'abstenir de parler de questions morales », a déclaré Cox aux journalistes.

En entrevue à la chaîne NY1, le CNN de New York, Cox en a remis en s'attaquant à l'Église catholique, lui reprochant son silence pendant l'esclavage aux États-Unis et l'holocauste des juifs.

« Les catholiques n'étaient pas intéressés à l'abolition de l'esclavage », a dit Cox, très sûre d'elle sous l'éclairage de la télévision.

Née en Jamaïque, Cox a été élevée dans une famille de la classe moyenne à Westchester, le comté new-yorkais où Hillary et Bill Clinton ont acheté une maison. Elle a étudié chez les catholiques au secondaire. Disons qu'elle n'a pas tout gobé.

« L'Église catholique n'est pas inclusive, a-t-elle dit. Les femmes se battent pour accéder à la prêtrise. Et toute la question de l'avortement, pour moi, est très problématique. »

Cox a réalisé « *Yo Mama's Last Supper* » en 1996. Elle a exposé l'oeuvre à la Biennale de Venise et dans un musée du Connecticut, où tout le monde est resté calme. Mais Giuliani y a vu une provocation inacceptable.

« Ils le font exprès », a fulminé Giuliani, en parlant des responsa-

bles du musée de Brooklyn. « Ils font ça pour attirer l'attention. Si on les laisse faire sans réagir, ça sera encore pire la prochaine fois. »

Pour écarter ce danger, Rudy a parlé de créer une commission qui établirait des « normes de décence », que les musées devront respecter pour recevoir des fonds publics à New York. En 1999, il avait tenté de couper les vivres au musée de Brooklyn. Après un échec humiliant devant les tribunaux, il revient aujourd'hui à la charge.

Giuliani s'est dit confiant de la légalité de son projet. En conférence de presse, il a cité, pour étayer sa thèse, une décision rendue par la Cour suprême des États-Unis en 1998. On sent qu'il veut en découdre.

« La Cour suprême est l'endroit où cette question devrait être débattue, a-t-il dit. Je pense que nous

pourrions gagner. »

La sortie de Giuliani a fait la une des journaux new-yorkais et estomacé plus d'un politicien.

« Ça fait penser à Berlin en 1939 », a déclaré Fernando Ferrer, un élu du Bronx qui se présentera à la mairie en novembre prochain.

Peter Vallone, président du Conseil municipal et autre candidat à la mairie, a renchéri: « La ville ne doit pas jouer à la police culturelle. »

Giuliani serait-il tombé sur la tête? Dans dix mois, il devra quitter l'hôtel de ville, ayant complété son deuxième et dernier mandat à la mairie. Il voit peut-être sa croisade culturelle comme un chant du cygne.

Quant à Renée Cox, elle a réussi à éclipser les 93 autres photographes exposés au musée de Brooklyn. Faut dire que Jésus n'a jamais été aussi sexy.

SENTIMENT

Suite de la page A1

On ne sait pas trop comment (encore moins pourquoi) ils avaient grimpé sur des toits hauts de six étages, en tout cas ils venaient de défoncer une trappe en plexiglas pour pénétrer dans l'immeuble, au moment où mon voisin sportif (et aguerri) est sorti brusquement et a essayé d'attraper celui qui lui tombait sous la main. Surpris de tomber sur quelqu'un qui n'avait pas peur, les intrus ont aussitôt détalé, dans un grand bruit de bousculade.

Le quartier de la Bastille où j'habite n'a rien de comparable avec quelques rares secteurs de Paris qui sont désormais considérés comme franchement « mauvais ». Le quartier de la Goutte d'Or, immédiatement au sud de Pigalle. Les environs de la place de Stalingrad, où se tient une sorte de supermarché volant de l'héro et du crack. Le métro Barbès, etc.

La Bastille est, un peu comme les Halles mais en plus sûr, un quartier composite où certaines rues, pleines de cafés et de restaurants, bourrées de monde presque tous les soirs de la semaine, accueillent une popula-

tion plus ou moins jeune, plus ou moins populaire, mais sans problème. Mais, à cinquante mètres de là, ou juste la rue à côté, il y a un secteur qui pose problème.

En général, ce mini-secteur est mal éclairé et peu ou pas fréquenté par les passants. Ainsi le terre-plein du boulevard Richard-Lenoir, qui pendant la journée sert de promenade aux grands-mères et de terrain pour les patineurs à roulettes, devient les soirs de semaine un lieu de regroupement pour de petites bandes qui viennent là « attendre quelque chose ». Une bagarre avec une bande rivale? Un passant égaré avec qui s'amuser ou dont on tirera profit en faisant cracher sa carte guichet? Le scénario est classique: les types interpellent à distance le promeneur isolé, mais de manière assez provocatrice: Eh M'sieur, vous avez des cigarettes? De l'argent? Après avoir testé le client ils se rapprochent. La stratégie n'a rien de très élaborée, et il y a une grande place laissée à l'improvisation.

Ces petites bandes de jeunes ne vont pas n'importe où dans Paris — rarement dans les

quartiers bourgeois de l'ouest, où ils sont comme des poissons hors de l'eau. À la Bastille même, ils traverseront rarement le boulevard qui constitue la ligne de démarcation vers le Marais et la très bourgeoise place des Vosges. Les lieux de prédilection sont les grandes places animées des quartiers traditionnellement populaires: Bastille, Halles, Clichy. Il y a des abcs de fixation plus « hard » autour de certaines gares — de l'Est, du Nord — et de stations de métro, comme par exemple Strasbourg Saint-Denis. Un quartier traditionnellement « chaud » comme Belleville peut faire l'affaire — même si, selon la patronne du bistrot d'à côté, « depuis que les Chinois ont pris en main le quartier ils ont tout nettoyé... » Une façon de dire que, lorsque la vraie pègre organisée s'installe quelque part, la petite délinquance n'a plus qu'à aller ailleurs.

Le problème — et le maître mot dans les médias ces jours-ci — est justement celui de la « petite délinquance » et de son « explosion ». On n'a pas affaire à des cambrioleurs professionnels ou organisés, même pas à des

« muggers » de type new-yorkais qui pratiquent le vol à l'arraché de manière systématique, avec leur secteur à eux, presque des horaires de fonctionnaires. Ici, on va au plus simple, au plus facile: des tags sur les murs, un tabassage de passant pris au hasard, et, depuis quelques mois, le vol des téléphones cellulaires.

La petite délinquance empoisonne en permanence les banlieues les plus problématiques, entre autres presque la totalité du département de la Seine Saint-Denis. Les métros de banlieue deviennent infréquentables, les médécins de nuit sont attaqués pour leur faire cracher la carte bleue, les voitures sont volées ou incendiées, les rares commerces attaqués. À l'intérieur de Paris, le phénomène a un peu ou beaucoup à voir avec le trafic de drogue, mais aussi avec diverses formes d'intimidation, qui vont de l'injure au manquement du bâton ou des chiens d'attaque (en principe hors-la-loi).

Autre expression très en vogue: le « sentiment d'insécurité ».

RÉFUGIÉS

Suite de la page A1

Par comparaison, Loto-Québec a franchi le cap des trois milliards de revenus l'an dernier.

« Évidemment, on ne peut pas comparer les ventes de loterie au Québec, ou en Occident, avec ce qu'on pourrait vendre en Chine. Les salaires ici ne sont pas du tout comparables et il y a pas mal moins d'argent disponible pour le jeu. »

La première exploration de M. Brodeur en Chine, au cours de la mission d'Équipe Canada, est prometteuse, dit-il, mais le marché chinois reste difficile.

« Il y a d'abord la barrière de la langue et, culturellement, le jeu est aussi différent en Chine », constate M. Brodeur.

En attendant de percer le marché chinois, NTER devrait entrer en France d'ici quelques semaines en vendant le concept de l'émission de télévision Lampe magique.

Quant au maire de Saint-Raphaël, Georges Ginestat, il s'étonnait de ce que *L'East Sea* n'ait pas été arraisonné avant d'aborder les côtes françaises.

Une enquête a été ouverte par la police et la gendarmerie maritime, tandis que le capitaine et l'équipage (dont on ignore l'effectif), tous grecs, ainsi que l'armateur, syrien, sont recherchés. Ils ont désesté le vraquier dès son échouage vers 3 h 30, de même que 30 à 40 passagers, selon la préfecture.

D'autres immigrants sont également descendus mais ont alerté les secours. Un dispositif d'urgence a immédiatement

été mis en place. Il faisait beau en cette nuit de vendredi à samedi et aucun appel à l'aide n'avait été lancé par *L'East Sea*, qui battait pavillon cambodgien.

Dès la nouvelle de l'échouage connue, les autorités du Var ont déclenché le dispositif de secours. « Il fallait évacuer le cargo parce qu'il y avait une voie d'eau. Elle a été colmatée mais la houle se levait », a expliqué à *L'Associated Press* Serge Ortis, chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Les passagers sont pour la plupart descendus à pied sur une passerelle improvisée, quelques-uns devant être emmenés en civière.

LA SUPERGRILLE DU MOIS

La Presse

En février, 100 gagnants mériteront un exemplaire du

DICIONNAIRE DES MOTS CROISÉS

et un t-shirt La Presse.

Il y aura toujours un Robert dans votre vie.



À SURVEILLER le dimanche 25 février

LE ROBERT

ACTUALITÉS

| CONTRATS DE PERFORMANCE |

L'UQAM réclame 96 millions sur trois ans

SYLVAIN LAROCQUE

L'« affaire Legault » étant désormais chose du passé, les recteurs se pressent de nouveau au portillon du ministre de l'Éducation pour qu'il signe le contrat de performance de leur université. Après l'UQAR et l'Université Bishop, qui ont paraphé une entente vendredi, c'est l'UQAM qui fait pression sur le gouvernement.

« L'harmonie actuelle pourrait être compromise si l'argent ne vient pas rapidement », a lancé hier Jean-Marc Léger, président du conseil

d'administration de l'UQAM, au cours d'un entretien téléphonique.

Aux prises avec des réticences provenant de la part des syndicats, la direction de l'établissement montréalais avait tardé à soumettre un projet d'entente au gouvernement, ce qu'elle a finalement fait à la fin décembre après être parvenue à une entente avec les professeurs. Ces derniers ont accepté d'augmenter le nombre moyen d'étudiants par groupe/cours, qui passera de 34 actuellement à 41 en 2003.

Maintenant que l'« harmonie » est revenue, le recteur intérimaire, Gilbert Dionne, et le président du conseil d'administration de l'UQAM, Jean-Marc Léger, n'en peuvent plus d'attendre. Ils souhaitent signer dans les plus brefs délais

un contrat de performance avec le ministre Legault, condition incontournable pour que l'UQAM bénéficie du réinvestissement annoncé l'année dernière. Pour ajouter du poids à la négociation qui se déroule actuellement, MM. Dionne et Léger viennent d'écrire à François Legault et au vice-premier ministre Bernard Landry.

Est-ce à dire que la négociation se trouve dans une impasse ? « Nous voulons que le gouvernement reconnaisse sa responsabilité à l'égard d'une université qui n'est pas ordinaire », répond simplement Jean-Marc Léger, qui déplore le « sous-financement chronique » de l'institution.

Six universités ont déjà signé des contrats, dont l'Université de Montréal et McGill, qui auront

droit à plus de 100 millions en réinvestissements sur trois ans.

Le projet d'entente que la direction de l'UQAM a soumis aux fonctionnaires du MÊQ réclame un réinvestissement de 96 millions sur trois ans, dont 25 millions non récurrents pour effacer le déficit accumulé au cours des dernières années. En échange, l'UQAM éliminera 250 cours dès 2003 - ceux qui ne sont pas populaires auprès des élèves et qui ne font pas partie du « nouveau savoir », indique M. Léger. La direction s'engage également à retourner à l'équilibre budgétaire dès 2002-2003 et à s'assurer que la tâche d'enseignement de ses professeurs soit équivalente à celle de leurs collègues des autres universités québécoises.

Mais l'objectif le plus ambitieux

que veut s'imposer l'institution demeure l'augmentation du taux de réussite de ses étudiants, qu'elle veut faire passer de 69 % actuellement à 80 % dans dix ans. Le recteur Dionne a déjà qualifié la cible de « difficile à atteindre », ce qui n'inquiète pas Jean-Marc Léger.

« Il faut le voir comme une augmentation d'un pour cent par année, dit-il. L'important, c'est de créer une dynamique, d'avoir comme objectif commun que tous nos étudiants deviennent diplômés. Plus précisément, nous voulons que tous les secteurs d'études aient un taux de réussite supérieur à 70 % ». À l'heure actuelle, le taux n'est que de 50 % dans certains secteurs.

On saura d'ici quelques semaines jusqu'où le ministre Legault sera prêt à aller pour répondre aux attentes de l'UQAM.

| TORONTO |

Des ambulanciers auraient refusé de transporter un bébé à l'hôpital

LOUISE ELLIOTT
Presse Canadienne

TORONTO – Tandis qu'un petit garçon succombait à une méningite bactérienne dans les bras de ses parents, des ambulanciers de Toronto leur disaient que c'était bien « la première et la dernière fois » qu'ils emmenaient l'enfant à l'hôpital pour quelque chose d'aussi banal qu'une otite, a indiqué hier le père, Seevaratnam Vijayaratnam.

Il s'agissait alors de la deuxième visite d'ambulanciers à l'appartement de la famille éprouvée, dans l'est de Toronto, le 3 février, et la seconde fois qu'ils ont failli à leur tâche, a-t-il indiqué.

« Ils nous ont dit : n'appellez plus — c'est la première et dernière fois — n'appellez plus comme ça », a déclaré M. Vijayaratnam, affolé et en colère, alors que son épouse, Jeyarani, pleurait à ses côtés.

« Alors (un ambulancier) a dit : « si vous avez un problème cardiaque ou respiratoire (appelez une ambulance), sinon vous ne devriez pas appeler une ambulance », a-t-il ajouté.

Le coroner en chef adjoint de l'Ontario, Jim Cairns, et le Service médical d'urgence de Toronto, responsable du transport ambulancier, ont entrepris une enquête afin de faire la lumière sur les événements ayant précédé le décès de l'enfant, survenu tôt le 4 février.

Plus tôt, la veille, des ambulanciers avaient répondu à un premier appel logé par le couple au service 9-1-1. Après avoir examiné le petit Methusan, âgé de 18 mois, ils avaient décidé de ne pas l'emmener à l'hôpital, a indiqué vendredi M. Cairns.

« Nous estimons qu'il s'agit d'une question importante, et nous tentons de déterminer ce qui s'est passé », a-t-il alors déclaré.

Le service médical se penche également sur « chacun des aspects de l'appel », a fait savoir son directeur général, Ron Kelusky.

Rick Boustead, porte-parole de ce service médical, a quant à lui qualifié de « troublantes » les allégations de la famille de la victime. Il a cependant ajouté ne pouvoir se prononcer tandis que l'enquête est en cours, se contentant de laisser entendre que des facteurs autres que la décision prise par les premiers ambulanciers avaient pu jouer un rôle dans le décès de l'enfant.

« Il y avait pas mal plus (dans ce dossier) que la première visite des ambulanciers », a-t-il dit.



Photo BERNARD BRAULT, La Presse ©

On ne bouge plus! Maryse Poirier et Christine Casavant ont usé de toute leur ingéniosité pour concevoir un tour de papier la plus haute possible, dans le cadre d'une journée d'information proposé hier par l'ETS.

Elles craquent pour les sciences

STÉPHANIE MORIN

Au rancart, le vieux stéréotype du scientifique asocial et ennuyeux ! Plus de 350 adolescentes se sont présentées hier à l'École de technologie supérieure de Montréal pour assister à un dépoussiérage en règle de l'image de la profession scientifique.

On le sait, les filles ne se bousculent pas aux portes des facultés de science et de technologie. Bien que 57 % des diplômes universitaires québécois soient remis à des femmes, celles-ci sont encore minoritaires dans les domaines comme le génie, où elles ne composent que 17,3 % des diplômés. C'est trop peu, selon le ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie, Jean Rochon, qui souhaiterait voir ce taux grimper à 50 %.

C'est donc dans le but avoué d'inciter les jeunes filles à embrasser des carrières scientifiques et technologiques qu'on proposait pour une quarantaine année une journée d'information baptisée « Les filles et les sciences : un duo électrisant ! »

Au programme : dissection d'un ordinateur, enseignement de micro-organismes, présentation d'un simulateur de vol... Au total, une quarantaine d'ateliers, tous animés par des femmes survoltées par les sciences ! Parmi elles, Lucie Marcotte, qui termine un doc-

torat en chimie. Cette ancienne étudiante en arts dramatiques a trouvé dans les sciences un moyen de développer sa créativité. « Les scientifiques sont de bons artistes au fond », lance-t-elle en riant.

Yara Asbar était visiblement ravie du déroulement de la journée. Cette étudiante de secondaire 3 de Laval sait déjà qu'elle veut oeuvrer en biochimie : « Je rêve de trouver un remède pour guérir une maladie grave. » Stéphanie Coulombe, du collège de l'Assomption, aspire quant à elle à une carrière en aérospatiale, pour suivre les traces de son idole, Julie Payette. Pour toutes deux, les sciences représentent un univers fascinant « où il y a encore plein de choses à découvrir. »

Maryse Poirier, d'Huntingdon, est moins convaincue. Elle est d'abord venue pour accompagner ses copines et hésite encore sur son choix de carrière : « J'aime faire des expériences en laboratoire, mais j'aimerais aussi beaucoup être coiffeuse... » Chose certaine, sa journée à l'ETS la surprend agréablement.

Mission accomplie pour Robert Papineau, directeur général de l'ETS, un établissement où les femmes ne composent que 10 % de l'ensemble de la clientèle étudiante : « L'objectif de la journée n'est pas de diriger toutes ces jeunes filles vers des carrières scientifiques, mais plutôt de les informer pour qu'elles fassent un choix éclairé. »

« Je veux qu'elles découvrent que la science peut être amusante et offrir des carrières insoupçonnées, ajoute-t-il. Il n'y a pas que les aspirants au prix Nobel qui peuvent faire des sciences ! »



Photo Presse Canadienne

Jeyarani Vijayaratnam pleure, pendant que son mari raconte les circonstances entourant la mort de leur fils de 18 mois, le 4 février.

ACTUALITÉS

Une moisson relativement décevante



Dernière photo, à Hong Kong à tout le moins, où l'on retrouve à la même table le premier ministre Jean Chrétien flanqué des premiers ministres de l'Ontario et du Québec, Mike Harris et Lucien Bouchard.



VINCENT MARISSAL
envoyé spécial
EN CHINE

HONG KONG — Équipe Canada 2001 quitte Hong Kong aujourd'hui avec une récolte de 5,7 milliards en contrats fermes, protocoles d'entente et lettres d'intention, trois milliards de moins qu'en 1994, et la certitude qu'il reste beaucoup à faire pour qu'émerge une véritable démocratie en Chine.

« Nous avons obtenu des réponses parfois insatisfaisantes de la part des autorités chinoises (sur la question des droits de la personne), nous leur avons donné des réponses qu'ils ont parfois trouvées insatisfaisantes, a indiqué le premier ministre hier à Hong Kong lors de la conférence de presse finale d'Équipe Canada.

« C'est d'abord une mission d'affaires, mais nous, les politiciens, on parle aussi d'autre chose. Est-ce que ça doit évoluer dans ce sens-là (d'inclure des ONG et des syndicats), c'est possible, mais je n'ai aucune représentation en ce sens. »

Au plan commercial, la moisson est relativement décevante, surtout pour les deux dernières étapes de Shanghai et Hong Kong, où seulement 27 ententes ont été signées pour un total évalué à 285 millions.

Comme c'est toujours le cas avec la comptabilité d'Équipe Canada, il faut distinguer les contrats fermes des protocoles d'entente et des lettres d'intention.

Au total, les quelque 600 entrepreneurs ont signé en Chine et à Hong Kong 90 contrats d'une valeur de 1,8 milliard, 99 protocoles d'entente et 48 lettres d'intention évalués respectivement à deux milliards et 3,8 milliards. S'ajoutent aussi 50 « autres » ententes valant 143 millions.

Hier, à Hong Kong, c'est encore une fois Bombardier qui a obtenu la part du lion en concluant un contrat de vente de six avions CRJ200TM à la China Yunnan Airlines.

Parmi les autres entreprises du Québec à avoir signé des contrats à Hong Kong, Positron de Montréal a conclu une affaire de 30 millions pour la vente de composantes d'un système d'urgence 911.

CAE de Saint-Laurent, pour sa part, a concrétisé un contrat de 20 millions par la vente d'un simulateur de vol à la compagnie aérienne Dragon Air. SNC-Lavalin fait bien aussi avec un protocole d'entente de 10 millions dans le domaine de la pâte à papier.

Il s'agissait de la dernière mission commerciale pour deux premiers ministres démissionnaires: Lucien Bouchard et Roy Romanow de la Saskatchewan.

« Je n'ai pas de testament à faire ici, mais je pense que ces missions sont importantes et qu'elles devraient continuer », a dit M. Bouchard lors du point de presse final.

Le collègue ontarien de Lucien Bouchard, Mike Harris, a confié à un petit groupe de journalistes qu'il s'ennuierait de son « bon ami Lucien ». « Oui, je vais m'ennuyer de lui, on s'entendait très bien, même si on était pas d'accord sur tout », a indiqué M. Harris, faisant évidemment référence au débat sur la souveraineté du Québec.

Par ailleurs, la mission d'Équipe Canada s'est terminée comme elle avait commencé: par une controverse sur les droits fondamentaux, plus précisément les droits des travailleurs.

Han Dongfang, l'un des étudiants qui avait mené les manifestations de la place Tianamen en 1989 (et qui est toujours banni de la Chine), accuse le Canada de fermer les yeux sur des violations flagrantes des droits de la personne impliquant des entreprises ou des institutions canadiennes.

Han Dongfang reproche particulièrement à la Ville de Montréal et à son maire, Pierre Bourque, d'avoir participé à l'exploitation des travailleurs engagés pour la construction des Jardins de Montréal à Shanghai.

« Il n'y a pas de messages clairs sur les droits de la personne avec Équipe Canada, c'est d'abord un message d'argent », dénonce le jeune homme qui a été emprisonné deux ans après les incidents de 1989.

Pour une deuxième journée consécutive, Greenpeace a réussi à interrompre un événement d'Équipe Canada en faisant irruption pendant la conférence de presse finale de M. Chrétien et de ses homologues provinciaux.

Les manifestants de Greenpeace dénoncent la coupe de arbres de la forêt de Colombie-Britannique pour les exportations vers la Chine.

SOMMET DES AMÉRIQUES

Pas de chaise pour Québec

VINCENT MARISSAL

HONG KONG — Ottawa ne veut pas être « désagréable » envers Québec, affirme Jean Chrétien, mais il n'est pas question de donner une place à la province à la table du Sommet des Amériques.

Profitant d'un moment libre durant la mission d'Équipe Canada, Jean Chrétien et Lucien Bouchard ont discuté vendredi à Hong Kong de leur différend sur la place du Québec à cette importante rencontre qui réunira les 34 pays des Amériques (tous, sauf Cuba) en avril à Québec.

Le ton était à la bonne entente entre MM. Chrétien et Bouchard lors de la conférence de presse finale d'Équipe Canada, hier à Hong Kong, et les deux hommes ont évité d'étaler publiquement leur mésentente.

Mais l'entourage de Jean Chrétien affirme qu'il est hors de question de mettre une chaise de plus autour de la table pour le Québec. Le premier ministre Chrétien représente tout le Canada et, par conséquent, c'est lui qui prendra la parole pour défendre les consensus décidés par les provinces et le gouvernement fédéral.

Le Québec pourra vraisemblablement assister aux cérémonies d'ouverture et de fermeture ainsi qu'à quelques banquets. Rien de plus.

« Il m'a fait des représentations, souhaitant que le gouvernement du Québec soit le plus visible possible, a indiqué Jean Chrétien. J'ai dit que nous allions voir ce que nous pouvions faire, à l'intérieur d'un temps extrêmement limité et des précédents aussi bien à Vancouver qu'à Halifax ou quand il y a

eu des G7 à Toronto ou Ottawa. On ne veut pas être désagréable, mais d'un autre côté, il y a 35 pays qui seront là dans une période de temps limité. »

« Nous avons convenu que nos porte-parole allaient poursuivre les discussions à la lumière des mandats qui leur seront donnés », a simplement ajouté Lucien Bouchard.

La place du Québec au cours de ce sommet devant poser les jalons de la future zone de libre-échange des Amériques est devenu récemment la principale pomme de discorde entre Québec et Ottawa.

Le successeur de Lucien Bouchard, Bernard Landry, a dénoncé avec force le traitement du Québec par Ottawa, affirmant que le gouvernement du Québec sera confiné à un hangar lors d'un événement majeur dans sa capitale.

Le G7 veut rassurer et affiche sa confiance en la croissance

GÉRALDINE AMIEL
Agence France-Presse

PALERME — Les grands argentiers du G7 ont tenté hier à Palerme de dissiper les inquiétudes des marchés en affichant leur confiance sur la solidité de l'économie mondiale, malgré le ralentissement de la conjoncture américaine depuis la fin de l'année dernière.

À l'issue de leur réunion hier à Palerme (sud de l'Italie), les ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales des Sept pays les plus industrialisés ont estimé que les conditions d'une croissance durable « restent en place » dans les principaux pays développés.

Le G7, réuni dans l'ancien palais des rois normands de Sicile, a aussi affiché sa cohésion, que quelques dizaines de manifestants anti-mondialisation — bruyants mais pacifiques — n'ont pu perturber.

Depuis leur dernière réunion, fin septembre à Prague, l'économie mondiale a pourtant fortement ralenti: le Fonds monétaire international (FMI) devrait réviser en baisse sa prévision de croissance mondiale à 3,4 % pour 2001, a révélé le secrétaire allemand aux finances, Caio Koch-Weser.

Le Fonds tablait à l'automne sur une croissance mondiale de 4,2 %, même si son directeur général adjoint, Stanley Fischer, avait indiqué il y a un mois à Davos (Suisse) que ce chiffre pourrait être ramené aux alentours de 3,5 %.

Face au ralentissement actuel, les pays les plus industrialisés sont déterminés à agir, ont assuré les grands argentiers d'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de France, de Grande-Bretagne, de l'Italie et du Japon: « nous avons convenu de la nécessité de politiques macroéconomiques et structurelles dans l'ensemble de nos pays pour soutenir la croissance ».

Sans pour autant oublier de faire un appel du pied aux pays producteurs de pétrole, en appelant à la stabilité des cours du brut, que le ministre français des Finances, Laurent Fabius, a jugé « ces derniers jours trop hauts ».

« Une baisse des prix de l'énergie et une stabilité des marchés du pétrole sont importants », a plaidé le G7, alors que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pourrait décider le 16 mars de réduire sa production de 500 000 à un million de barils par jour supplémentaires.

Le G7, de l'aveu même du nouveau secrétaire américain au Trésor, Paul O'Neill, était particulièrement désireux d'entendre l'analyse des autorités américaines sur le ralentissement de leur économie.

La faiblesse brutale de l'économie américaine, jugée responsable du trou d'air dans la croissance mondiale, ne devrait pas perdurer car « les fondamentaux économiques des États-Unis restent solides », a estimé le G7.

De source proche de la délégation française à Palerme, le FMI a abaissé à 1,7 % sa prévision de

croissance pour les États-Unis en 2001, alors que les autorités américaines évoquent encore une croissance de 2,5 % cette année.

« La décélération a peut-être été plus forte que prévue », a commenté le ministre italien du Trésor, Vincenzo Visco, qui assurait la présidence de la réunion.

En attendant que l'économie américaine redémarre, la zone euro reste un pôle de stabilité, a souligné le G7, et les perspectives de croissance « restent favorables », grâce « à une forte demande intérieure ».

Les grands argentiers ont par ailleurs fait montre de leur cohésion, quand plusieurs déclarations avant leur réunion, en particulier de M. O'Neill, avaient déclenché des interrogations sur la coopération au sein du Groupe.

Ainsi, au lieu de tancer le Japon pour ses maigres performances économiques, les ministres et gouverneurs de banques centrales se sont contentés de souligner les risques qui demeuraient et d'appeler les autorités nippones à veiller à ce que « la politique monétaire continue à fournir d'amples liquidités » aux marchés.

De même, M. O'Neill, qui participait à son premier G7, s'est employé à dissiper les éventuels malentendus, réaffirmant avoir adopté la même politique de changes que ses prédécesseurs, les démocrates Lawrence Summers et Robert Rubin.



Photo BERNARD BRAULT, La Presse ©

Comme des dinosaures!

Devant une station-service du centre-ville, Angela Silver et une poignée d'autres Raging Grannies ont entonné quelques chansons de leur cru, hier après-midi, pour inciter le gouvernement canadien à ratifier le protocole de Kyoto signé en 1997. Les pays industrialisés s'engageaient alors à réduire d'ici 2012 leurs émissions de gaz à effet de serre de 5,2 %, par rapport à leur niveau de 1990. Or, les émissions ne cessent de croître alors que l'Association canadienne des producteurs de pétrole ferait pression sur le gouvernement pour qu'il n'entérine pas l'entente. « Arrêtons de penser comme des dinosaures », ont-elles lancé aux journalistes.

À SUIVRE CHAQUE JOUR DANS LE CAHIER ACTUEL

La Presse



CLUBS PRIVÉS

> Les portes des clubs privés s'entrouvrent doucement et laissent filtrer un peu de lumière sans pour autant qu'il soit plus facile d'entrer dans le Saint des Saints. Tour d'horizon de trois de nos clubs privés montréalais.



ALLUMÉE, L'ARCHITECTURE

> Gilles Arpin allume des édifices. Cette semaine, plusieurs événements liés au Festival Montréal en lumière ouvrent de nouvelles perspectives sur la relation d'un vieux couple: lumière et architecture. À lire dans la page Figures.

L'AVORTEMENT BANALISÉ?

> Quelque 30 000 femmes se font avorter au Québec chaque année, mais chacune croit qu'elle est seule au monde, que son histoire est unique. Le nombre d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) a doublé depuis le début des années 80 et ne cesse de croître.

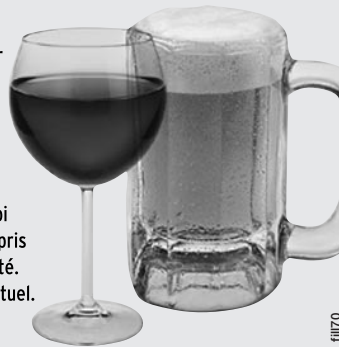
UN P'TIT CAFÉ?

> Ricardo Larrivé, notre chroniqueur gastronomique, nous amène chez un marchand de cafetières espresso. Un Italien, logiquement!



PARTY DE BUREAU

> Un jugement de la Cour supérieure de l'Ontario vient de condamner un employeur pour les gestes faits par Linda Hunt, une de ses employées, qui a subi un accident après avoir pris le volant en état d'ébriété. Nous en parlons dans Actuel.



LUNDI

MARDI

MERCREDI

JEUDI

VENDREDI

La vengeance du dos



STÉPHANE LAPORTE
collaboration spéciale

Et voilà ! Je viens de terminer ma chronique. Je m'étire un peu. Et je me lève. Ayoye ! On dirait que toute la ligne défensive des Ravens de Baltimore vient de se jeter sur moi. Par en arrière. Dans les reins. Bang ! Je suis barré. Complètement barré. J'ai beau m'appeler Laporte, c'est la première fois que ça m'arrive ! A venir jusqu'à aujourd'hui, je n'avais jamais eu mal au dos. C'est à peine si je savais que j'en avais un. Maintenant je le sais ! Aye ! Aye ! Aye ! Ça fait mal ! Mais que m'arrive-t-il ? Mon dos se venge. Je ne me suis jamais occupé de lui. Il me le fait payer. Mon dos est un méchant frustré. Mon dos est Hannibal.

Et c'est de ma faute. J'ai toujours tourné le dos à mon dos. Bébé, dans le berceau, j'ai passé ma première année d'existence, à découvrir mon corps. Mes mains, mes doigts, mes pieds, mes orteils. Je les ai touchés. Je les ai mis dans la bouche. Toutes les parties de mon corps. Enfin, presque toutes. Mais je n'ai jamais découvert mon dos. Ça ne m'a jamais traversé l'esprit. Ce n'est que lorsque ma mère me donnait des tapes dans le dos pour m'aider à faire un rot, que je réalisais que j'avais un verso. Et je l'oubliais rapidement. En m'endormant dessus.

Quelques années plus tard, quand je suis

parti pour l'école, j'ai mis mes livres, mes cahiers et mes crayons dans un sac à dos. C'était pratique. J'avais les mains libres. Pour jouer. Bien sûr, c'est mon dos qui se tapait tout le boulot. Mais je m'en foutais. Un dos, c'est pas fait pour s'amuser, c'est fait pour en prendre. Durant toute ma jeunesse, mes parents ont pris des centaines de photographies de moi. Des photos où l'on voit mon visage. Mon torse. Mes jambes. Mes pieds. Jamais mon dos. Pas une seule photo de mon dos. À l'adolescence, j'ai passé des heures dans le miroir. À placer mes cheveux. Pour qu'ils soient beaux. Pour que les filles m'aiment. Si jamais un petit bouton m'apparaissait sous le menton, c'était la catastrophe. J'aurais pu en avoir une dizaine dans le dos, je ne l'aurais jamais su. Je ne me suis jamais vraiment regardé le dos dans le miroir. J'ai plus vu le dos de Charles Dutoit dans ma vie, que le mien !

Et quand j'ai eu l'âge de faire l'amour, toutes les parties de mon corps ont pris leur pied. Mes blondes m'ont caressé partout. Avec passion. Mais si j'avais le malheur de leur demander de me gratter le pauvre dos, alors là, elles étaient toutes trop fatiguées. Il fallait que je me satisfasse moi-même. Mais ça ne marchait jamais. C'était toujours à un endroit que je ne pouvais pas rejoindre que ça piquait le plus. Alors tant pis pour le dos ! Le reste était si comblé, que je m'en foutais. Et je m'endormais heureux. Sur le ventre.

J'aurais pas dû. Mon dos s'est crispé. Mon dos s'est stressé. Mon dos s'est refoulé. On passe sa jeunesse à ignorer son dos. Et sa vieillesse, à ne penser qu'à lui. Je suis vieux. Déjà. Faut croire que j'ai un dos susceptible. Il n'a pas voulu attendre la soixantaine pour

se venger. Il a commencé tôt. Des dizaines d'années plus tôt. Au moins, ça me fait un point commun avec mon héros. Je n'ai pas son talent. Je n'ai pas son salaire. Mais j'ai mal au dos comme le grand Mario. On a les points communs qu'on peut !

Ayoye ! Je me suis penché pour ramasser un papier. Et je suis encore penché. Plié en deux. À 90 degrés. Si un maniaque sexuel passait dans ma cuisine, je serais fait. J'essaie de me redresser. Pas capable. Ça fait mal. Partout. Quand on a mal aux genoux, on a mal aux genoux. Quand on a mal au bras, on a mal au bras. Mais quand on a mal au dos, on ne sait pas trop où l'on a mal. On a mal en arrière. Et on peut même pas se becquer bobo. Je suis toujours penché. Ça doit faire une heure ou peut-être un mois. Je ne sais pas. L'horloge est au-dessus de l'armoire. Et je suis penché. Je ne la vois pas. Je sacre. Je ne sais pas pourquoi mais on dirait que sa crer aide à nous redresser. Regardez Michel Chartrand. Il a 80 ans et il est droit comme un i. Me voilà de nouveau vertical. Mais pour combien de temps ?

J'ai rendez-vous demain avec ma physio. C'est mon dos qui est content. Elle va passer une heure à le frotter, à l'étirer, à le replacer. Enfin, on s'occupe de lui. Que de lui. Et en plus, elle est fine et jolie. Ça devrait finir par défrustrer mon échine. J'espère...

Pourquoi en ce beau dimanche, ai-je voulu partager avec vous ma souffrance, mon drame ? Pour que vous m'encouragez ? Pour que vous me donniez une tape dans le dos ? Surtout pas ! Ça ferait trop mal. Je veux juste vous avertir. C'est quand la dernière fois que vous vous êtes occupé de votre dos ? Ça doit faire une mèche. Faites-le dès aujourd'hui.

Emmenez-le au cinéma, et pour une fois, placez-le face à l'écran. Les gens autour trouveront que vous êtes fou. Mais ignorez-les. Dites-vous que dans quelques années, ces gens-là ne seront plus là. Ils seront chez eux en train d'avoir mal au dos. Comme un mini-wheat, nous avons tous deux côtés. Il ne faut jamais l'oublier.

Sur ce, je vous embrasse, si vous êtes plus grand ou plus grande que moi. Si vous êtes plus petit ou plus petite, ce sera pour une autre fois, je ne suis pas capable de me pencher !

■ ■ ■

Pour contrer le virus Anna Kournikova, il suffit de mettre dans votre ordinateur l'antivirus Monica Seles, ou l'antivirus Jennifer Capriati, ou l'antivirus Serena Williams, ou l'antivirus Venus Williams, ou l'antivirus Martina Hingis, ou l'antivirus Lindsay Davenport, ou l'antivirus Mary Pierce, ou l'antivirus Conchita Martínez, elles sont toutes capables de l'éliminer facilement !

■ ■ ■

Savez-vous comment les membres d'Équipe Canada en Chine appelle Jean Chrétien ? Un numéro un pour emporter !

■ ■ ■

Un journaliste du *Journal de Montréal* écrit un papier sur les Hells. Il se fait tirer dessus. Un journaliste du *Journal de Montréal* écrit un papier sur Patrick Roy. Il se fait donner une rincée. On est-tu bien à *La Presse* !!!

RÉGION DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

Jusqu'en Cour suprême contre la police

RAYMOND GERVAIS

MALGRÉ UNE DÉCISION unanime de la Cour d'appel du Québec confirmant la validité de la convention collective liant la Fraternité des policiers de la Sûreté régionale des Riverains à la Régie intermunicipale de police, les maires des cinq municipalités concernées de la région de Salaberry-de-Valleyfield, ont décidé de porter leur cause jusque devant la Cour suprême du Canada.

Le président de la Fraternité des policiers, Michel Daigneault, n'en revient tout simplement pas.

Cette saga juridique dure depuis maintenant plus de 14 mois et a coûté quelque 257 126 \$ aux contribuables.

La Fraternité avait d'abord réussi à obtenir en décembre 1999 une injonction interlocutoire en Cour supérieure. La Cour obligeait alors la Régie intermunicipale de police des Riverains, à respecter la convention collective la liant à ses policiers, laquelle était échue depuis le 31 décembre 1998.

Le tribunal en était venu à la conclusion, que même échue, la convention s'appliquait jusqu'à la

signature d'une nouvelle convention. La Fraternité a par la suite obtenu une injonction permanente, laquelle venait confirmer la première décision.

Les autorités municipales se sont pliées à l'ordre du tribunal et ont réembauché les sept policiers qu'elles avaient congédiés.

La Régie de police soutenait que la convention collective n'était plus valide puisque le trésorier avait refusé de délivrer un certificat de disponibilité des fonds. Estimant que la convention ne s'appliquait pas, la Régie a tenté de revenir aux

deux anciennes conventions collectives des services de police de Beauharnois et de Valleyfield, d'autant d'avant la création de la Sûreté régionale des Riverains.

Un arbitre du Tribunal du travail s'est lui aussi prononcé en faveur de la Fraternité. Puis le 25 mai dernier, la cause a été portée devant la Cour d'appel du Québec qui a rendu sa décision le 8 janvier dernier.

M. Daigneault trouve d'autant plus futile la démarche de la partie patronale, puisque la prochaine convention collective sera imposée

par un arbitre, rendant caduque l'ancienne convention collective.

Le second scénario possible consistait en abolition du corps de police et à l'intégration de ses membres au sein de la Sûreté du Québec. Encore une fois, toutes les démarches judiciaires auront été vaines.

La Sûreté régionale des Riverains compte 66 policiers, cinq membres d'état major et dessert les municipalités de Salaberry-de-Valleyfield, Saint-Timothée, Grande-Île, Melocheville et Beauharnois.

Seconde greffe d'une main

WASHINGTON – Un ouvrier américain de 36 ans, qui avait perdu sa main gauche lors d'un accident provoqué par un feu d'artifice, a subi hier avec succès une greffe de ce membre, ont annoncé ses médecins.

L'opération, qui a duré 13 heures, avait commencé vendredi soir au Jewish Hospital de Lexington, dans l'État du Kentucky (centre-est), pour s'achever hier matin à 9 h.

Jerry Fischer, originaire de Jackson, dans le Michigan, dispose désormais d'une nouvelle main. « Nous nous attendons à un bon résultat », a estimé le docteur Warren Breidenbach, qui a dirigé l'équipe de 18 chirurgiens.

« Une opération d'une telle complexité ne permet pas à ce stade d'en prédire l'issue », a ajouté le docteur Breidenbach en précisant qu'il serait nécessaire d'attendre entre trois et six mois avant de se prononcer.

Fisher, père de trois enfants, avait perdu sa main en 1996. Avant l'opération, un crochet lui faisait office de membre de substitution.

L'opération a été réalisée par la même équipe de chirurgiens qui avait procédé à la première greffe d'une main aux États-Unis, deux ans plus tôt.

La première greffe d'une main avait été réalisée le 23 septembre 1998, lors d'une opération de 13 heures, à Lyon (France), sous la direction du Pr Jean-Michel Dubernard.

La greffe avait été mondialement saluée. Mais 28 mois après, le 2 février dernier, le greffé, Clint Hallam, a décidé de se faire amputer son nouveau membre. « Je me sens encore plus handicapé qu'avant...Mentalement détaché de cette main », avait-t-il dit.

PLUS PRÈS DE VOUS

Du lundi au vendredi dans

La Presse

MONTRÉAL PLUS

Quand on a fait le tour du Salon de l'auto...



SONATA GL 2001

À PARTIR DE

2299\$*

PAR MOIS

PDSF 20 495 \$

FINANCEMENT

0%

DISPONIBLE JUSQU'À 36 MOIS



À PARTIR DE

365\$**

PAR MOIS

PDSF 31 995 \$

FINANCEMENT

4,8%

DISPONIBLE JUSQU'À 48 MOIS

GARANTIE 5 ANS

L'UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE : 5 ANS / 100 000 km (éléments importants) ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES (3 ans / 60 000 km standard) Incluant : livraison d'essence • changement de roue en cas de crevaison • déverrouillage • remorquage

c'est dur à battre!

HYUNDAI

UN ESSAI VOUS CONVAINCRA

Photos à titre indicatif seulement. *Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour la SONATA GL 2001 à partir de 2299 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 10 992 \$. 1 995 \$ comptant, dépôt de sécurité requis, transport, préparation, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 9 % jusqu'à 36 mois. **Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour la SONATA 2001 à partir de 365 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 17 500 \$. 4 495 \$ comptant, dépôt de sécurité requis, transport, préparation, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 4,8 % jusqu'à 48 mois. En sus, frais administratifs de 200 \$ rattachés au contrat de location pour les modèles 2001. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 ¢ par kilomètre additionnel. Option d'achat au terme de la location. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sujet à l'approbation du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec livraison d'ici au 28 février 2001.

LES PARTENAIRES HYUNDAI DU GRAND MONTRÉAL

Refuges favoris des gangs ou des adolescents flâneurs, les stations de métro se transforment en cours d'école après les heures de classe. Sans surveillants, comme nous le voyons aujourd'hui dans la deuxième tranche de notre série sur le métro.



Photo BERNARD BRAULT, La Presse

À l'extérieur de certaines stations, hasch, mari, cocaïne et même héroïne pullulent...

Jeunes contre jeunes

Georges-Vanier est la seule station du métro qui ne compte pas de dépanneur: une cascade de vols à main armée a découragé les commerçants qui s'y sont jadis établis. Et les agents de surveillance de la STCUM n'y mettent pratiquement jamais les pieds. Trop dangereux...

N'allez pas croire pour autant qu'il est risqué de se balader dans le métro montréalais. En fait, compte tenu de son achalandage, il est au contraire fort sûr, concluaient récemment les criminologues Pierre Tremblay et Marc Oumet, de l'Université de Montréal. Vu la «sur-densité» du métro, ses couloirs et ses wagons sont environ huit fois moins risqués que les rues de Montréal!

Reste que la criminalité dans le métro a grimpé entre 1995 et 1998, démontrent les auteurs de *Trajets urbains et risques de victimisation*. Le nombre de crimes contre la personne (agressions et vols) a augmenté de 38%. Les vols sont les délits les plus fréquents: les vols à la tire y ont presque doublé en quatre ans. Les vols qualifiés ont aussi suivi une nette tendance ascendante, passant de 288 en 1995 à 625 en 1998. Les agressions sexuelles et autres voies de fait étaient aussi plus nombreuses en 1998 qu'en 1995.

Plus troublant encore, 35% des crimes contre la personne dans le métro ont été commis avec une arme, soit 2% de plus que ceux commis dans les rues. Mais Serge Dupont, directeur de l'exploitation des stations et de la surveillance à la STCUM, touche du bois: les derniers chiffres pour l'année 2000 indiquent un recul d'environ 10 % des crimes contre la personne.

La STCUM accueille dans ses bureaux, depuis septembre dernier, le Service de police de la CUM avec qui elle fait front commun pour freiner la criminalité dans le métro.

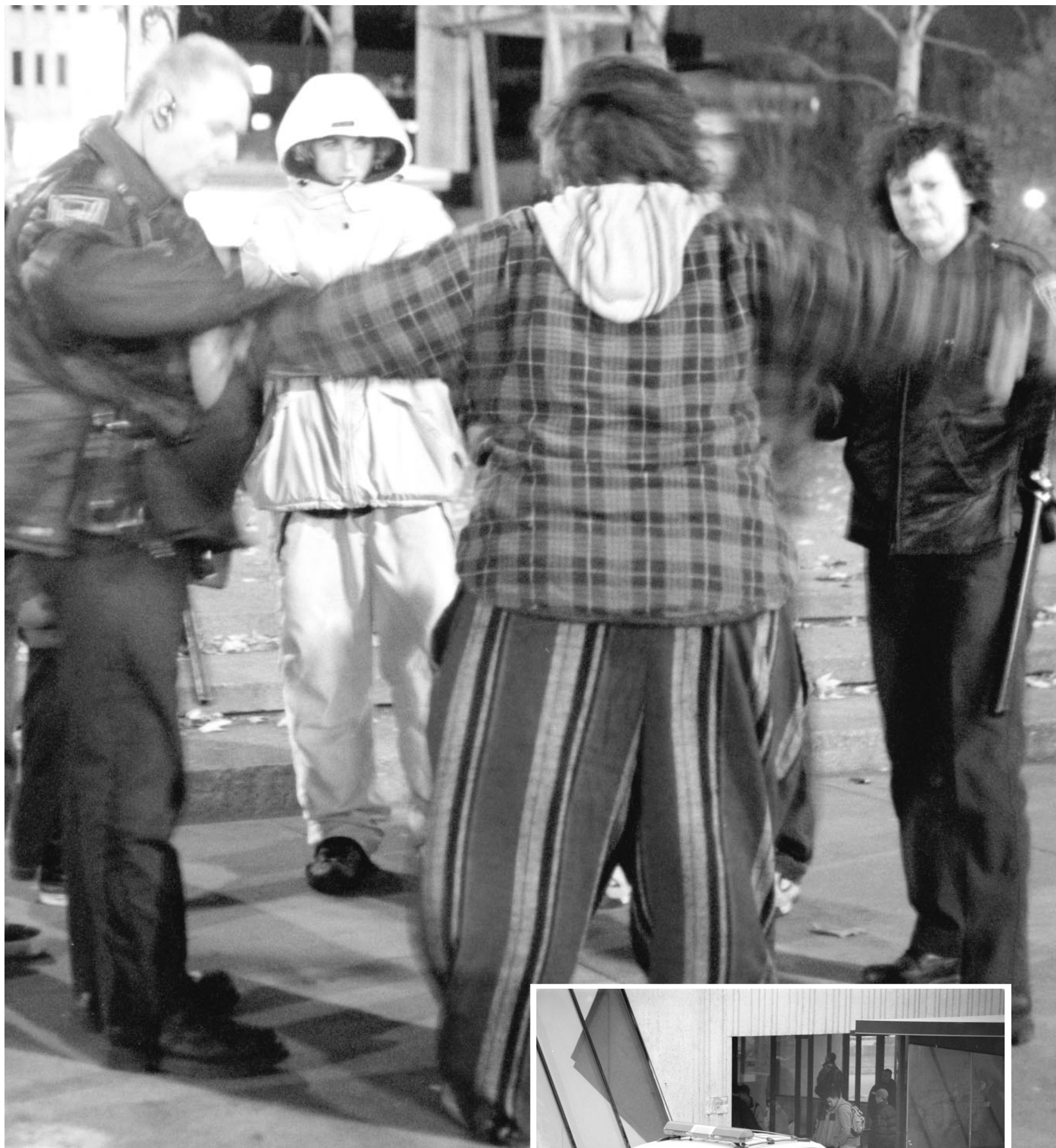
«La hausse des victimisations personnelles nous préoccupe, assure M. Dupont. Nous voulons établir différents partenariats afin d'augmenter le sentiment de sécurité de nos usagers. Mais soyons réalistes: la criminalité dans le métro est un phénomène qui traverse nos frontières. Dans certaines villes européennes, il s'y passe des choses à faire dresser les cheveux sur la tête...»

Une affaire de jeunes

Mesdames, voyagez en paix: toujours selon l'analyse des criminologues, trois fois moins de femmes que d'hommes sont la cible de malfaiteurs dans le métro, où elles sont en moyenne trois fois plus en sécurité qu'en surface. Idem pour les personnes âgées: la probabilité qu'elles soient agressées ou volées est deux fois et demie moins élevée dans le métro qu'ailleurs à Montréal.

Or, la criminalité dans le métro est dominée par les jeunes garçons de 10 à 19 ans, poursuivent les chercheurs. Ils en sont à la fois acteurs et victimes: le taux de délinquance des 15-19 ans est le plus élevé de tous, suivi de celui des 10-14 ans. En revanche, ce dernier groupe est la cible numéro un des bandits du métro. Un garçon de 10 à 14 ans est deux fois plus susceptible de faire les frais d'un vol ou d'une agression que l'adolescent de 15 à 19 ans, et neuf fois plus qu'un adulte de 20 à 54 ans!

En fait, les 15-19 ans «contribuent de manière disproportionnée à la délinquance du métro», lit-on dans l'étude. «Le taxage n'est certes pas étranger à ce phénomène», avance Pierre Tremblay.



Photos RÉMI LEMÉE et ROBERT SKINNER, La Presse

Les délits dans le métro sont principalement commis par des adolescents... et visent d'autres adolescents. Comme bien d'autres stations sises à proximité des écoles secondaires, Villa-Maria (à droite) se transforme après 15 h 30 en véritable cour de récréation.



La station de métro, lieu de toutes les rencontres



MARTINE ROUX

LA VIE DANS LE MÉTRO

SAM	1	> Un zoo le jour
DIM	2	> Des cours d'école
LUN	3	> Le suicide
MAR	4	> De vieux wagons

À la station de métro Honoré-Beaugrand, l'heure de pointe débute dès 15 h 30. Jusqu'en début de soirée, des grappes d'adolescents s'incrustent près des sorties.

Pour le criminologue Pierre Tremblay, coauteur d'une étude sur la criminalité dans le métro, le réseau souterrain fait face à un problème de délinquance juvénile: la moitié des suspects pour des délits commis dans le métro ont moins de 19 ans, souligne-t-il. Et la moitié des victimes aussi!

Est-ce le prix à payer pour bannir la violence des écoles? s'interroge le chercheur. «On dirait qu'il y a un déplacement des problèmes. Si les écoles contrôlent mieux ce qui se passe à l'intérieur de leurs murs, ça veut peut-être dire que les mauvais garçons attendent une occasion plus propice «pour commettre un délit» sur le trajet menant à la maison.»

Derrière le terminus Honoré-Beaugrand se trouve le Mont-Saint-Antoine, un centre d'hébergement pour les jeunes placés sous la Loi de la protection de la jeunesse. Mais c'est aussi une école secondaire, La Lancée, que fréquentent quelque 200 élèves. Chef de service au Mont-Saint-Antoine, Claude Bibeau voit défiler dans son bureau les cas les plus difficiles. Et chaque fois qu'il pousse la porte de la station Honoré-Beaugrand, il ralentit le pas.

«Je regarde si je reconnais mes jeunes parmi ceux qui sont là. On se sent interpellés par la délinquance juvénile dans le métro. Nos jeunes ne sont pas des anges, mais notre but est de les aider à ne pas s'embourber dans des difficultés encore plus grandes.»

Des difficultés encore plus grandes, c'est le taxage, la vente ou la consommation de drogue, la fréquentation d'un gang de rues, le

proxénétisme. Grâce à sa position stratégique, le terminus Honoré-Beaugrand est à la fois un lieu de convergence pour les élèves... et une plaque tournante pour la vente de stupéfiants.

«Ça prend du monde pour vendre la drogue, poursuit M. Bibeau. Les gangs de rue font du recrutement à la station de métro, parfois auprès des jeunes de 13 ou 14 ans.»

Pour éloigner les «gros cas indésirables», qu'il appelle aussi les «kings» de la station Honoré-Beaugrand, le Centre jeunesse a fait appel à la police. Mais il veut éviter de se mettre le doigt entre l'arbre et l'écorce.

«Nous ne voulons pas être délateurs des jeunes que nous essayons d'aider, dit l'intervenant. Si nous donnons trop de noms à la police, nos jeunes se feront enquêter. Bien que nous collaborions avec les policiers pour contrôler la situation, nous prenons garde à donner trop de renseignements.»

Villa-Maria: violence ou flânage?

À l'ombre des maisons cossues de Notre-Dame-de-Grâce et de Westmount, la station Villa-Maria sert aussi de lieu de rencontre après les heures de cours. Tantôt des effluves de pot montent aux narines des passants, tantôt le dos d'un adolescent poussé par un autre heurte la paroi vitrée.

Les happy hours ne s'improvisent pas qu'après la classe. Lors d'une visite de *La Presse* un samedi soir, des bouteilles de bière et de «fort» jonchaient le sol de l'abribus derrière la station. Quatre jeunes gens se sont prestement éloignés à la vue des deux agents du métro venant à leur rencontre.

«Le métro, c'est la maternelle du crime, avance Jacki Salvant, agent de surveillance à la STCUM. C'est ici que les bandes criminelles recrutent leurs jeunes membres.»

Villa-Maria n'a pas bonne réputation. Il y a quatre ans, elle a été le théâtre d'affrontements violents entre gangs rivaux. Mais faut-il pour autant mettre tous les adolescents dans le même panier? demande Faten Philippe, directrice adjointe de l'école Saint-Luc, l'une des nombreuses écoles secondaires dont les élèves transitent par cette station.

«Le flânage impressionne beaucoup la clientèle du métro, dit Faten Philippe. Mais ce n'est pas parce que les jeunes parlent fort qu'ils sont violents. À mon sens, cette histoire de Villa-Maria est gonflée et véhicule une image négative des jeunes.»

Agent socio-communautaire au poste de quartier 12, non loin de là, Julie Jutras hésite

aussi à brosser un portrait trop sombre. «Ce sont souvent de petits gangs qui traînent là. Ils s'attendent les uns les autres, ils jangent. La station Villa-Maria, c'est un peu comme une maison des jeunes...»

Ils enquiquinent rarement les passants, soutient-elle. «Le problème est complexe, car les jeunes ne demeurent pas nécessairement à proximité de la station. Ils y flânent parce que c'est à mi-chemin entre l'école et la maison.»

«Ne confondez pas ce qui se passe dans le métro et ce qui se passe dans mon école, prévient Jean Morin, directeur de l'école Saint-Luc. Je gère les situations ici, mais là-bas les élèves sont des citoyens comme tout le monde.»

Un problème de société

Directeur de la polyvalente Monseigneur-Richard de Verdun, Laurent Dugas choisit de ne pas restreindre son autorité aux limites de l'école. Il a déjà rappelé à l'ordre certaines têtes fortes qui faisaient la pluie et le beau temps dans un autobus de la STCUM. «Qu'on soit à l'école ou au métro, je me réserve le droit d'intervenir. Mais il faut dire que j'oeuvre dans un milieu où 55 % des familles sont monoparentales.»

Seuls un taxage et un vol de sac à main ont été rapportés aux stations LaSalle et de l'Église depuis un an et demi, précise l'agent socio-communautaire Diane Veillette, du SPCUM. «Ça ne veut rien dire, car les jeunes victimes de taxage hésitent à porter plainte de peur des représailles. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de plaignants qu'il n'y a pas de crimes.»

Les adolescents ne sont-ils pas naturellement nonchalants? Peut-être, mais les at-troupements, les ados assis par terre et autres «incivilités» rebutent la clientèle et font fondre le sentiment de sécurité, évoque Serge Dupont, directeur de l'exploitation de stations et de la surveillance à la STCUM. «Le réseau appartient à tous les citoyens. C'est une responsabilité commune de faire en sorte qu'il soit agréable», dit-il.

Le problème du flânage en est aussi un d'oisiveté, estime le directeur de l'école Saint-Luc, qui renvoie la balle à la Ville de Montréal. «La Ville n'offre pas d'activités à l'intérieur des écoles après la classe. Offrez-moi une activité gérée par des éducateurs physiques et il manquera de place dans les gymnases.»

DEMAIN:
le suicide

Le roi de l'informatique et le roi de la médecine

LA PRESSE À SAN FRANCISCO
MATHIEU PERREAULT

SAN FRANCISCO — Un peu plus près, a demandé le photographe. Le grand patron du Projet génome humain (PGH), Francis Collins, s'est approché le plus près possible sans le toucher du fondateur de Celera Genomics, Craig Venter. L'éclair du flash avait à peine disparu que le Dr Collins s'était déjà éloigné de son rival d'un bon mètre.

Le froid entre le Dr Collins et l'informaticien Venter était évident hier après-midi, à la conférence de presse de l'Association américaine pour l'avancement de la science (AAAS) sur les projets public et privé de séquençage du génome humain. Un humour lourd de sous-entendus méprisants émaillait leurs deux discours. M. Venter n'a cessé de souligner leurs « différences ». Le Dr Collins faisait comme si l'autre n'existait pas.

En juin 2000, il a fallu que le président Bill Clinton force la main du Dr Collins pour qu'il accepte d'annoncer conjointement avec M. Venter la fin du séquençage du génome. La semaine dernière, les deux analyses concurrentes du génome ont été publiées dans deux revues tout aussi rivales. Ironiquement, le projet public a choisi une revue privée, *Nature*, alors que les données de Celera, une firme du Maryland, sont parues dans *Science*,

la revue sans but lucratif de l'AAAS.

Guerre aux microbes

Il faut dire que M. Venter a la réputation d'être arrogant. Hier matin, à un symposium de l'AAAS sur le bioterrorisme, il a carrément proposé au gouvernement américain de s'occuper personnellement du problème. « Quand survient une alerte à l'anthrax, il faut trois jours pour déterminer si c'en est vraiment une. C'est ridicule. Ça prendrait moins de deux heures si on avait la séquence du génome de l'anthrax. Il faut avoir un répertoire complet du génome des pathogènes. Si on pouvait identifier un virus et concevoir un vaccin en quelques heures, personne ne se donnerait la peine de faire du bioterrorisme. »

Le millionnaire Venter n'était pas aussi exubérant que le Dr Collins durant la conférence de presse. Il s'est même permis des accès de paranoïa : quand un téléphone cellulaire a interrompu son discours, il a dit à la blague que ce devait être un agent de *Nature*. Celera a gagné la course au génome, pour une fraction du coût du projet américano-britannique. Mais contrairement au Dr Collins, qui est associé à la recherche de gènes expliquant des maladies, Craig Venter doit maintenant se contenter de vendre son coffre à outils informatiques -25 000 \$US par an, par chercheur.

Quand l'hôpital Sick Children, de Toronto, a annoncé au début février avoir trouvé un gène humain lié à la croissance du cerveau, les chercheurs n'ont pas mentionné

l'utilisation du moteur de recherche Celera. Le Dr Collins, quant à lui, peut reprendre à son compte les descriptions d'une trentaine de gènes potentiellement liées publiées cette semaine dans *Nature*. Craig Venter, lui, n'avait qu'un partenariat avec Compaq à annoncer, pour mettre au point « le plus puissant superordinateur civil ».

Pour un homme décidé à améliorer le sort de l'humanité, vendre à prix d'or des ordinateurs et des programmes n'a rien d'excitant. Fils d'un pasteur mormon excommunié parce qu'il aimait trop l'alcool et la cigarette, Craig Venter a passé sa jeunesse à surfer sur les plages californiennes. L'expérience du Vietnam, où il a travaillé dans un hôpital, l'a secoué, selon un portrait publié en juillet dans le magazine *Time* : « Il en est revenu convaincu qu'il faut tirer le maximum de chaque minute », a dit sa femme.

La guerre aux microbes et au bioterrorisme que M. Venter veut reprendre à son compte montre qu'il se cherche une cause célèbre. Hier, la dernière question de la conférence de presse évoquait la possibilité d'un Nobel. Pour une fois, Craig Venter a laissé Francis Collins répondre en dernier. Sans mentionner ni Celera ni Craig Venter, le médecin a répondu qu'il faudrait nommer 3492 lauréats. M. Venter a eu un rire nerveux et a préféré ne pas faire de commentaires.

Autres textes sur le génome en pages B12, C1 et C2



Le 9 février, le sous-marin USS *Greeneville*, ici vu à la base navale Pearl Harbor, a heurté et coulé un navire japonais, faisant neuf disparus. La marine américaine a annoncé hier avoir retracé celui-ci.

Le bateau de pêche japonais repéré

Agence France-Presse

WASHINGTON — La marine américaine a annoncé hier avoir localisé le bateau de pêche japonais *Ehime Maru* qui avait été coulé accidentellement la semaine dernière par un sous-marin américain près d'Hawaï.

Le sous-marin de poche *Scorpio 2*, contrôlé par un navire de surface, a repéré vendredi soir le chalutier de 499 tonnes au large de l'île d'Oahu, a indiqué la marine américaine dans un communiqué.

Le bateau japonais repose en position presque verticale à quelque 610 mètres de fond, à environ 900 mètres de l'endroit où il avait été heurté par le sous-marin nucléaire *Greeneville*, précise le communiqué.

Scorpio 2 a d'abord repéré le navire sur son sonar avant de confirmer définitivement son identification grâce à ses caméras.

La marine a indiqué qu'elle continuait ses opérations de recherche avec l'aide de *Scorpio 2* pour obtenir davantage de renseignements sur le navire.

Le 9 février, le sous-marin USS *Greeneville* procédait à un exercice de remontée à la surface en catastrophe lorsqu'il a heurté et coulé le navire japonais, faisant neuf disparus.

Le communiqué ne précise pas si l'épave est intacte ou si des cadavres ont été détectés.

D'autre part, le commandant de la flotte du Pacifique, l'amiral Thomas Fargo, a annoncé hier que la Navy allait réunir une commission d'enquête, la forme la plus aboutie d'enquête administrative que peut conduire la marine des États-Unis, afin de déterminer les causes de la collision entre le sous-marin nucléaire et le bateau-école nippon.

Le commandant du sous-marin et deux officiers de pont ont été cités à comparaître devant la commission, qui devrait se réunir à Pearl Harbor jeudi.

À l'issue des auditions, les officiers impliqués dans l'accident pourraient être traduits en Cour martiale.

Dans un autre communiqué, la marine a également indiqué que bien que « rien à ce stade n'indique que la présence de civils aux postes de contrôle ou leur présence à bord n'a contribué de quelque façon que ce soit à cet accident tragique », il a été décidé de changer les règles sur le transport de civils à bord de sous-marins.

Les officiers opérant à bord de sous-marins ont été informés qu'ils ne devaient pas « procéder à des exercices de remontée en catastrophe quand des civils sont à bord ou autoriser des civils à faire des manœuvres », selon la marine.

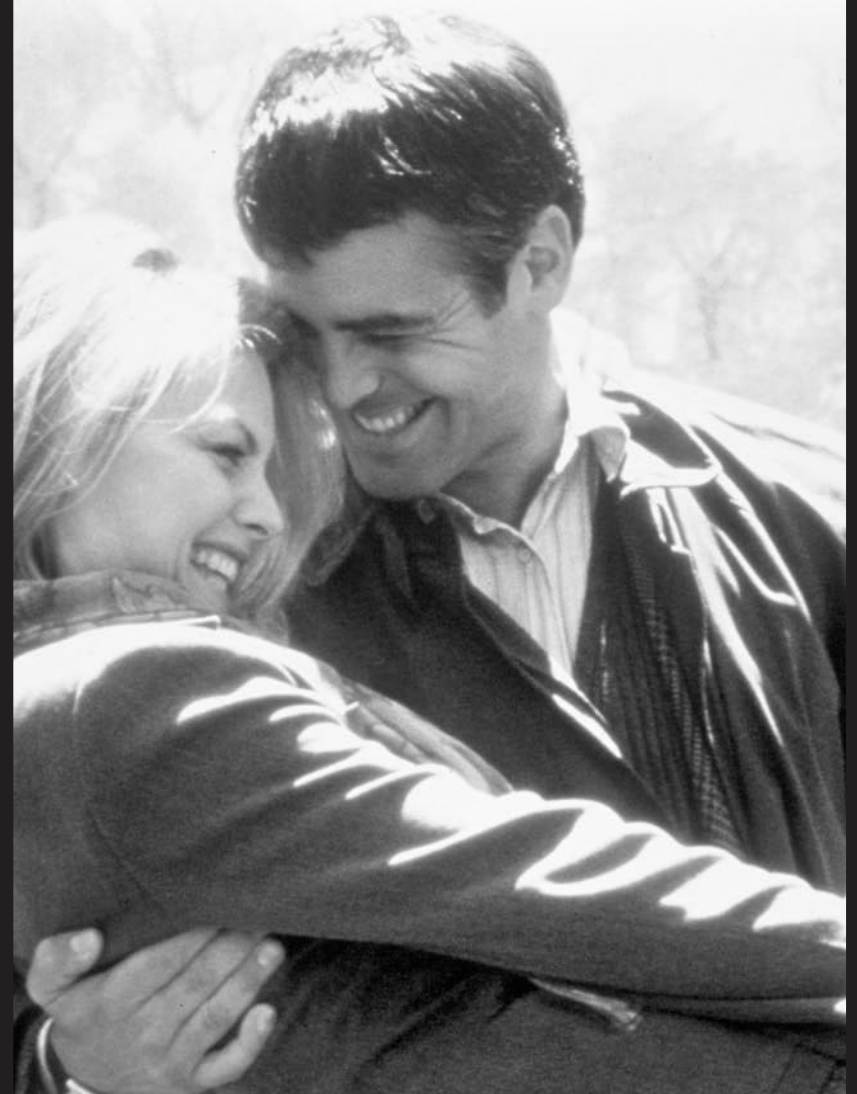
CE SOIR À TVA
JUSTE POUR RIRE

19 h

Une émission d'enfer !
Anthony Kavanagh joue les
« preachers américains »



Un beau duo !
Michelle Pfeiffer et George Clooney
confirment qu'à deux c'est beaucoup mieux



UN BEAU JOUR

CINÉ-DIMANCHE

PRIMEUR

21 h



TVA
www.tva.ca

théâtre musical Auditions : 17 mars 2001

Collège Lionel-Groulx à Sainte-Thérèse: la seule école professionnelle publique de langue française au Canada en théâtre musical !
Formation collégiale intégrant le jeu théâtral, le chant et la danse.
Pour information : (450) 430-3120, poste 207

loto-québec

6/49		Québec 49	
Tirage du 2001-02-17		Tirage du 2001-02-17	
09 13 27 28 38 42	02 17 18 23 30 47	Numéro complémentaire: 20 39	
BANCO		Quotidien	
Tirage du 2001-02-17		Tirage du 2001-02-17	
02 08 09 10 11	3 4	NUMÉRO: 668516	
19 21 24 25 28	868 4285	Extra	
40 42 43 47 48		Tirage du 2001-02-16	
49 52 53 54 70		NUMÉRO: 136073	
SUPER 7		GAGNANTS	
Tirage du 2001-02-16		LOTS	
04 08 14 24 32 37 45	7/7 0 2 500 000,00 \$		
Numéro complémentaire: 13	6/7+ 3 82 388,30 \$		
Ventes totales: 13 399 986 \$	6/7 87 2 485,80 \$		
Prochain gros lot (approx.): 5 000 000 \$	5/7 5 311 145,40 \$		
	4/7 110 433 10,00 \$		
	3/7+ 101 120 10,00 \$		
	3/7 916 556 participation gratuite		

Le jeu doit rester un jeu

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

TVA, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

ACTUALITÉS



Photo Associated Press

À Verapaz, Jose Merino, 9 ans, tente de se réchauffer sur les débris d'une habitation. Son village est coincé depuis six jours dans une interminable veille.

La misère au quotidien

Des familles en ont encore pour des mois, voire des années, à vivre dehors et à avaler la poussière



MARIE-CLAUDE MALBOEUF
envoyée spéciale
AU SALVADOR

SAN SALVADOR — Verapaz est coincé depuis six jours dans une interminable veille. Une prison de ruines. Une prison sous les étoiles, où les murs sont de plastique et battent au vent. Et où des feux de camp servent de chauffage central.

Depuis que l'électricité est revenue, une poignée de téléviseurs résonnent étrangement dans les décombres du minuscule village proche de San Vicente. De sa maison réduite à un chaos de pierres et de bouts de bois, Occlina Evelia Cubas de Chavez a détérioré son appareil pour l'installer sur le trottoir. Les voisins ont vite accouru et ali-

gné leurs chaises de métal tordues et leurs matelas dans la ruelle. On dirait un ciné-parc après un bombardement.

Depuis qu'un deuxième tremblement de terre a secoué le centre du Salvador et détruit leurs maisons à 80 %, il n'y a rien d'autre à faire. Des familles entières sont condamnées à l'attente. Leur cauchemar dure depuis six jours. Et elles savent qu'elles en ont encore pour des semaines, des mois, même des années, à vivre dehors et avaler la poussière avant que la vie ne reprenne son cours. « C'est long », soupire déjà Jenny, 13 ans, le genou enveloppé du bandage d'un médecin de la Croix-Rouge.

Sa tante Occlina, elle, ne sait plus où donner de la tête. Après avoir campé dans la rue, comme tout le village transformé en dortoir, elle s'est mise en tête de surveiller ses biens. « Les voleurs vont venir », dit la solide femme aux cheveux gris. Elle n'a plus qu'un lit chambranlant, un divan déchiré, un tapis gorgé de poussière, quelques casseroles, des jouets éparpil-

lés, une radio qui ne fonctionne plus. « Le 13 janvier, même si on avait un peu senti la terre bouger, rien n'était tombé. Et dire que je m'étais dit : grâce à Dieu... »

Avec de grosses pierres, les voisins érigent aussi des barricades et bloquent les rues. Les adolescents montent la garde avec des couteaux. Occlina escalade et redescend, infatigable, la colline de biens fracassés qui constitue aujourd'hui sa maison. Elle déménage de l'autre côté du barrage de roches, bien décidée à transformer son enclos à poules en salon.

Chez les voisins, des rires s'élevaient dans les ruines. On fait cuire le riz, les tortillas et le café enfin apportés par des parents de la capitale, qui ont bravé sur 60 km d'étroites routes noires, où foncent les camions de secours et ceux de canne à sucre. Des garçons glissent en bicyclette et traînent au parc ou du côté des campements militaires.

Occlina préfère rester « chez elle ». Sautant sur le lit surmonté d'une bâche de plastique, son fils de cinq ans est de toute façon très

heureux de dormir à la belle étoile. José joue avec une boîte qui meugle, bêle et jappe sur commande. Tout autour, ce sont des spécimens bien vivants qui partagent désormais sa « chambre » : un gros dindon, un coq, un chat tout maigre, une bonne demi-douzaine de chiens. « Les chiens vont nous avertir si ça recommence, le rassure sa mère. Le jour du désastre, ils couraient et gémissaient partout, desesperados ! »

Agité comme un cabri, José étale son sens de l'observation en répertoriant ce qui reste du commerce familial de pupusa (une tortilla salvadorienne). « Regarde Mama, la porte du magasin, la poignée sont encore là... » Occlina sourit avec une infinie tristesse. Elle a dégagé son enseigne abîmée pour qu'on la voit bien au-dessus du désordre. « C'était notre gagne-pain, c'est dur », dit-elle, ses yeux bruns et ronds s'emplantant de larmes. Sa pupuseria ayant vomi des pierres jusque dans la rue, le camion chargé de sable de son mari est aussi enterré. « On ne peut pas partir et le laisser là. On va le dégager,

peut-être qu'on pourra réparer le radiateur. »

Dépassée, elle gesticule dans le vide : « Ici, c'était l'entrée, là le magasin, là une autre maison. On ne reconnaît plus rien, tout est emmêlé. Il faut tout nettoyer. C'est une nouvelle vie qui commence... »

Une nouvelle vie ou une sentence ? Depuis quatre jours, Occlina n'arrive pas à fermer l'oeil. Après ses nuits de garde dans son abri de fortune, elle trie, cuisine, nettoie. C'est la nuit le plus dur, confie-t-elle, entourée de ses trois enfants. La nuit, l'angoisse remonte. Mais pas question d'abandonner son village. Même si, à 20 km, tout est intact. Même si seules la survie et la monotonie s'annoncent.

— Qu'est-ce que vous allez faire demain ?

— Je ne sais pas

— Et après-demain ?

— Je ne sais pas non plus. En tout cas, les enfants ne vont pas étudier. Ils voulaient aller à l'université plus tard, mais qui sait si elle n'est pas tombée...

Jamais deux sans trois

Un autre séisme secoue le Salvador

Agence France-Presse

SAN SALVADOR — Un nouveau séisme d'une magnitude de 5,3 sur l'échelle de Richter a frappé hier après-midi la capitale du Salvador, provoquant la panique de milliers d'habitants et la formation d'un nuage de poussière sur le volcan de San Salvador.

Une personne a été tuée et trois autres ont été blessées, a annoncé le gouvernement. À Apopa, deux résidents de ce quartier nord de la capitale ont été sortis indemnes des décombres de leurs habitations.

L'épicentre se trouvait au sud de la capitale San Salvador, à une profondeur de 5,4 kilomètres.

Des correspondants de l'AFP ont rapporté que de nombreuses personnes effrayées avaient quitté dans la précipitation des restaurants et des centres commerciaux du centre de la capitale San Salvador, où le séisme a été fortement ressenti.

Les réseaux téléphoniques et d'électricité ont été interrompus durant plusieurs minutes dans la capitale.

Selon des radios locales, la secousse a été ressentie avec intensité dans les départements de San Salvador, la Libertad, La Paz et Cuscatlan, situés dans le centre du pays, et dans une moindre mesure dans l'est et l'ouest du pays.

Le Salvador avait déjà subi deux violents séismes en un mois, le 13 janvier et le 13 février. Le premier a fait 827 morts, selon le bilan officiel, et quelque 2000 disparus. Celui du 13 février a fait 305 morts, selon un bilan encore provisoire publié hier par le COEN.

La Paz et Cuscatlan faisaient déjà partie des trois départements - avec San Vicente - les plus touchés par le séisme du 13 février.

Le tremblement de terre de janvier, dont la magnitude était comprise entre 7,6 et 7,9, a fait plus d'un million de sans-abri, et celui du 13 février, d'une magnitude de 6,1, a fait 203 113 sans-abri.

Selon le gouvernement, les dégâts provoqués par ces deux séismes s'élevaient à plus de 2,6 milliards. Les entreprises les évaluent à plus de 3 milliards.

Les répliques constantes « maintiennent en état d'alerte » toute la population salvadorienne, principalement les habitants du centre du pays, a déclaré le porte-parole de la Croix-Rouge, Carlos Lopez.

Les sinistrés, plus de 1,4 million de personnes en un mois, sont à présent un enjeu politique.

« De la pauvreté à la misère », lançait hier un éditeur de gauche en évoquant les centaines de milliers de paysans et ouvriers agricoles qui ont été les plus touchés par les deux premiers séismes.

« Le défi qui se présente à notre gouvernement sera de sortir d'un système d'assistantat pour trouver le moyen de générer des emplois », a déclaré le président salvadorien Francisco Flores.

Mais le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), l'ancienne guérilla marxiste, a lancé une mise en garde. « À un moment où le pays a besoin de l'effort de tous, la priorité du gouvernement est de poursuivre sa politique néolibérale », a déclaré le FMLN.



Photos Associated Press

Tant bien que mal, les Salvadoriens tentent de reprendre le dessus. À Santa Clava (photos du haut), où des centaines d'habitants ont perdu la vie lors du premier séisme du 13 janvier, un garçon transporte de l'eau potable à sa famille, dans un camp de fortune. Dans ce même camp, des sans-abri attendent leur ration quotidienne de nourriture. À Verapaz, Juan Constantino, 69 ans, déplace des débris de sa maison afin d'atteindre du maïs entreposé dans celle-ci.

MONDE

L'Irak crie vengeance

Saddam explore les mesures de riposte militaire possibles

FAROUK CHOUKRI

BAGDAD – L'Irak s'est dit hier déterminé à se venger des raids de la veille près de Bagdad, motivés selon lui par la volonté de maintenir la domination des États-Unis et d'Israël sur le monde arabe.

Le président irakien Saddam Hussein a présidé hier une réunion conjointe du Conseil de commandement de la Révolution (CCR) et de la direction du parti Baas (panarabe, au pouvoir) pour « examiner les mesures militaires à adopter pour riposter aux États-Unis en cas de nouvelle agression ».

Les consultations ont également porté sur « les mesures militaires à prendre contre ceux (les pays) qui accordent des facilités aux États-Unis, en cas de répétition de ces agressions », selon l'agence officielle INA.

Les avions faisant respecter les deux zones d'interdiction de survol

aérien, dans le nord et le sud de l'Irak, imposées par les Alliés occidentaux après la guerre du Golfe (janvier-février 1991), sont basés d'une part en Turquie, et d'autre part en Arabie saoudite et au Koweït.

À Bagdad, des milliers de personnes ont manifesté hier pour dénoncer les frappes aériennes.

Quelque 5000 manifestants, dont des responsables du Baas, ont déployé des banderoles proclamant : « Bush, Bush, écoute bien, nous aimons Saddam Hussein ! » et « les frappes américaines et sionistes n'arrêteront pas la marche des Irakiens vers la victoire ! ».

Un millier de Palestiniens ont de leur côté manifesté dans les rues de Bagdad en appelant Saddam Hussein à « bombarder Tel-Aviv ».

Lors des funérailles d'une jeune fille tuée dans les bombardements, des centaines de personnes ont exprimé leur colère en scandant des slogans hostiles aux États-Unis et à Israël.

Le président irakien, cité par INA, a en outre annoncé hier la for-

mation de 21 divisions de volontaires pour se joindre à « l'Armée de libération de Jérusalem », dont la mise sur pied a été annoncée le 7 février.

L'Irak affirme avoir mobilisé en 2000 plus de 6,5 millions de volontaires pour « la libération de la Palestine » et souhaite que les pays limitrophes d'Israël, dont la Syrie et la Jordanie, rouvrent leurs frontières aux combattants anti-israéliens.

Le Parlement irakien avait auparavant estimé dans un communiqué que les raids visaient à « soumettre la nation arabe, à maintenir l'hégémonie (de l'Occident) sur ses ressources et à perpétuer l'occupation sioniste de la Palestine ».

Le quotidien *Al-Qadissiya*, organe des forces armées, a estimé que « le nouveau crime américain ne resterait pas impuni ».

Pour sa part, le quotidien *Babel*, dirigé par Oudaï Saddam Hussein, fils du président irakien, a publié hier une édition spéciale dans laquelle il affirme que « l'agression américano-britannique ouvre la voie à une opération (israélienne) dans les jours qui viennent contre un pays arabe proche de la Palestine ».

Selon le journal, l'attaque israélienne pourrait être dirigée « soit contre le Golan (Syrie), soit contre le Liban sud ».

L'Irak a affirmé que les raids, sans commune mesure depuis deux ans, avaient fait deux morts et plus de 20 blessés civils.

Washington et Londres ont affirmé que leurs avions avaient pris pour cibles des postes de commandement et de radars proches de Bagdad hors de la zone d'exclusion aérienne du sud de l'Irak, et justifié l'opération par l'augmentation, selon eux, des opérations irakiennes de défense anti-aérienne.

Un haut responsable du parti Baas, Saad Kassem Hammoudi, a appelé les « masses arabes à laisser éclater leur immense colère en s'attaquant aux intérêts américains et britanniques dans le monde arabe ».

« Les gouvernements des pays arabes frères inscrits dans la tournée (du secrétaire d'État américain) Colin Powell doivent refuser de recevoir ce criminel de guerre pour exprimer leur rejet de la politique d'agression américaine », a-t-il dit à l'AFP.

M. Powell a maintenu sa tournée régionale, prévue du 24 au 26 février qui doit le conduire en Égypte, en Arabie saoudite, en Israël, dans les territoires palestiniens, en Jordanie, en Syrie et s'achever au Koweït.

M. Powell, chef d'état-major interarmes durant la guerre du Golfe, a tenu à être présent pour le 10^e anniversaire de la libération de l'émirat après sept mois d'occupation irakienne.

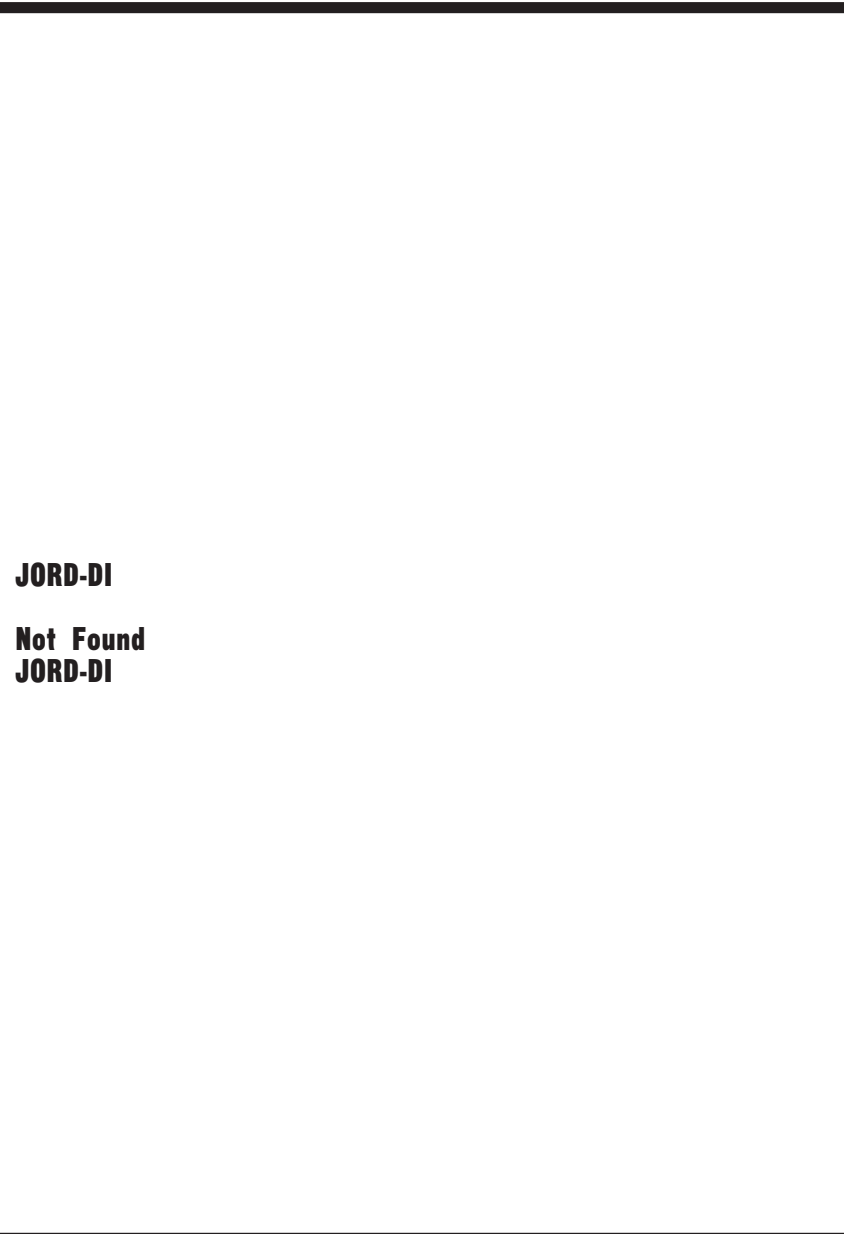


Photo REUTERS

Beaucoup de témoignages d'appui à l'Irak hier, au lendemain des nouveaux raids américano-britanniques sur le pays de Saddam Hussein. Pour sa part, ce Jordanien, Ibrahim Oraaneh, a tenu à embrasser une photo du président irakien lors d'une manifestation de sympathie devant l'ambassade d'Irak à Amman, capitale de la Jordanie.

Le Proche-Orient monte d'un cran dans l'agenda de Bush

PATRICK ANIDJAR
Agence France-Presse

WASHINGTON – Le Proche-Orient s'est imposé comme l'un des dossiers les plus brûlants pour le président George W. Bush qui, moins d'un mois après son arrivée à la Maison-Blanche, a lancé un coup de semonce à l'Irak et s'apprête à dépêcher son secrétaire d'État dans la région.

Vendredi, le président américain a ordonné le bombardement de plusieurs cibles militaires proches de Bagdad afin de maintenir une zone d'exclusion aérienne dans le sud de l'Irak.

Cette « mission de routine », ainsi qualifiée par le chef de la Maison-Blanche, constitue son premier recours à la force depuis son arrivée au pouvoir le 20 janvier.

« Avec le Proche-Orient, il n'y a jamais le choix. Pour un président américain, c'est une région qui requiert toutes ses attentions, qu'il le veuille ou non », explique à l'AFP Mary-Jane Deeb, professeur spécialiste de la région à l'American University de Washington.

Pour le *New York Times*, le président américain, encore novice en matière de politique internationale, a été littéralement happé par l'explosif dossier proche-oriental.

« Dans une certaine mesure, le moment des bombardements a été

dicté par Saddam Hussein », écrit le quotidien dans son éditorial en évoquant un « test délibéré » infligé à George W. Bush par le dirigeant irakien.

Pourtant, le président américain, qui effectuait vendredi une visite officielle au Mexique, a pris soin de souligner que ces bombardements ne constituaient pas un changement dans la politique américaine à l'encontre de Bagdad.

« Nous allons être très attentifs en ce qui concerne la production (par Saddam Hussein) ou non d'armes de destruction massive. Et si nous le prenons sur le fait, nous agirons en conséquence », a affirmé M. Bush.

Dans le même temps, le conflit israélo-palestinien semble lui aussi s'être imposé au chef de la Maison-Blanche.

« Dans ce cas précis, cela est plus dû au hasard du calendrier, puis que l'élection du nouveau Premier ministre israélien (Ariel Sharon) a suivi de deux semaines l'entrée en fonction de Bush », relève le professeur Deeb.

L'élection d'Ariel Sharon a été suivie d'une intensification du cycle de violence en Israël et dans les territoires palestiniens.

George W. Bush, qui n'a pas caché durant sa campagne qu'il souhaitait un interventionnisme américain plus mesuré dans le conflit israélo-arabe, ne devrait toutefois pas rester longtemps témoin passif de ces affrontements.

« Là encore, il (Bush) n'a pas le choix. Il y a une nouvelle donne. Le plan de paix de Bill Clinton a complètement échoué. Le président et son secrétaire d'État (Colin Powell) sont désormais contraints de revoir la politique américaine au Proche-Orient et de prendre des décisions rapidement », estime l'universitaire.

M. Powell doit effectuer une tournée du 24 au 26 février en Égypte, en Arabie saoudite, en Israël et dans les territoires palestiniens, ainsi qu'en Jordanie, en Syrie et au Koweït.

Le secrétaire d'État, qui fut chef d'état-major interarmes durant la guerre du Golfe en 1990-91, profitera de l'occasion pour participer au Koweït, le 26 février, aux cérémonies marquant le 10^e anniversaire de la libération du pays après l'invasion des troupes irakiennes du 2 août 1990.

Cette tournée, qui vise notamment à plaider pour le maintien de sanctions strictes contre le régime irakien accusé de ne pas se conformer aux résolutions des Nations unies sur la vérification de son désarmement, devrait aussi se concentrer sur les possibilités de parvenir à un règlement du conflit entre Israël et les Palestiniens.

BRIT-DI

Not Found
BRIT-DI

Photo AFP

Des députés britanniques – et cette fillette – se sont joints à la centaine de manifestants qui se sont regroupés hier devant le 10 Downing Street, résidence du premier ministre britannique Tony Blair, pour protester contre la participation de la Grande-Bretagne au bombardement de l'Irak.

Colère arabe, grogne européenne

d'après AFP

NICOSIE — Les raids américano-britanniques sur Bagdad ont suscité la colère dans le monde arabe qui y voit un signe de la détermination de la nouvelle administration américaine « à poursuivre son agression », tandis qu'en Europe, beaucoup ne cachaient pas leur désapprobation.

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Esmat Abdel Meguid, a qualifié ces attaques aux portes de la capitale irakienne, les premières depuis deux ans, « d'injustifiées » et ajouté qu'elle avaient « suscité la colère du monde arabe ».

Dans les territoires palestiniens, des manifestations de soutien au président irakien Saddam Hussein, qui offre de l'argent aux familles des « martyrs » de l'Intifada (soulèvement), ont éclaté dès vendredi soir et se sont poursuivies dans la journée d'hier.

Les manifestants ont brandi des portraits du président Hussein, mis le feu à des drapeaux américains, britanniques et israéliens, ainsi qu'à des portraits du président américain George W. Bush.

Une vingtaine d'Arabes israéliens conduits par le député arabe israélien Ahmed Tibi ont de leur côté exprimé leur solidarité avec l'Irak en manifestant devant le consulat américain à Jérusalem-Est.

Ils ont appelé les pays arabes à boycotter la visite du secrétaire d'État américain Colin Powell lors de sa prochaine tournée au Proche-Orient du 24 au 27 février et à fermer les ambassades américaines dans les capitales arabes.

Cette tournée vise notamment à plaider pour le maintien de sanctions strictes contre le régime irakien.

Dans un commentaire diffusé par Radio Téhéran, l'Iran, qui malgré ses différends avec Bagdad a toujours dénoncé l'ingérence des États-Unis dans la région, a fustigé ces raids comme « les signes de l'aventurisme » de la nouvelle administration américaine.

La Jordanie, qui dépend de l'Irak en matière de pétrole, a exprimé par la voie du ministre des Affaires étrangères Abdel Ilah Khatib l'opposition de son pays à l'usage de la force, tandis que le Parlement égyptien a qualifié les frappes d'« agression contre le peuple irakien ».

À Alger, le ministre algérien des Affaires étrangères Abdelaziz Belkhadem a condamné les « bombardements contre nos frères en Irak (...) en violation du droit international ».

La Turquie, opposée à l'Irak pendant la guerre du Golfe mais qui essaie depuis de tisser des liens notamment économiques, s'est empressée d'assurer que la base d'Incirlik (sud), qui accueille les avions américains et britanniques contrôlant la zone d'exclusion aérienne du nord de l'Irak, n'avait pas été utilisée pour les raids.

Le premier ministre turc Bulent Ecevit a aussi qualifié de « très graves » les attaques sur Bagdad et fait part de la volonté de son pays que de « tels actes ne se reproduisent plus ».

À Moscou, le président russe Vladimir Poutine a estimé que « de pareilles actions non provoquées ne contribuent pas au règlement de la situation irakienne (qui) peut et doit être politique ».

Le leader ultra-nationaliste russe Vladimir Jirinovski a lui appelé le président Poutine à lever unilatéralement les sanctions contre l'Irak.

Côté européen, le ministre norvégien des Affaires étrangères Thorbjørn Jagland, dont le pays préside le comité de sanctions de l'ONU contre l'Irak, a jugé « regrettable que les États-Unis et la Grande-Bretagne aient trouvé nécessaire d'user de la force ».

La France a critiqué les frappes, jugeant qu'elles rendaient plus difficile la recherche d'une solution au problème irakien.

Dans un communiqué diffusé vendredi soir, le ministère des Affaires étrangères a estimé que « ces opérations entretiennent aujourd'hui une tension dommageable à la mise en oeuvre d'une solution concertée au problème irakien » et a rappelé son « incompréhension » et son « malaise vis à vis des frappes aériennes répétées effectuées par les aviations américaine et britannique ».

Les monarchies pétrolières du Golfe ont elles gardé un silence embarrassé après ces bombardements.

L'Arabie saoudite et le Koweït n'ont pas réagi aux accusations de Bagdad de « complicité de crimes » pour avoir autorisé les avions américains et britanniques à survoler leur territoire. Seul le ministre koweïtien des Affaires étrangères, Cheikh Sabah al-Ahmad al-Sabah, cité par l'agence de presse koweïtienne Kuna, a fait samedi un commentaire pour réaffirmer que les Irakiens sont « les victimes » du régime du président Hussein.

Bahrein, Oman, Qatar et les Emirats Arabes unis, qui dépendent largement des États-Unis pour leur sécurité n'avaient fait hier en fin de journée encore aucun commentaire.

Paris juge que ce genre d'attaques rend plus difficile la quête d'une solution pour l'Irak.

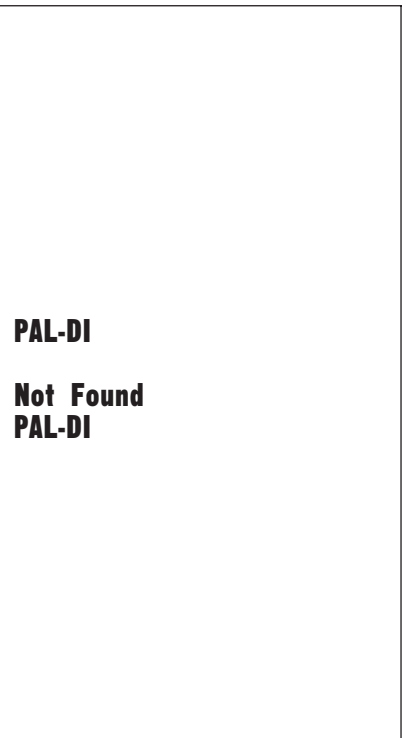


Photo AP

Ce Palestinien porteur du drapeau national s'est reposé un moment hier à Hebron, en Cisjordanie, où se déroulaient les obsèques d'un compatriote qui a trouvé la mort lors d'un échange de coups de feu avec l'armée israélienne.

Les pyromanes albanais du Kosovo font la loi

Leur terrorisme déborde les forces de l'OTAN et ulcère Belgrade

GILLES PAQUIN

Deux ans après avoir bombardé la Yougoslavie sous prétexte de mettre fin au nettoyage ethnique du Kosovo par les Serbes, les stratèges de l'OTAN semblent maintenant incapables d'empêcher les Albanais de se livrer au même type d'épuration xénophobe.

La guérilla albanaise (UCK) a été officiellement démilitarisée peu après l'arrivée des troupes de l'OTAN et de la Mission civile des Nations unies mais, en réalité, bon nombre de ses militants s'activent encore.

Toujours animés du rêve de faire du Kosovo un État indépendant, les hommes de l'UCK sont aujourd'hui frustrés de constater que l'OTAN n'est plus leur allié militaire. Ils s'estiment même trahis par les troupes de l'Alliance atlantique qui tentent aujourd'hui de protéger les Serbes.

Leur amertume a été alimentée par le comportement ambigu de l'administrateur civil de l'ONU au Kosovo, Bernard Kouchner, qui n'hésitait pas à descendre dans la rue manifester avec les anciens de l'UCK.

Au terme de huit mois d'occupation du Kosovo par les troupes de l'OTAN, les autorités yougoslaves ont affirmé que 793 personnes, dont 630 Serbes, avaient été assassinées au Kosovo. L'ONU a pour sa part soutenu qu'il y avait eu 488 meurtres.

Peu importe qui a raison dans ce macabre calcul puisque le résultat final est le même : la violence ethnique continue au Kosovo et l'OTAN est aussi impuissante que l'ONU à y mettre fin. Au fil du temps, les meurtres, les enlèvements et les manoeuvres d'intimidation continuent de plus belle.

Le bilan global est troublant. Depuis l'arrivée des troupes de l'Alliance, près de 200 000 Serbes ont quitté le Kosovo de crainte de représailles de la part des Albanais. Des centaines d'autres ont été enle-



Un soldat de la KFOR (force multinationale de paix pour le Kosovo) monte la garde devant les ruines d'un monastère partiellement détruit lors d'attentats commis par des extrémistes albanais. Plus de 70 églises et monastères orthodoxes serbes ont été détruits depuis que le Kosovo est passé sous le contrôle de l'OTAN et de l'ONU.

vés et un nombre indéterminé ont disparu.

Vandalisme

En outre, des milliers de foyers serbes ont été incendiés par les pyromanes de l'UCK. Au moins 70 églises et monastères serbes ont été rasés par le feu ou avec des explosifs.

« Ces actes de vandalisme ne peuvent pas être vus comme de simples gestes individuels de vengeance », a soutenu un porte-parole de l'Église orthodoxe serbe.

Selon lui, il devient de plus en plus clair qu'il y a derrière tout cela une stratégie et une volonté d'effa-

cer toutes traces de la culture serbe et chrétienne au Kosovo. Il reste encore 1400 sites religieux sur ce territoire mais, peu importe leur importance historique, tous sont menacés.

Le plus désolant, estiment les observateurs de l'ONU, c'est que les saboteurs sont connus et que personne n'ose les dénoncer lorsqu'ils décident de détruire ces monuments historiques ou des maisons serbes.

Les Serbes sont pour leur part exaspérés et certains affirment maintenant que l'ONU et l'OTAN manquent de volonté politique pour mater la guérilla

Quant à lui, le gouvernement de Belgrade réclame une suppression ou une réduction de la zone de sécurité qui sépare le Kosovo du reste de la Serbie.

« Une zone de sécurité aussi large n'est pas nécessaire car il n'y a plus d'hostilité entre l'armée ou la police de Yougoslavie et la KFOR » (force multinationale de paix au Kosovo dirigée par l'OTAN), a déclaré le gouvernement yougoslave.

La requête de Belgrade a été jugée prématurée par le secrétaire de l'OTAN, Lord Robinson, qui dit craindre la création d'un vide ou de nouveaux combats. Des change-

ments prématurés font peser le risque de seulement empirer les choses, a-t-il dit.

La zone de sécurité large de cinq kilomètres entre le Kosovo et le reste de la Serbie a été mise en place en juin 1999 dans le cadre d'un accord entre l'OTAN et le régime déchu de Slobodan Milosevic.

Aux termes de cet accord, seule la police serbe équipée d'armes légères est autorisée à y patrouiller. La démilitarisation de cette zone habitée essentiellement par des Albanais a contribué à l'implantation d'une guérilla albanaise, qui se réclame de l'Armée de libération de Presevo, Medvedja et Bujanovac (UCPMB).

Le plan de paix de Belgrade prévoyait le retrait des quelque 200 km² que l'UCPMB occupe depuis des mois, ainsi que celui des unités spéciales de la police serbe déployées à proximité.

Après éradication de la guérilla, le plan préconise l'intégration des Albanais dans les institutions politiques nationales, les administrations et les entreprises locales, ainsi que la mise en oeuvre d'un programme de développement économique de la région.

Le plan exclut cependant tout statut spécial pour cette partie de la Serbie, une revendication constamment avancée par les leaders albanais.

Pour Lord Robinson, les propositions de Belgrade offrent une « base encourageante et constructive pour une négociation ». Selon lui, la communauté albanaise du sud de la Serbie devrait maintenant entamer le dialogue avec Belgrade.

Si l'OTAN continue de banaliser la violence qui se poursuit sous les yeux de ses quelques 40 000 soldats, personne ne devra plus tard s'étonner de voir renaître les vieux fantômes de Belgrade.

C'est exactement ce que souhaitent les pyromanes albanais du Kosovo.

EXPRESS INTERNATIONAL

É.-U. | Bush bouscule les syndicats

LE PRÉSIDENT George W. Bush a signé hier quatre décrets pour réduire l'influence politique et financière des grandes centrales syndicales, qui constituent presque toutes un appui traditionnel important pour le parti démocrate. Ces décrets permettront aux travailleurs syndiqués de s'opposer à l'utilisation de leurs cotisations pour financer des causes politiques, et d'ouvrir les appels d'offres des agences fédérales aux entreprises non syndiquées. Durant la dernière campagne présidentielle et législatives, les grands syndicats avaient apporté un important soutien financier aux candidats démocrates. M. Bush a également supprimé un organe de conciliation paritaire dans les administrations fédérales, qui avait été créé par son prédécesseur Bill Clinton à son arrivée à la Maison-Blanche en 1993, ainsi qu'un règlement adopté l'année suivante par M. Clinton pour protéger les emplois contractuels dans l'administration fédérale. — d'après AFP

Algérie | Meurtres de journalistes

UN ANCIEN « émir » (chef) du Groupe islamique armé (GIA), Omar Chikhi a déclaré « sans regrets » avoir assassiné des journalistes lorsqu'il était dans les maquis, dans un entretien paru hier dans le quotidien algérien *El Youm*. « À chaque fois qu'un journaliste est tombé entre mes mains, je l'ai tué », a affirmé Omar Chikhi, qui dirigeait le maquis redouté de Zbarbar, à une centaine de kilomètres au sud-est d'Alger. « Non, je ne regrette rien. Au contraire, aujourd'hui, il y a beaucoup de journalistes que j'aurais voulu avoir entre mes mains, je n'aurais pas hésité à les tuer », a ajouté cet ancien « émir ». « Ceci ne m'a pas empêché un jour de faire libérer un journaliste d'une publication sportive, après son enlèvement », a-t-il dit. Environ 70 journalistes et une trentaine d'employés de presse ont été assassinés en Algérie dans des attentats attribués à des groupes armés islamistes depuis 1992. — d'après AFP

Russie | Réforme du gouvernement

LE PREMIER MINISTRE russe Mikhaïl Kassianov a confirmé hier qu'un projet de réforme du gouvernement était à l'étude afin « d'en accroître l'efficacité », a rapporté l'agence Interfax. « Des changements à la structure du gouvernement seront apportés en tenant compte de l'expérience que nous avons acquise », a déclaré M. Kassianov rappelant que son gouvernement était en place depuis bientôt un an. Selon le Premier ministre, la réforme ne constitue pas qu'un simple déplacement de cadres mais vise à accroître l'efficacité du gouvernement. Le vice-premier ministre et ministre des Finances, Alexeï Koudrine, avait annoncé en janvier l'élaboration d'un plan de réforme dans le but notamment de mettre un terme à la corruption. Depuis quelques semaines, le gouvernement de M. Kassianov connaît des difficultés et les rumeurs de limogeage du premier ministre et de plusieurs ministres sont fréquentes. — d'après AFP

Rwanda | Fier du sommet de Lusaka

LE PRÉSIDENT rwandais Paul Kagame s'est félicité des « résultats positifs » du sommet qui s'est tenu jeudi à Lusaka, en Zambie, consacré au conflit dans la République démocratique du Congo (RDC) et auquel il avait refusé de participer, a-t-on appris hier de source officielle. « Nous sommes parfaitement en accord et soutenons les résultats du sommet de Lusaka où le facilitateur pour le dialogue intercongolais, Kérumé Masire, a été accepté et la détermination vis-à-vis du désengagement ainsi que d'autres aspects de l'accord de Lusaka réaffirmés », a déclaré M. Kagame, cité dans un communiqué de la présidence transmis hier à l'AFP. — d'après AFP

Les Serbes kosovars manifestent dans le calme au lendemain de l'attentat

ALEXANDRE PEYRILLE
Agence France-Presse

KOSOVSKA MITROVICA. Yougoslavie
Des milliers de Serbes ont manifesté pacifiquement dans plusieurs villes du Kosovo, samedi, jour des morts dans la religion orthodoxe, au lendemain de l'attentat contre un convoi serbe qui a coûté la vie à sept personnes, près de Podujevo (nord-est).

Beaucoup prévoient une flambée de violence, mais aucun débordement n'a été rapporté au cours des rassemblements, à la mémoire des victimes de l'attentat, qui se sont déroulés à Gracanica, Caglavica et Lipljan (centre), Kosovska Mitrovica, Zubin Potok et Leposavic (nord).

À Mitrovica, environ 3000 personnes se sont rassemblées dans le nord de la ville, essentiellement peuplé de Serbes, selon un journaliste de l'AFP.

Un membre du comité politique pour la défense de Mitrovica, Dragisa Jokovic, a comparé l'attentat au massacre de Racak (25 km au sud de Pristina, centre) qui avait coûté la vie à plus de 40 Albanais en janvier 1999.

Il a invité le procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI), Carla Del Ponte, à se pencher sur le « massacre » perpétré vendredi et à en-

quêter sur le « génocide dont les Serbes sont victimes au Kosovo ». L'attentat près de Podujevo est l'acte de violence le plus grave commis au Kosovo depuis juillet 1999, lorsque 14 Serbes avaient été abattus à l'arme automatique à Gracko (centre).

Dragisa Jokovic a aussi demandé la démission du commandant de la Force multinationale de paix (KFOR), le général Carlo Caviglioso. C'est la KFOR qui escortait le convoi de bus, venu de Serbie et cible de l'attentat vendredi.

Les Serbes du Kosovo, régulièrement victimes d'attaques, accusent la Force de l'OTAN de ne pas assurer efficacement leur sécurité dans la province de Serbie à majorité albanaise.

Le président yougoslave Vojislav Kostunica avait demandé vendredi aux Serbes de « ne pas tomber dans le piège des extrémistes albanais » et de ne pas « répondre à leurs crimes par la violence ».

À Mitrovica, un des leaders serbes locaux, Oliver Ivanovic, avait pourtant averti qu'il fallait « s'attendre à de nouveaux troubles dans les prochains jours ».

Vendredi, peu après l'annonce du nombre de victimes, la tension était montée dans des enclaves serbes près de Pristina, le chef-lieu du Kosovo : quelques véhicules et une boutique ont été incendiés et des Serbes ont bloqué quelques heures la route Pristina-Skopje.

En milieu de journée samedi, une rumeur faisant état de quatre nouveaux morts a aussi fait craindre le pire, mais

elle a rapidement été démentie par la police de l'ONU.

« Quelques incertitudes demeurent sur le nombre de morts, mais il est peu probable qu'il augmente », a déclaré le porte-parole de la Brigade multinationale centre de la KFOR, le commandant Tim Pearce.

« C'est une tentative délibérée d'isoler, d'attaquer les communautés vulnérables du Kosovo et de les pousser à partir (...). Quels que soient les auteurs, ce sont des gens qui ont accès à des équipements militaires qu'on ne stocke habituellement pas dans son garage », a ajouté l'officier.

D'après la KFOR, plus de 100 kg d'explosifs avaient été placés sous la route, dans un conduit souterrain.

Les leaders politiques albanais du Kosovo ont exprimé hier, dans la presse locale, leurs inquiétudes après cette attaque.

Ibrahim Rugova, le dirigeant de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK, victorieuse des élections municipales en octobre 2000), a estimé que « de tels actes détruisent tous les efforts du peuple du Kosovo et de la communauté internationale pour reconstruire une société démocratique ».

Ramush Haradinaj, leader de l'Alliance pour l'avenir du Kosovo (AAK), a estimé que cet « acte terroriste » était dirigé « non seulement contre le peuple mais aussi contre la société du Kosovo ».

Parmi les 43 blessés recensés vendredi, 21 étaient encore hospitalisés samedi, selon la KFOR.

Les arrestations d'Algériens soupçonnés d'activités terroristes se multiplient en Europe

d'après AFP et AP

PARIS — La police allemande a arrêté en décembre à Francfort un réseau de poseurs de bombes de quatre islamistes algériens, dont l'un serait lié à Oussama ben Laden, et découvre une cassette vidéo de la ville de Strasbourg, selon le *Journal du Dimanche* citant une source proche des services de renseignement.

« Une source proche des services de renseignement a révélé qu'un réseau de poseurs de bombes, constitué de quatre islamistes algériens, avait été arrêté en décembre dernier à Francfort dans la plus totale discrétion », écrit le JDD sans préciser de quel service de renseignement il s'agit.

Lors de l'arrestation, les policiers allemands ont trouvé une cassette vidéo de la ville de Strasbourg. Ils craignent qu'elle témoigne de repérages effectués dans la perspective d'un attentat », poursuit le JDD sans plus de précision sur la vidéo.

Le journal ajoute que « l'un des membres du commando serait lié à Oussama ben Laden », le milliardaire d'origine saoudienne qui vit sous la protection des taliban en Afghanistan, et que les États-Unis soupçonnent d'être responsable de plusieurs attentats terroristes dont deux

ayant frappé des ambassades américaines en 1998 en Afrique de l'Est. Quatre membres présumés du réseau ben Laden sont actuellement jugés à New York.

Le JDD rapporte en outre que les membres d'un second groupe terroriste algérien arrêté cette semaine à Londres « font partie du Mouvement salafiste de prédication et de combat, dirigé par Hassan Attab. Le même que celui du commando de Francfort ».

Hier, six ressortissants algériens au total arrêtés lors d'un coup de filet mené sur trois jours par la police britannique ont été inculpés à Londres pour activités en relation avec une entreprise terroriste, a-t-on appris de sources policières.

Entre mardi et jeudi derniers, neuf Algériens et un Jordaniens ont été arrêtés dans le cadre d'une opération antiterroriste. Six des Algériens, âgés entre 18 et 38 ans, ont été inculpés de possession de matériels susceptibles d'être utilisés dans des actes terroristes.

Les six hommes, qui resteront en détention jusqu'à leur comparution le 22 février, ont également été inculpés de tentative de fraudes à la carte bancaire. Les trois autres suspects ont été remis en liberté.

À Alger entre-temps, on a appris hier qu'un Airbus d'Air France détourné par

un commando du Groupe islamique armé (GIA), le 24 décembre 1994 à Alger, devait exploser au-dessus de la Tour Eiffel à Paris. C'est ce qu'a révélé un « émir » (chef) de ce groupe, Omar Chikhi.

L'opération a « échoué » parce que le commando, qui devait compter dix éléments, avait été réduit à quatre au dernier moment, a expliqué cet « émir » au quotidien algérien *El Youm* paru hier.

En effet, un des éléments prévus est « tombé » dans une opération des forces de sécurité. Cela a obligé l'organisateur du détournement à avancer l'opération, selon cet émir qui a depuis abandonné la lutte armée et est aujourd'hui « repent ». L'organisateur du détournement avait eu peur que les services de sécurité aient vent de l'opération. Ne sachant si l'élément « tombé » était mort ou simplement blessé, il a préféré précipiter l'opération.

« L'urgence a fait que l'élément qui devait y jouer le rôle principal n'avait pu y participer. Il s'agit de Abdallah, connu sous le surnom de Kronfel (clou de girofle) », a déclaré Omar Chikhi.

« S'il avait pris part au détournement, le sort de l'avion et des passagers aurait été certainement plus tragique. Il aurait fait exploser l'appareil au-dessus de la Tour Eiffel à Paris comme cela était prévu dans le plan », a affirmé Omar Chikhi.



PARCOURUE PAR RÉAL PELLETIER

LA PRESSE D'AILLEURS

The New York Times

THE WALL STREET JOURNAL

The Washington Post

The Economist

L'État-providence, façon Bush

Il existe 300 000 « paroisses » aux É.-U. : un sacré beau réservoir de compétence et de bonne volonté...

Les jeunes Québécois n'ont pas vu ça, les moins jeunes s'en souviennent un peu : le « Canada français » d'avant la Révolution tranquille laissait à l'Église catholique la responsabilité de soigner ses malades et d'éduquer ses enfants. Ce n'était même pas un mandat : l'Église avait elle-même engendré les appareils d'éducation et de santé, qu'elle gérait naturellement, d'une génération à l'autre. Elle s'octroyait en échange une emprise privilégiée sur les âmes les plus vulnérables d'une société, celles de ses enfants et de ses malades, la structure paroissiale et ses rites procurant aux adultes en santé par ailleurs l'accès à la Parole.

Pour peu qu'on ait connu ça, on ne peut s'empêcher de se le remémorer lorsque le nouveau président des États-Unis annonce, en deuxième semaine de mandat, son intention de procurer des milliards de dollars aux institutions religieuses engagées dans toute une gamme de fonctions sociales. La campagne de Bush avait nagé dans la sauce religieuse : les partisans méritaient bien ce cadeau. L'annonce a ébahi les Américains : dénonciations à gauche, applaudissements à droite.

Mais assez curieusement, le programme, aux contours encore mal définis, entraîne l'adhésion de plusieurs esprits libéraux, qui reconnaissent aux militants religieux une dynamique propre pas toujours présente dans la pratique des services sociaux d'État. Des conservateurs religieux par contre craignent que l'obligation constitutionnelle d'une séparation entre l'Église et l'État ne vienne gêner leur prosélytisme auprès de la clientèle en service social, une fois qu'ils auront accepté les fonds fédéraux.

Expériences texanes

George W. Bush n'a pas tiré du néant l'idée de créer son *Office of Faith-Based and Community-Based Initiatives*, l'agence qui distribuera la manne fédérale aux institutions indépendantes dispensatrices de services sociaux. La grande presse est allée scruter l'expérience du Texas en cette matière. Sous le gouverneur Bush, note le *New York Times*, le Texas a procuré des fonds à des institutions religieuses s'occupant d'accessibilité à l'emploi. Dans un comté en particulier, une seule institution assumait ce rôle et un candidat à la formation professionnelle n'avait pas le choix : il devait subir simultanément un endoctrinement chrétien, sans quoi il se voyait contraint d'aller fréquenter une autre institution dans le comté

voisin. Une association locale des libertés civiles poursuit le Texas, invoquant la constitution des États-Unis.

Autre expérience texane, dont on dit qu'elle a séduit le président et dont fait part le *Wall Street Journal* : la prison à sécurité minimum de Sugar Land comprend une aile réservée à une rééducation professionnelle intensive, doublée à tout propos d'une initiation non moins impérative aux saintes Écritures. Journée de travail de 16 heures pour les détenus qui ont choisi ce programme — petits voleurs et marchands de drogues pour la plupart — toutes les étapes de la journée se trouvant profondément imbibées de l'esprit des Évangiles.

Ce qui fascine ici le président Bush et son entourage, ce sont les résultats obtenus : dans ce type de prison en général, 40 % des détenus ayant obtenu une libération conditionnelle retournent en taule en-deça de trois ans ; or seulement deux des 73 « diplômés » du programme socio-religieux ont dû revenir au bagne.

L'expérience d'immersion religieuse de la prison de Sugar Land est d'autant moins banale que son concepteur est nul autre que Charles Colson, ex-conseiller du président Nixon condamné dans l'affaire du Watergate et qui a découvert en prison les vertus du christianisme. L'ex-gouverneur Bush a souscrit à son initiative, lui procurant les services de base de la prison, mais s'assurant que les coûts de formation proprement dite proviennent de dons privés. M. Colson a subéquemment exporté sa formule dans l'Iowa et dans le Kansas, mais le Michigan y a fait obstruction, trouvant la dimension religieuse trop pesante dans ce type de recyclage social.

Le pari de George W. Bush

Le pari de George W. Bush et de son entourage repose sur le fait que le terreau religieux reste suffisamment riche aux États-Unis pour alimenter en énergies vives toute une gamme de services sociaux, de manière efficace et à coûts réduits. De fait, 92 % des Américains disent croire en Dieu. Nombre d'institutions religieuses possèdent encore — ce qui n'est à peu près plus le cas au Québec — une riche expérience professionnelle en services sociaux de toute nature.

Contrairement au vieux « Canada français » où l'Église catholique était en situation de quasi monopole, il existe aux États-Unis 300 000 collectivités religieuses, sortes de paroisses qui cohabitent dans les villages ou les quartiers. Une étude de 113 de ces collectivi-



Photomontage PIERRE LALUMIÈRE, La Presse

tés faite par l'Université de Pennsylvanie et citée par *The Economist* montre que 91 % d'entre elles sont déjà engagées dans du travail social et que la plupart offrent un minimum de cinq types de services. Un programme représente en moyenne 148 heures par mois de volontariat. Chacune des 30 000 collectivités distribue annuellement en moyenne 140 000 \$ par année en aide de toute sorte.

Cela dit, ce bel appareil n'est pas nécessairement cohérent pour autant. Seules les plus importantes collectivités religieuses offrent des services soutenus répondant aux besoins sociaux les plus criants des États-Unis : réhabilitation des drogués, soins de santé aux démunis

non assurés ou lutte contre la violence conjugale. Les autres s'adonnent plutôt à des activités ponctuelles d'aide sociale (du type guignolée).

Un formidable appareil

N'empêche, l'appareil est là, superbe en ce qu'il couvre large le pays ; mais l'argent manque et c'est là que George W. Bush et sa suite interviennent. Une des questions suscitées par le programme du président Bush est de savoir si cet immense réservoir de bonne volonté et de compétence professionnelle que recèlent les collectivités religieuses ne fera que prendre du coffre ou si on voudra progressivement le substituer aux services publics existants. Ça promet de

beaux débats mais le premier accueil fait au programme présidentiel est très ouvert. Même à gauche.

Un éminent chroniqueur — pourtant d'allégeance « libérale » — du *Washington Post*, E.J. Dionne (qui a connu l'ancien système québécois dans son enfance) salue l'initiative de la Maison-Blanche, ayant toujours été impressionné par le dynamisme social des institutions indépendantes aux États-Unis. Il croit que dans la société réelle, les seuls services gouvernementaux ne peuvent arriver à juguler la misère humaine et que le bénévolat, laïc ou religieux, a un rôle important à jouer.

Le chroniqueur a une connaissance approfondie du dossier : il a publié sur le sujet un livre, en collaboration avec John DiIulio, professeur à l'Université de Pennsylvanie, que le président Bush vient de nommer à la tête de l'agence fédérale qui distribuera les subventions aux organismes religieux engagés dans le travail social.

Il dit connaître suffisamment M. DiIulio — « un ami » — pour savoir qu'il voudra mettre sur un pied d'égalité les organismes laïcs et religieux, sachant qu'une préférence accordée aux mouvements religieux conduirait à un « désastre constitutionnel ».

Car c'est là que le bât blesse. Le représentant démocrate Robert Wexler, un juif, se demande, dans le *Wall Street Journal*, « comment on pourra accorder de l'argent fédéral à des institutions religieuses sans que le gouvernement fédéral se trouve à financer la pratique de la religion ». (Au « Canada français » pré-Tranquille, valait mieux s'afficher catholique pour être correctement servi à l'école ou à l'hôpital. Ou y trouver un emploi.)

Autrement, il suffira que le législateur veuille s'assurer que le militantisme social des gens de foi soit exempt de prosélytisme religieux pour que la ferveur fonde. Cal Thomas, un chroniqueur conservateur cité par le *New York Times*, s'en inquiète : les militants, dit-il, se verront peut-être contraints de mettre une sourdine au message religieux en échange de subsides gouvernementaux. Ils perdront ainsi leur principale motivation. Sans compter qu'ils s'exposent à se voir embrigader par le parti au pouvoir.

The *Economist* signale qu'on ne connaît que de rares cas d'aide financière directe des États à des collectivités religieuses à des fins de travail social. Des expériences au Mississippi et en Indiana ont plus ou moins échoué. Simplement parce que tout ça se révèle très compliqué.

En société pluraliste en tout cas.



Los Angeles Times

Diplomatique

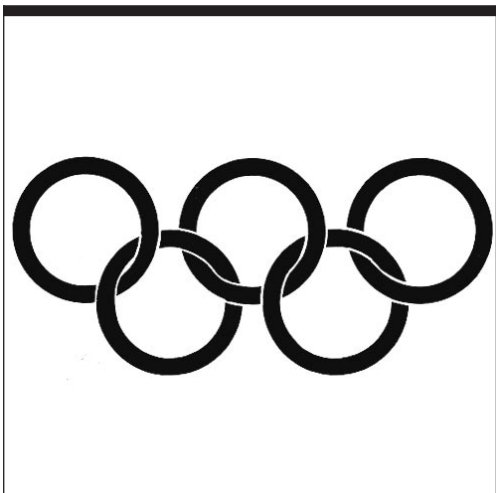
VINGT-QUATRE HEURES avant les raids surprises déclenchés vendredi contre l'Irak par les Américains et les Britanniques, un correspondant du *Los Angeles Times* à Washington rapportait que l'entourage du président Bush est divisé sur la stratégie à adopter face à Saddam Hussein. Un clan comprenant des porte-parole du vice-président Dick Cheney, le Pentagone et des membres de la Chambre des représentants souhaitaient appuyer à fond les forces d'opposition à Saddam pour qu'ils en viennent à déclencher des actions militaires contre le dictateur. Un autre clan, sous la coupe du secrétaire d'État Colin Powell, préférait repenser la politique des sanctions contre l'Irak, de manière à y rallier notamment les Européens et les pays arabes voisins de l'Irak. M. Powell demande que les forces d'opposition irakiennes s'en tiennent à des opérations d'espionnage et à des missions à caractère humanitaire, jugeant que le principal parti, le Congrès national irakien, n'a peut-être pas la consistance voulue pour des opérations de plus grande envergure. Et puis voilà ! Les bombardements de vendredi viennent faire sauter toute perspective powellienne d'un encerclement diplomatique en douceur de Bagdad. Faudra qu'on nous explique : il y a court-circuit quelque-part.



Herald Tribune

Antibiotiques

L'ASIE est le principal foyer de grippe dans le monde et l'abus des antibiotiques n'améliore en rien la situation. On se souvient surtout de la grippe de Hong Kong (1968-69), la grippe asiatique (1957-58), mais même la fameuse grippe espagnole qui a fait plus de 20 millions de morts en 1918-19 était d'origine asiatique. Le *International Herald Tribune* explique que la cohabitation de populations avec leur bétail l'hiver favorise les épidémies de grippe, les mêmes virus affectant aussi bien les humains que les animaux. Par ailleurs, les antibiotiques sont accessibles sans ordonnance dans beaucoup de pays asiatiques et la richesse nouvelle a fait monter leur consommation en flèche. Et dans les pays où une ordonnance est nécessaire, ce sont souvent les médecins ou les hôpitaux qui vendent les antibiotiques, dont ils tirent un profit. Hong Kong la riche constitue la région du monde où évoluent le plus rapidement les bactéries qui résistent aux antibiotiques courants, estime le Dr Ho Paj-Leung, de l'Université de Hong Kong. Entre 40 et 60 % des antibiotiques prescrits dans les hôpitaux ne respectent pas les règles. Une enquête a démontré qu'en 1999, 80 % des bactéries résistaient à la pénicilline et à l'érythromycine à Hong Kong, contre 40 % aux États-Unis.



Herald Tribune

Olympiques

TOUT TIMIDE qu'il soit, le discours qu'a tenu le premier ministre Chrétien sur les droits de l'homme en Chine ces jours derniers n'a guère rejoint que sa clientèle canadienne, rappelait pertinemment cette semaine Jacques Frémont, de la faculté de droit de l'Université de Montréal, elle-même engagée dans un programme de formation de juges en Chine. La liberté d'informar, celle de manifester, la liberté de culte sont les privations les plus fréquemment évoquées sous le rapport des droits en Chine. Robert L. Bernstein, président fondateur de Human Rights Watch, signale dans le *International Herald Tribune* des pratiques encore plus troublantes — et mal connues — du gouvernement chinois envers ses citoyens. Le pays exploite plus de 700 prisons administratives dont on ignore le nombre de détenus. Des statistiques donnent à penser que plus de deux millions de citoyens y sont enfermés chaque année, pour quelques jours, quelques mois ou des années. La police utilise ces camps pour se débarrasser des « indésirables » — mendiants, enfants de la rue, immigrants chômeurs, malades mentaux et sans-abri. M. Bernstein prévoit que la tenue éventuelle des Jeux olympiques en Chine amènera Pékin à envoyer dans ces camps les contestataires susceptibles de ternir l'image du pays.



Herald Tribune

Climatique

LES CENTRES DE SKI du Québec ont peut-être connu cette année leur meilleur enneigement depuis un quart de siècle, mais rien de tout ça n'est garant de l'avenir. Les plus récentes études sur le réchauffement de la planète amènent les Européens en particulier à s'interroger sur l'avenir du ski dans les Alpes. Ce qui est le plus ébêtant, c'est qu'on ignore encore quelles régions seront particulièrement affectées pas un éventuel réchauffement. On observe pour l'instant que les récentes saisons de la Coupe du monde de ski ont connu une hausse des retards et des annulations pour mauvaises conditions d'enneigement. En 1995, aucune épreuve de championnat n'a pu être tenue de l'année dans la Sierra Nevada, en Espagne. La situation conduit les autorités du ski à déplacer, en début et fin de saison, plus d'épreuves vers l'Amérique du Nord, où les sommets sont plus élevés. Mais même là, les quatre premières épreuves qui devaient se tenir à Park City dans l'Utah l'an dernier ont dû être annulées. Le Japon a déjà prévu le coup, qui a construit le Ski Dome, enclos réfrigéré où on peut pratiquer son sport à longueur d'année. Ça ne permet encore qu'un slalom court, mais on prévoit que la formule s'amplifiera, en dimension et en nombre, pour peu que les Alpes et les Rocheuses restent verdoyantes en février au fil des décennies. Problème : des coûts de réfrigération exorbitants.

CONSOMMATION

Et si les étudiants faisaient un budget?

SYLVAIN LAROCQUE
collaboration spéciale

Peut-on apprendre aux étudiants à faire un budget? La proposition apparaît audacieuse — surtout quand on sait que la vaste majorité des adultes n'en font pas — mais l'ACEF du Nord de Montréal a entrepris de relever le défi en publiant un guide intitulé *Budget étudiant* et tout ce qu'il faut savoir sur le crédit et l'endettement.

« Notre objectif avec le guide était de fournir l'information sur les sources et les conséquences de l'endettement, tout en incluant un outil budgétaire adapté au mode de vie étudiant », explique Carole Henry, rédactrice-coordonnatrice du guide. Selon elle, une planification réaliste permettrait à plusieurs étudiants d'éviter l'usage du crédit, ou du moins de ne pas s'endetter inutilement. « Une situation financière difficile est une cause fréquente d'abandon des études », rappelle Mme Henry.

L'« outil budgétaire » qui compose la deuxième partie de l'ouvrage est fort complet: il invite d'abord l'étudiant à établir une prévision budgétaire annuelle, puis à dresser un portrait de chaque mois, qu'il s'assurera de respecter en inscrivant, dans les grilles mensuelles, les revenus et les débours réels.

Le besoin pour un tel guide se faisait sentir depuis des années, souligne Carole Henry. « Bien peu de jeunes ont reçu une éducation au crédit, dit-elle. Ni l'école ni les parents n'ont cru bon de les renseigner, mais on ne peut les blâmer: la plupart des adultes ne savent pas comment tout cela fonctionne. »

Or, même s'ils le connaissent mal, les étudiants utilisent le crédit plus que jamais. « On sent un besoin de consommer, signale André Delage, du service de l'aide financière du cégep du Vieux-Montréal. Il y a des étudiants qui ne travaillent que pour payer leurs comptes. »

Citant une étude réalisée à l'hiver 1996 dans l'ensemble du réseau des cégeps, Hélène Giguère, directrice des Affaires étudiantes au collège Ahuntsic, rapporte que 37 % des cégépiens ont contracté un prêt gouvernemental (pour une somme moyenne de 5000 \$), que 18 % doivent de l'argent à un parent (pour un montant moyen de 1300 \$) et que 12 % ont un solde impayé sur leur carte de crédit (pour une valeur moyenne de près de 1000 \$).

Les intervenants interrogés soutiennent à l'unisson que l'endettement « privé » (excluant les prêts gouvernementaux) s'est accru depuis, en raison notamment de la popularité grandissante des biens « luxueux », comme les vêtements griffés et les produits de communication personnelle, auprès des cégépiens.

À l'université, on sait que plus de 50 % des étudiants du premier cycle font appel à l'aide gouvernementale, pour un endettement moyen de 10 000 \$. À la maîtrise, la proportion de ceux qui recourent

aux prêts étudiants grimpe à 72 %, pour une dette moyenne de 12 000 \$, qui s'ajoute aux emprunts déjà contractés.

Sur le plan de l'aide financière du gouvernement, la situation est toutefois sur le point de s'améliorer de façon significative, indique Christian Robitaille, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

« L'entente intervenue dans le dossier des bourses du millénaire a permis de réduire le montant du prêt maximum, qui est passé de 3260 \$ à 2460 \$ pour un étudiant universitaire — une baisse de 800 \$ par année », explique M. Robitaille. L'écart est comblé par une bourse d'études. Au collégial, la réduction du montant du prêt maximum est de l'ordre de 600 \$ par année.

Quoi qu'il en soit, la situation de bien des étudiants, plus particulièrement ceux qui n'habitent plus chez leurs parents, demeure précaire. Faire un budget les aidera-t-il vraiment à garder la tête hors de l'eau?

« J'étais sceptique au début, avant d'assister à la formation », confie André Delage. À l'instar de ses homologues d'autres cégeps, il se dit maintenant convaincu de l'utilité du guide, du moins pour les étudiants les plus responsables... ou les plus mal en point! « C'est sûr que lorsqu'un étudiant est dans le pétrin, qu'il est désespéré (face à sa situation financière), c'est plus facile pour lui de penser à faire un budget », dit M. Delage. Au cégep du Vieux-Montréal, les mères monoparentales sont les étudiantes qui tirent le plus profit du guide.

« Mais je ne vois pas pourquoi les autres voudraient faire un budget, admet André Delage. Ils ne sont pas sensibilisés, et une bonne partie d'entre eux n'ont pas de problèmes budgétaires. »

Élaborer un budget demande beaucoup de temps et de patience, un « sacrifice » que la plupart des gens ne sont pas prêts à faire. Carole Henry en est bien consciente. « Mais même si un étudiant n'utilise qu'une partie du guide, par exemple s'il ne s'en sert que pour faire une prévision budgétaire annuelle, ça va déjà être un gain. »

Pour ceux qui ne veulent pas se lancer seuls dans l'aventure, l'UQAM vient de lancer un service de planification budgétaire. Mais ce dont les étudiants ont surtout besoin, conviennent les associations qui les représentent et les regroupements de consommateurs, c'est d'être informés sur les conséquences de l'endettement. Car, comme le dit Carole Henry, « la mentalité qui prévaut à l'heure actuelle, c'est qu'il faut « bâtir son crédit », comme s'il fallait construire son avenir sur le crédit ».

On peut se procurer le guide de 124 pages en téléphonant à l'ACEF du Nord de Montréal, au numéro 514 277-7959. Coût: 7,95 \$, plus 2 \$ de frais d'envoi.



Certains visiteurs du salon de l'auto de Shanghai ont préféré acheter cette Buick; d'autres l'ont louée.

L'essentiel de la location d'auto à long terme

MARC MIGNEAULT et
MARYSE GUÉNETTE
collaboration spéciale

Louer à long terme une voiture comporte des avantages... et des inconvénients. Entre louer et acheter, votre cœur balance? Afin de vous permettre de faire un choix éclairé, voici quelques situations où louer à long terme peut être un bon choix.

> Vous changez souvent d'auto et êtes prêt à assumer cette dépense. Vous n'avez donc pas l'intention d'acheter votre voiture lorsque votre contrat de location prendra fin.

Il est important de savoir que changer de voiture souvent n'est pas le choix le plus économique. Mais pour quelqu'un qui est prêt à payer un peu plus cher pour avoir toujours entre les mains une voiture relativement récente, la location à long terme peut être un bon choix. La durée du contrat de location ne devrait jamais excéder la durée de la garantie pare-chocs à pare-chocs offerte gratuitement par le fabricant (elle est généralement de trois ans). À noter: la location est particulièrement avantageuse si le véhicule que vous louez a une faible valeur de revente.

> Vous n'avez pas l'intention de mettre de l'argent comptant sur votre prochaine voiture.

On peut louer à long terme sans donner d'argent comptant. Et c'est ce que l'on devrait faire. Car en cas de perte par cas fortuit (la foudre s'abat sur votre voiture, par exemple), le consommateur qui a donné un bon comptant a souvent de la difficulté à récupérer son argent.

> Vous comptez parcourir à peu près le kilométrage prévu au contrat.

Attention! Si vous parcourez moins de kilométrage, la location vous coûtera cher car vous payerez pour un plus grand nombre de kilomètres que ceux utilisés. En revanche, si vous faites beaucoup de kilométrage, vous devrez payer pour les kilomètres excédentaires.

> Vous prenez bien soin de vos voitures.

Bien entretenir une auto louée est important. Car lorsque vous remettez le véhicule, on peut vous demander des frais pour tout ce qui ne constitue pas l'usure normale du véhicule. L'usure normale n'est pas défini au contrat (cela est interdit par la Loi sur la protection du consommateur). On considère normal que l'auto soit un peu usée, mais anormal qu'un siège ait été brûlé par une cigarette ou déchiré par les crocs d'un chien.

À noter: si un représentant de la compagnie de location vous réclame des frais pour une usure anormale et que vous n'êtes pas d'accord avec son interprétation, le mieux est de payer en inscrivant sur votre chèque la mention « sous proteste » (cela signifie que vous n'êtes pas d'accord). Effectuer ce paiement vous permettra d'éviter d'avoir une mauvaise note à votre dossier de crédit. Une fois cela fait, rien ne vous empêche de faire faire une expertise, puis d'entreprendre des recours.

> Vous avez l'intention de vous assurer « des deux côtés » et de toujours faire réparer votre voiture en cas de dommages.

Les locataires ont l'obligation d'assurer leur voiture tant pour la responsabilité civile que pour la collision. La raison? Ils ne sont pas propriétaires du véhicule; ce dernier appartient plutôt à la compagnie de location, qui désire se protéger. À noter: le locataire et le propriétaire sont tous deux bénéficiaires de la police d'assurance. Si la voiture louée est endommagée, le locataire a l'obligation de la faire réparer. Si le dommage est survenu à la suite d'une collision avec un autre véhicule automobile et que, à la fin du contrat, le locataire n'est pas satisfait des réparations effectuées, ce dernier pourra prendre un recours contre la compagnie d'assurance.

> Vous êtes certain de vous rendre à la fin de votre contrat (à tout le moins, votre situation financière est stable et vous ne prévoyez aucun transfert à l'étranger).

Quelle que soit la raison (perte d'emploi, transfert à l'étranger, maladie grave, décès), si vous devez remettre votre voiture avant la fin du contrat, cela risque de vous causer des problèmes. En vertu de la Loi sur la protection du consommateur, le locataire a le droit d'exiger les dommages et intérêt qu'il a réellement subis dans l'aventure. La pratique courante est de demander tous les versements en retard, tous les frais occasionnés par la vente (nettoyage, remorquage, etc.) ainsi que la différence entre la somme obtenue lors de la vente de la voiture à l'encan et le solde à payer au moment de la remise avant terme.

Le consommateur qui doit remettre sa voiture avant terme peut demander à la compagnie de location l'autorisation de céder son bail (on ne peut lui refuser cela sans motifs sérieux), ou de revendre la voiture. Il évitera ainsi d'avoir, à son dossier de crédit, une mention « remise avant terme », qui entraîne toujours une très mauvaise cote de crédit.

Un document qui n'engage parfois à rien

Vous vous rendez chez un con-

cessionnaire. Après avoir fait votre choix et affirmé que vous optiez pour la location à long terme, le vendeur a inscrit sur un formulaire intitulé « contrat de vente » les versements mensuels à effectuer ainsi que la valeur de l'option d'achat. Il vous a ensuite demandé un dépôt de 500 \$, que vous avez donné. Vous avez également apposé votre signature au bas du contrat. Cela s'est passé relativement vite. Conséquence: le lendemain, vous ne voulez plus de cette voiture et aimeriez pouvoir changer d'idée...

Bonne nouvelle: exceptionnellement, vous pouvez le faire. La raison? En vertu de la Loi sur la protection du consommateur (LPC), une offre, promesse ou entente préalable à un contrat qui doit être constaté par écrit (c'est le cas des contrats de location d'auto à long terme comportant une option d'achat), n'engage le consommateur que lorsqu'elle est consignée dans un contrat qui respecte la loi. En vertu du Règlement d'application de la LPC, le contrat de louage à long terme constaté par écrit doit contenir des mentions obligatoires. Or, il est pratique courante, chez les concessionnaires, de faire signer ce que l'on pourrait appeler des promesses de location sur des formulaires d'achat qui n'ont aucunement la forme exigée. Comme ce document ne remplit pas les exigences de la loi et du règlement, vous pouvez changer d'idée et avoir votre argent. À noter: certains concessionnaires utilisent également des formulaires de « Proposition de location » fournis par la Corporation des concessionnaires d'automobiles du Québec. Selon l'Association pour la protection des automobilistes (APA), ce document non plus n'est pas conforme aux dispositions de la LPC.

Si le concessionnaire refuse de vous remettre votre argent, vous pouvez vous adresser à la Cour des petites créances afin de ravoir votre argent. En inscrivant votre cause, prenez garde de ne pas demander une annulation de contrat. Si vous agissiez ainsi, votre demande pourrait être refusée. Demandez plutôt le remboursement du dépôt.

À noter: peut-être y a-t-il, à l'endos du document que vous avez signé, une clause indiquant qu'il y a une pénalité à payer en cas d'annulation. Cette clause n'est évidemment pas valide dans un tel cas; la signature de ce document n'engageant pas le consommateur, il ne peut y avoir ici d'annulation... ni de pénalité.

En cas de perte totale

S'il y a une perte ou destruction du véhicule durant la période de location, le contrat est résilié automatiquement. La compagnie de location peut alors exiger le solde au contrat. Si la somme payée par l'assurance ne couvre pas ce solde, elle peut demander la différence au consommateur. Si la somme payée par l'assurance excède cette somme, c'est le consommateur qui doit récupérer la différence (cela se produit surtout lorsque le consommateur a décidé de prendre une assurance « valeur à neuf », ce qui n'est généralement pas demandé par les locataires).

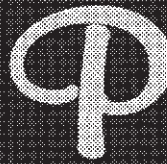
Par ailleurs, le commerçant assume les risques lorsque la perte totale est causée par un cas fortuit, c'est-à-dire par des circonstances soudaines qu'on ne pouvait prévoir et face auxquelles on ne pouvait rien faire; c'est le cas notamment lorsque la foudre s'abat sur un véhicule. Dans un tel cas, le locataire ne peut exiger que la moindre des deux sommes suivantes: la valeur marchande du véhicule ou le solde au contrat.

Un cuir, un confort,
un mobilier de grande qualité...
À vous de lui donner toute sa personnalité!

SOHO

Causeuse en cuir véritable:
2 300\$ taxes incluses
Avec option duvet:
2 600\$ taxes incluses

Aussi disponible en version fauteuil,
causeuse allongée, canapé
et canapé-lit.
Choix de cuirs.



Jusqu'au
10 mars 01

MAISON DE MEUBLES

Patrimoine

JOURNAL DE BORD

L'exemple des plus grands



DAMIEN DE PAS
collaboration spéciale

Notre pneumatique Zodiac file vers le goulet de Brest. Au loin, une voile immense se détache du ciel orange. Ça me fait tout drôle de voir apparaître cette machine de course.

On m'aurait dit, il n'y a pas si longtemps, qu'un jour j'assisterais à l'arrivée victorieuse de Bernard Stamm, nouveau recordman de la traversée de l'Atlantique en monocoque, que je n'en aurais pas cru un mot.

Et pourtant, pas besoin de me pincer, c'est la réalité. Assis à mes côtés sur le boudin, Pierre Rolland, l'architecte de mon bateau, a raison d'être fier. Son dernier coup de crayon vient de franchir la distance New York - Cap Lizard, soit 2925 milles marins, à une vitesse moyenne de 15,3 noeuds. Une sacrée performance réalisée dans des conditions météo extrêmes, vu la saison. Il suffit d'imaginer ce à quoi peut ressembler l'Atlantique Nord en plein hiver, balayé en permanence par des vents de 35 à 60 noeuds.

Je suis fier moi aussi puisque *Armor-Lux-Foies Gras Bizac*, alias *Superbigou*, est en quelque sorte le grand frère de *Dingo*. Une version trois fois plus grande de mon mini. Hier, au chantier, on rigolait en disant que la valeur de nos protos Rolland venait d'augmenter d'un seul coup.

Bientôt nous distinguons l'équipage-canon sur le pont: Bernard Stamm et ses trois équipiers, Christophe Lebas, Jean-Baptiste L'Ollivier et François Scheek. Ils n'avaient jamais couru ensemble auparavant et se sont entendus comme larrons en foire.

À bord de notre Zodiac, il y en a un qui mange ses bas. C'est Ollivier, le patron du chantier Latitude 48° 24', qui avait été approché par Bernard pour participer à cette tentative mais n'a pu se libérer. Il m'avouait hier qu'il n'a pas regretté beaucoup de chose dans sa vie, mais là, il s'en voulait. Il venait carrément de rater le bateau.

En approchant de la coque bleu métallique, je remarque les cicatrices de son combat: déchirure dans les voiles, chandeliers avant et lettrage arrachés... On s'accroche à ses flancs en sortant le champagne. L'honneur revient à Denis Glehen, le spécialiste en structures composites qui a participé à la construction. Il agit vigoureusement la bouteille et asperge les vainqueurs.

Il fallait être gonflés pour tenter de battre un record détenu depuis 1998 par un maxi voilier britannique de 44 mètres, *Mari Cha III*, mené par pas moins de 23 hommes! Ce fut David contre Goliath.

Grâce aux indications de Pierre Lasnier, leur routeur, les gars ont suivi les dépressions à travers l'Atlantique, surfant à des vitesses folles. Ils se sont même payé le record de distance en 24 heures sur monocoque: 465 milles! Le bateau s'est couché à plusieurs reprises et des problèmes de quille les ont ralentis. Malgré tout, ils ont amélioré de trois heures le temps de traversée, l'abaissant à 8 jours, 20 heures, 55 minutes et 35 secondes.

Bernard avouera plus tard en conférence de presse: «On vient de vivre des moments formidables: on a battu une grosse machine (*Marie Cha III*) qui avait d'énormes moyens financiers et on a prouvé que notre bateau était une vraie bombe.»

À mes yeux, Bernard est un sacré bonhomme. Il a du culot et surtout une grande détermination, presque de la rage. J'ai entendu parler de lui pour la première fois lors de ma visite à Concarneau, au départ de la Mini-Transat 1999. Ce Suisse de 35 ans avait participé à la Mini-Transat 1995, sur un proto Rolland qu'il avait lui-même construit et il s'était classé troisième. Des résultats qui démontraient ses qualités de marin et de constructeur à la fois.

Mais surtout, il venait de mettre en chantier un 60 pieds Open tout carbone pour faire le Vendée Globe, course autour du monde en solitaire, sans escale et sans assistance. Ce projet colossal était d'autant plus remarquable que, contrairement à la majorité, il n'avait pas attendu de trouver le commanditaire et s'était lancé dans cette aventure avec l'aide et la complicité d'un village breton.

Par la suite, j'ai suivi son projet sur Internet. Entouré d'une tribu de quatre-vingts «indiens», comme il appelle ceux qui l'ont soutenu, il a relevé son incroyable défi en s'endettant jusqu'à la dernière minute. *Superbigou* a été mis à l'eau quelques mois avant le départ du Vendée Globe et Bernard s'est qualifié de justesse.

J'ai souvent pensé à lui, durant la construction de mon bateau. Son exemple m'empêchait de me décourager. Quand nous n'avions plus un sou, je me disais: «Lâche pas, Damien, ça ne peut pas être pire que Bernard qui croule sous des dettes bien plus considérables que les tiennes.»

Encore aujourd'hui, alors qu'il me reste une part importante de mon budget à trouver si je veux prendre le départ de la Mini-Transat, je demeure confiant. Il y a bien



Photo THIERRY MARTINEZ, collaboration spéciale

Mardi 6 février 2001. Cap Lizard. Armor-Lux - Foies Gras Bizac franchit la ligne d'arrivée et devient le détenteur du record de la traversée de l'Atlantique en monocoque.

une compagnie, quelque part, qui voudra mettre son nom sur la coque de *Dingo*... comme Armor-Lux et Foies Gras Bizac l'ont fait avec *Superbigou*. Sinon, je devrai vendre au moins deux mille t-shirts dans les prochains mois! Peu importe, j'y arriverai.

Lorsque Bernard a dû abandonner le Vendée Globe aux îles du Cap-Vert, en novembre 2000, suite à une panne de pilotes automatiques, il était en quatrième position. Là aussi, je me suis imaginé à sa place. Cette décision devait être terrible à prendre. Tant d'efforts qui échouaient bêtement pour un problème technique. Mais Bernard s'est aussitôt tourné vers un nouveau défi: le record de la traversée de l'Atlantique Nord.

Aujourd'hui, c'est la fête dans la rade de Brest. Il y a une super ambiance sur l'eau. Un gros bateau moteur suit *Armor-Lux-Foies Gras Bizac* de près. Toute l'équipe de bénévoles de Bernard est à bord. Ils sont fous de joie. C'est assez émouvant de voir tous ces gens qui ont cru en lui depuis le tout début et qui célèbrent son exploit avec enthousiasme. Bernard témoignera plus tard que cette grande victoire, c'était sa manière à lui de les remercier.



À quelques centaines de milles

plus au sud, les Sables-d'Olonne se préparent aussi à accueillir des héros. Les premiers coureurs du Vendée Globe approchent de la ligne d'arrivée après trois mois autour du monde en solitaire. Deux grands marins vont se succéder en moins de 24 heures. Michel Desjoyaux et Ellen MacArthur ont formé le duo d'enfer qui nous a fait vivre de grands suspenses lors de la remontée de l'Atlantique en fin de course. La petite Ellen en a fait voir de toutes les couleurs à celui que l'on surnomme «le professeur».

Ancien élève d'Éric Tabarly, Michel Desjoyaux a navigué sur tout ce qui flotte en Bretagne. Il est surtout connu pour avoir remporté plusieurs fois la course du *Figaro*, un événement majeur en France. Il a déjà couru aussi une Mini-Transat, tout comme 11 des 24 participants de ce Vendée Globe, dont Bernard Stamm et Ellen MacArthur.

Michel a un esprit innovateur remarquable. En 1991, il a mis au point la première quille pendulaire sur son mini 6 m 50. Il partage aussi sa grande passion de la course au large avec ses étudiants. Entre différentes courses, Desjoyaux enseigne à Port-la-Forêt, un centre d'entraînement réputé de Bretagne.

Je n'ai pas pu me rendre aux Sables-d'Olonne, mais j'ai suivi son

arrivée en direct à la télévision. PRB a fait son entrée de nuit, sous les projecteurs des centaines de bateaux et des hélicoptères. Un spectacle grandiose. Michel devenait le premier solitaire à boucler un tour du monde en moins de 100 jours, 93 plus exactement.

Le lendemain soir, c'était au tour d'Ellen MacArthur. Je ne vous cache pas que cette jeune Anglaise de 24 ans était ma favorite. Je trouve qu'elle est presque surhumaine. Elle a une force psychologique et une ténacité déroutante. Son histoire est digne d'un conte de fées. À 11 ans, Ellen économisait secrètement l'argent que lui donnaient ses parents, destiné à la cantine, pour se payer son premier voilier.

Depuis, elle s'est dressée tout un palmarès. Tour de l'Angleterre en solitaire à l'âge de 17 ans. Trois ans plus tard, 17^e à la Mini-Transat 1997. Première place dans la catégorie 50 pieds lors de la Route du Rhum 1998. Vainqueur de la Transat anglaise 2000 et, pour terminer en beauté, deuxième de ce Vendée Globe à 24 ans. Bien sûr, elle est aussi la femme la plus rapide avec un temps de 94 jours.

Elle a eu droit à un accueil mémorable. Les journalistes s'étonnaient de voir encore plus de spectateurs que la veille. C'est qu'Ellen a gagné le cœur de tous les Français. Lorsque *Kingfisher*, son bateau, s'est glissé entre les deux digues, des milliers de personnes se sont mises à crier son nom. J'étais ému pour elle.

Tous ces coureurs solitaires sont une source de motivation pour moi. Leurs talents, leur ingéniosité, leur courage, leur débrouillardise dans les conditions de mer les plus démentées, la manière dont ils abordent les problèmes, les uns après les autres, en ne comptant que sur eux-mêmes et en trouvant des solutions parfois incroyables, comme Yves Parlier qui a démanté en plein océan et trouvé le moyen de réparer seul son mât et de poursuivre sa course... tout ça les rend exceptionnels. Et tout ça sur des bateaux extraordinaires.

En fermant la télévision ce soir-là, j'ai pensé au Vendée Globe 1996. J'avais vu des images de *Groupe LG2*, le bateau du disparu Gerry Roufs, surfant à toute vitesse sur une longue houle. C'est à cet instant que je me suis promis de naviguer un jour sur ces grands oiseaux...

[cyberpresse.ca/damiendepas](http://www.cyberpresse.ca/damiendepas) Nos lecteurs peuvent échanger régulièrement avec Damien à damiendepas@cyberpresse.ca, où son journal de bord est archivé.

Le Salon de la moto de Montréal 2001

23 • 24 • 25 février 2001
Palais des Congrès de Montréal

Pour tout voir et tout savoir sur l'univers complet de la moto.

Participez au **Challenge sécurité** MOTOPLAN
présenté en collaboration avec la **Québec** Société de l'assurance automobile du Québec
et courez la chance de gagner un casque **SHARK** (1 tirage par heure. Détails au Salon.)
Assistez au **Quit-JEVCO**

Découvrez aussi le deuxième étage: démonstrations de trial spectaculaires, vente de vêtements et accessoires, garderie gratuite, bar-terrasse et attractions spéciales.

Redécouvrez le fascinant monde de la moto

Vendredi: 12h à 22h
Samedi: 10h à 22h
Dimanche: 10h à 17h

Admission: \$9.00 (taxes incluses)

www.salonmotomontreal.com

Une collaboration média: **CKOI 95.9 FM**

en toute sécurité

SEARS*

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU DIMANCHE 25 FÉVRIER OU, SI SEARS EST FERMÉ, JUSQU'AU SAMEDI 24 FÉVRIER 2001, DANS LA LIMITE DES STOCKS

SE TERMINE CETTE FIN DE SEMAINE!

GARANTIE DE 110 000 km CONTRE L'USURE*

Pneus de tourisme Silverguard Ultra IV

Dimensions	Rég. Sears	Soldé, chacun
P185/75R14	77,99	68,99
P195/75R14	81,99	72,99
P205/75R14	87,99	76,99
P235/75R15XL	106,99	94,99
P175/70R13	73,99	64,99
P185/70R14	81,99	72,99
P195/70R14	85,99	75,99
P215/70R14	93,99	82,99
P205/70R15	94,99	83,99
P205/65R15	96,99	86,99

Autres formats aussi en soldé

À partir de **49⁹⁹** Ch. P155/80R13. Rég. Sears 56,99.

Pneus de tourisme Silverguard^{MD} Ultra IV

Épargnez 7-12 \$ par pneu. Avec garantie contre les avaries routières* et permutation gratuite des pneus tous les 10 000 km. Série n° 68000.

*Détails complets chez Sears

MICHELIN

GARANTIE CONTRE L'USURE ILLIMITÉE DE 6 ANS*

Pneus RoadHandler T Plus

Dimensions	Rég. Sears	Soldé, chacun
P185/70R14	116,99	107,99
P205/70R15	133,99	124,99
P215/70R15	140,99	129,99
P185/65R14	122,99	114,99
P205/65R15	138,99	128,99
P225/60R16	149,99	139,99

Autres formats aussi en soldé

À partir de **96⁹⁹** Chacun P175/70R13. Rég. Sears 103,99.

Pneus Michelin^{MD} RoadHandler^{MD} T Plus

Épargnez 7-13 \$ par pneu. Avec service de changement de pneu sur place 24 heures sur 24, garantie contre les avaries routières* et permutation gratuite des pneus tous les 10 000 km. Série n° 51000.

*RoadHandler est une marque déposée de Sears

SEARS

ANJOU* 353-7770
BROSSARD* 465-1000
LASALLE* 364-7310

LAVAL* 682-1200
ST-BRUNO 441-6603
ST-LAURENT* 335-7770

*COMPOSEZ LE POSTE 228

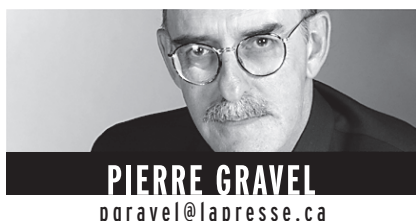
PAS DE PAIEMENT AVANT MAI 2001 pour tous les services et produits automobiles de plus de 200 \$

Détails en magasin

Copyright 2001. Sears Canada Inc.

FORUM

Enragé ou imbécile?



PIERRE GRAVEL
pgravel@lapresse.ca

L'intervention, mercredi, du ministre fédéral des Transports, David Collette, dans le dossier de la « rage de l'air » a mis en relief une fois de plus la dimension ridicule de certaines règles qu'on est amené à adopter quand on se voit forcé de définir formellement des choses qui devraient aller de soi.

C'est ainsi, par exemple, qu'on se retrouve avec une directive officielle enjoignant au personnel de cabine d'avertir le commandant dès qu'un passager paraît trop turbulent et risque de devenir incontrôlable. Afin que le poste de pilotage... soit aussitôt verrouillé! Comme s'il ne s'imposait pas, en toutes circonstances, d'assurer toute la tranquillité et la sécurité requises aux membres de l'équipage responsable du bon déroulement d'un vol.

On ne saurait évidemment blâmer le ministre qui, en formulant cette disposition, ne fait qu'acquiescer à une demande de l'industrie du transport aérien qui souhaitait recevoir une directive officielle à ce propos en attendant l'adoption d'une loi qui définirait comme un crime tout acte violent ou dangereux découlant d'un accès dit de « rage aérienne ».

On serait, par ailleurs, mal venu de s'étonner de cette requête des représentants du monde de l'aviation commerciale quand on se rap-

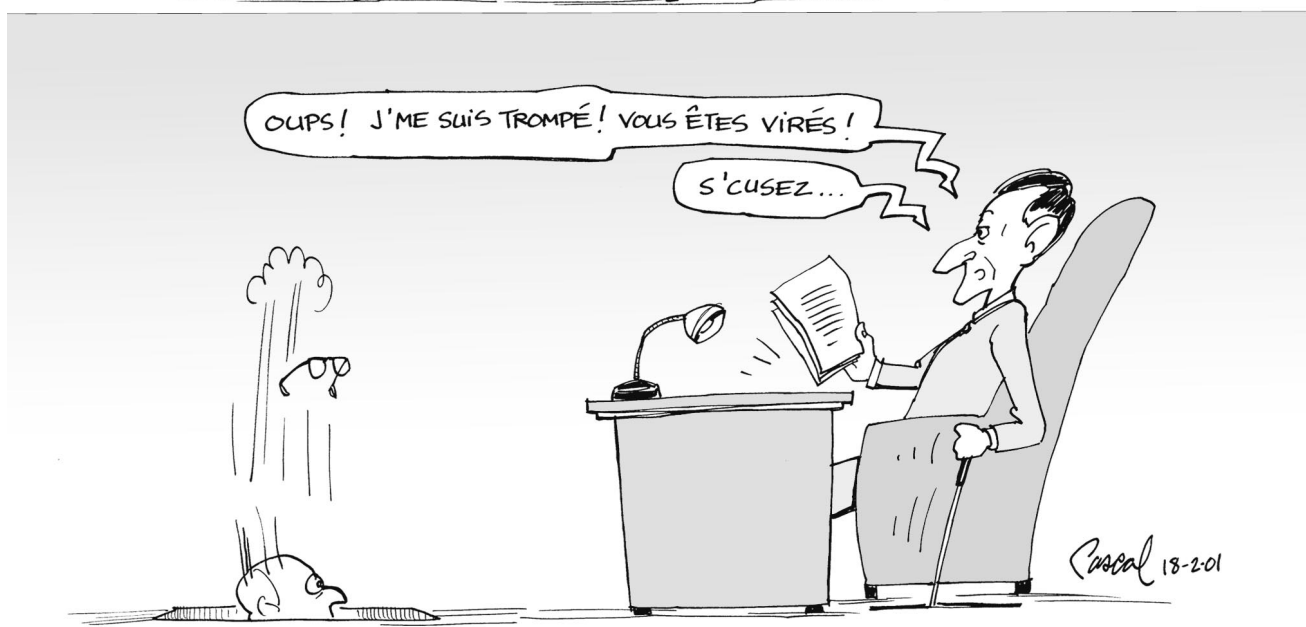
pelle qu'il y a à peine un mois, l'Office des transports du Canada avait reproché à Air Canada d'avoir été trop sévère envers un de ses clients. Ce dernier, après avoir été à l'origine de deux incidents orageux — dont l'un avait même nécessité une intervention de la police — avait été informé qu'il ne serait plus accepté comme passager par cette compagnie ni ses filiales. L'organisme gouvernemental avait stipulé que, pour mieux protéger les pauvres citoyens contre « de possibles actions arbitraires » d'un transporteur, on devrait prévoir « un système de sanctions progressives contre des passagers turbulents » et expliquer clairement cette politique en imprimant la formulation sur chaque billet!

Il est clair que la multiplication d'incidents de ce genre tient à plusieurs facteurs qui vont de la fréquentation croissante de ce mode de transport à l'entassement d'un nombre sans cesse croissant de passagers dans les appareils et dans les aéroports, en passant par la politique pour le moins cavalière de certaines compagnies en matière de retards ou même de changements d'horaires. Mais il est non moins vrai qu'on s'enfoncera toujours un peu plus dans le ridicule chaque fois qu'on tentera de définir par des règlements et des normes écrites ce qui devrait être considéré comme un comportement répréhensible. Ou encore ce qu'on devrait faire pour simplement protéger les gens normaux contre quelques imbéciles qui paraissent incapables de se maîtriser si quelque chose ne va pas à leur goût. Et qui, en d'autres circonstances et même s'ils ne mettaient pas la vie d'autant de gens en danger se feraient rapidement neutraliser par le premier policier venu.

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
YVES BELLEFLEUR > Directeur de l'information ALAIN DUBUC > Éditorialiste en chef

Lieu: bureau de John Roth, président de Nortel



Pascal Élie, collaboration spéciale

Droits réservés

DANS LA PRESSE ANGLOPHONE

Boeuf brésilien et conseiller à l'éthique



MARIE-CLAUDE LORTIE
marie-claude.lortie@lapresse.ca

Les sujets qui se sont retrouvés à la une des journaux anglophones, la semaine dernière, avaient beaucoup en commun avec ceux qui ont occupé l'avant-scène en français. Cependant, les journaux anglophones lus à Montréal se sont beaucoup plus attardés que leurs vis-à-vis francophones à la décision des députés libéraux fédéraux de bloquer la mise en place d'un conseiller à l'éthique indépendant et à l'interdiction d'importation du boeuf brésilien.

Contrairement aux journaux francophones, les anglophones ont commencé plusieurs jours avant le vote crucial à expliquer que les députés de l'Alliance allaient mettre de l'avant une motion pour rendre le conseiller à l'éthique du gouvernement redevable non pas au premier ministre, comme c'est le cas actuellement, mais plutôt à la Chambre des communes.

On se rappelle qu'à l'automne, tout le rôle du conseiller à l'éthique avait été critiqué quand celui-ci a rendu une décision plutôt gentille à l'endroit du premier ministre dans l'affaire de l'auberge de Grand-Mère, un dossier, on le sait, dévoilé et suivi de près par le *National Post* particulièrement.

Pour mettre les libéraux le nez dans leurs

propres contradictions, l'Alliance a carrément utilisé pour sa motion des mots utilisés par les libéraux dans leur propre Livre rouge de 1993. La motion a été défaite mardi.

Est-ce nécessaire de préciser que cela n'a pas fait remonter la cote des libéraux de Jean Chrétien au *Post*. « Grâce à la majorité de béton que les électeurs canadiens ont donné aux libéraux aux dernières élections, et aussi au désir de M. Chrétien de mettre ses députés au pas, le conseiller à l'éthique va sûrement demeurer un sous-fifre du premier ministre, sans pouvoir. En novembre, M. Chrétien ne s'est pas excusé pour le scandale de Grand-Mère et a promis que son style de leadership ne changerait pas. Cette promesse, malheureusement, a été respectée. »

■ ■ ■

Le boeuf brésilien, lui, s'est taillé une place importante à la une des quotidiens de langue anglaise notamment grâce au *Globe and Mail* qui est venu alimenter le débat en titrant en manchette de une que l'interdiction d'importer au Canada de la viande bovine brésilienne (soupçonnée de contamination par la maladie de la vache folle) n'était qu'une « ruse ». L'article qui a lancé toute l'affaire était basé essentiellement sur des entrevues avec des scientifiques du gouvernement fédéral parlant sous le couvert de l'anonymat. Il remettait en question la validité des craintes de contamination mises de l'avant par le gouvernement canadien et les scientifiques allaient jusqu'à dire qu'il s'agissait en fait d'une tactique pour répliquer aux Brésiliens dans le cadre de la guerre commerciale qui oppose les deux pays. Le Canada et le Brésil s'accusent mu-

tuellement de tricher dans le secteur de l'aéronautique avec des programmes de subventions contraires aux règles de la concurrence, le tout pour avantager indûment la canadienne Bombardier ou la brésilienne Embraer.

À *The Gazette*, on trouve que le Canada a raison globalement dans le dossier aéronautique. Mais on a trouvé cette décision sur le



Jean Chrétien

boeuf peu brillante. « Même si l'OMC a décidé en 1999 que les programmes de prêts aux entreprises des deux pays constituaient des subventions illégales, l'OMC a aussi décidé récemment que le Canada avait plus fait que le Brésil pour corriger la situation. L'OMC a décidé que le Canada pouvait appliquer des sanctions commerciales de 1,4 milliard de dollars contre le Brésil parce que celui-ci a continué de subventionner illégalement Embraer. Si le Canada veut que le Brésil ne triche pas, l'OMC lui a donné les moyens de s'en assurer. Oubliez le boeuf. »

Dans le *Post*, on a écrit un éditorial semblable. « Honte au premier ministre de conduire une guerre commerciale en se cachant derrière des questions de santé publique », conclut le texte du quotidien torontois, qui reconnaît quand même que le Canada a gagné la dernière bataille devant l'OMC au sujet des subventions dans l'aéronautique.

Au *Globe and Mail*, en revanche, on a carrément accusé le premier ministre de mettre en

péril le sommet des Amériques et la mise en place d'une zone de libre-échange américaine. Et on trouve qu'avec cette attitude jugée cavalière, M. Chrétien met en péril les emplois de milliers de Canadiens dans des entreprises qui exportent vers le Brésil et qui ne sont pas Bombardier.

Cela dit, le *Globe* n'a pas été impressionné non plus par l'attitude du premier ministre en Chine quand il a dit que le Canada était un trop petit pays pour dire aux Chinois quoi faire en matière de respect des droits de la personne. Selon le *Globe*, il est faux de croire que le Canada ne peut pas avoir d'influence à ce chapitre. « Ceci est le pays de Pearson et de Trudeau, écrit le quotidien. La voix du Canada est respectée partout au monde ».

■ ■ ■

Autres nouvelles qui ont intéressé les journalistes anglophones :

— Les uniformes scolaires regagnent leurs lettres de noblesse. En Ontario, nous apprenait *The Gazette*, toutes les commissions scolaires doivent avoir mis en place une procédure d'ici le mois de septembre, afin de permettre aux parents de se prononcer sur le retour des uniformes. Et partout où les parents auront voté en majorité en faveur des uniformes ou d'un code vestimentaire dans les écoles publiques, il faudra qu'on impose de telles politiques aux écoliers.

— Vancouver est en train de perdre sa joie de vivre, son énergie. Dans le *Post*, on nous dit qu'elle a perdu son « esprit » et qu'une morosité s'est emparée de la ville, à un tel point que les leaders municipaux en sont maintenant ouvertement inquiets.

Le pouvoir de la voie accélérée

Ce texte est paru dans le *Globe and Mail*, le 7 février 2001.

NAOMI KLEIN

Quand le premier ministre Jean Chrétien est allé à la Maison-Blanche lundi, il a dit qu'il se sentait comme le « cousin qui vient en visite ».

Un cousin? Disons un cousin pas mal moins riche que le reste de la famille...

Quand on lui a demandé, à la conférence de presse qui a suivi la rencontre, quel était le plus grand défi des relations canado-américaines, le président George W. Bush n'a pas parlé de forage pétrolier en Alaska, de bois d'oeuvre, de subventions agricoles.

Il a dit « fast track », (voie accélérée), la liberté accordée aux présidents américains de négocier des ententes commerciales sans qu'elles soient amendées par le Congrès. (...)

Le Canada peut effectivement aider M. Bush à obtenir l'accès à

cette procédure accélérée. Nous l'aïdons déjà. La semaine dernière, l'ancien premier ministre et architecte du libre-échange que fut Brian Mulroney a gentiment expliqué comment. (...) M. Mulroney a dit que M. Chrétien pourrait « aider à convaincre le Congrès américain de donner à M. Bush la voie accélérée », en utilisant le Sommet des Amériques, qui se tiendra à Québec en avril pour s'assurer que M. Bush ait « bonne allure, internationalement ». (...)

Si le Canada aide M. Bush à obtenir le « fast track », les deux pays peuvent aller de l'avant avec le point numéro un à l'ordre du jour du Sommet des Amériques: la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), la plus grande zone de libre-échange au monde.

Ensuite, M. Bush pourra foncer avec un nouveau tour de négociations à la prochaine réunion de l'Organisation mondiale du com-

merce, qui doit avoir lieu cet automne, au Qatar. Comme c'est le cas aux négociations de la ZLEA, un plus grand accès aux marchés de la santé et de l'éducation est à l'ordre du jour.

Cela dit, si M. Bush ne peut pas prendre la voie accélérée, ces deux grands pas en avant en faveur du libre-échange pourraient rester collés au sol. (...)

Et c'est là que le Canada entre en scène, avec notre nouvelle mission de s'assurer que W. a fière allure. Les négociations autour de la voie accélérée sont bloquées sur des questions de droits du travail et environnementales. Plusieurs démocrates veulent des normes plus sévères, tandis que les républicains, traditionnellement, les ont toujours détestées. Sauf que c'est en train de changer.

On reconnaît de plus en plus, aux États-Unis, que l'ajout de clauses sur les droits des travailleurs et sur l'environnement — peu importe si les mots sont faibles et les clauses inapplicables — aux ententes commerciales est la seule façon de débloquer l'impasse sur le processus du fast-track. Les entreprises

américaines, qui font du lobby contre les « clauses sociales » depuis dix ans, semblent donc être sur le point de faire un virage à 180 degrés. Selon le *Wall Street Journal* de samedi, plusieurs grosses multinationales américaines, dont Caterpillar et Boeing, militent maintenant pour l'inclusion de ces clauses dites sociales. Et quand l'industrie change de stratégie, les négociateurs commerciaux ne sont jamais bien loin derrière. (...)

Quand il était à la Maison-Blanche, M. Chrétien a dit que le sommet de Québec ne s'intéressera pas uniquement aux questions économiques, tel que l'accès aux marchés, mais aussi au « renforcement de la démocratie et à l'inclusion ».

Le ministre du Commerce, Pierre Pettigrew, a dit aux étudiants de l'Université Laval, la semaine dernière, que le « Canada a le devoir de mettre un visage humain sur la globalisation... pour s'assurer que les gagnants ne soient pas toujours les riches ».

La transformation de l'image de marque de la ZLEA en tant que nouveau véhicule d'aide étrangère et la nouvelle ouverture aux « clau-

ses sociales » devraient forcer les syndicats et les environnementalistes modérés à réexaminer leurs stratégies. Demander ces clauses limitées, accrochées à des ententes commerciales fondamentalement déficientes et non démocratiques, est une relique d'une autre époque, une époque où on avait l'impression qu'il n'y avait rien d'autre à faire parce que le processus d'ouverture des marchés semblait inexorable.

Aujourd'hui, on se sert de ces revendications pour mettre en opposition les demandes des groupes dits « raisonnables », pour reprendre les termes de M. Pettigrew, et celles des groupes qu'il appelle « irresponsables, radicaux et véhéments. »

Avec toutes les manifestations qui se préparent pour la rencontre de Québec et la diminution de l'appui populaire pour le libre-échange, on a une occasion en or d'opter pour une nouvelle stratégie, une qui ne donne pas aux politiciens la chance de prendre la voie accélérée, mais qui demande plutôt que le processus soit sérieusement ralenti et clairement ouvert.

À VOTRE TOUR

La sécurité des enfants avant tout

RICHARD A. MORAND

C'est un bien pour notre société libre et démocratique que la liberté d'expression ne soit pas absolue ; la sécurité des enfants est prédominante.

Il est inconcevable qu'un « pédophile » puisse exprimer sur des dessins une fiction visuelle pornographique et ce, même pour son usage personnel. La pornographie juvénile alimente les fantasmes des pédophiles, et ces fantasmes sont à l'origine de leur comportement sexuel déviant. La décision récente des juges majoritaires de la Cour suprême dans l'affaire R. c. Sharpe, rendue le 26 janvier 2001, est décevante. Bien que plusieurs éditorialistes aient mentionné qu'il s'agissait d'une victoire pour les enfants, il n'en est rien.

Cependant, la décision minoritaire rendue par les juges L'Heureux-Dubé, Gontier et Bastarache aurait été victorieuse quant au message que les enfants ne sont pas des partenaires sexuels appropriés.

L'accent doit être mis sur le préjudice causé par le message que transmettent les représentations sexuelles, et non sur le mode de création de celles-ci, ni sur l'intention ou l'identité de leur auteur, expriment ces juges minoritaires lorsqu'ils mentionnent que compte tenu de la faible valeur du discours en cause en l'espèce et du fait qu'il mine les droits garantis aux enfants par la Charte, le législateur était fondé de conclure que les oeuvres de fiction visuelles causeraient un préjudice aux enfants.

L'inclusion du matériel écrit dans l'infraction de possession de pornographie juvénile n'équivaut pas à la censure des pensées, poursuivent ces juges minoritaires.

De plus, disent-ils, même si les adolescents de 14 à 17 ans peuvent légalement avoir des rapports sexuels, le législateur était solidement fondé à conclure que la limite d'âge dans la définition de la pornographie juvénile devait être fixée à 18 ans. Nous partageons ces assertions ainsi que celles qui suivent :

« La création d'un enregistrement permanent des activités sexuelles d'un adolescent a des conséquences que les enfants de cet âge ne sont peut-être pas en mesure de comprendre en raison de leur manque de maturité. La Cour devrait s'en remettre à la décision du législateur de restreindre la liberté des adolescents dans ce domaine... les effets bénéfiques de la mesure législative sur le droit à la vie privée des enfants est proportionnel (sic) aux effets préjudiciables sur le droit à la vie privée des gens qui ont en leur possession de la pornographie infantile. »

Je ne suis pas une éponge!

MARIE-DINA SALVIONE

L'auteure est une résidente de Laval.

Je m'indigne de la tolérance qu'on nous accorde, nous les gens ordinaires. Partout où je suis susceptible de poser les yeux, les publicitaires trouvent le moyen de rentabiliser mon regard. Déjà que les médias en sont le véhicule par excellence, je ne peux plus sortir de chez moi et faire mon bout de chemin sans en croiser partout.

Dans le métro, la publicité s'est lentement mise à tapisser tous les murs des couloirs, des quais... Normal, me dis-je. Je paie chaque mois une somme rondelette afin de bénéficier du transport en commun. Aussitôt sous terre, on me défille pub après pub, de toutes les façons, afin que je consume encore plus. C'est un non sens pour moi de payer pour un service aussi commandité. Comprenez-moi bien : ce n'est pas de payer qui m'indigne, mais d'être ainsi bombardée tous les jours.

En attendant le métro sur le quai, inconsciemment je fixe un panneau devant moi ; on profite du fait que j'évite un contact visuel avec les gens pour me mettre en contact avec un produit ou un service. Peu importe où je me place, la situation est la même, il y en a partout.

Depuis peu, cependant, des publicités apparaissent à toutes sortes d'autres endroits nouveaux et inusités : l'écran télé-cité, les panneaux à l'intérieur des wagons, et, dernièrement, au-dessus et sur les portes de métro, sur les poteaux, les cabines des guichetiers, les bornes, etc. (J'ai aussi pu comprendre qu'on en ornerait bientôt nos passes mensuelles). Audacieuse la pub ? Plutôt insidieuse. J'ai la vulgaire impression d'être harcelée tous les jours et de ne pas pouvoir y échapper. On fait de moi une éponge et j'en suis bien fatiguée.

Le dangereux « pouvoir jaune »

LETTRÉ DE LA SEMAINE

FRANÇOIS GERVAIS

L'auteur est père d'une fillette de 9 ans.

Nous entendons beaucoup parler de la réforme de l'éducation et des « plans de réussite » pour diminuer le décrochage scolaire et le taux d'échecs. Cependant, nous passons sous silence les mauvaises conditions d'études qui étoufferont probablement tous les efforts pour atteindre les objectifs précédents. Les horaires imposés à certaines écoles par le « pouvoir jaune », le transport scolaire, détériorent dangereusement la qualité de vie nécessaire aux apprentissages, particulièrement dans l'école où je travaille.

C'est d'abord à titre de père que j'ose publiquement exprimer mon indignation devant une situation qui ne scandalise aucun haut fonctionnaire, dont le jugement et les compétences, semble-t-il, sont fortement déterminés par la pression politique. Je souhaite cependant éveiller la conscience d'un plus grand nombre de parents.

Chez nous, à Oka, 1260 élèves, âgés entre 12 et 15 ans, doivent se réveiller chaque matin vers 5 h 30.



François Gervais

Imaginez l'effort des parents pour convaincre leur jeune ado de prendre un bon petit déjeuner à une heure si appétissante et à se coucher la veille avant 21 h. Pendant cinq mois, nos jeunes à peine

éveillés attendront l'autobus à la noirceur à partir de 6 h 30 afin d'arriver à l'école entre 7 h 10 et 7 h 25. Avant la fusion, (ou plus exactement la confusion), des commissions scolaires, on considérait imprudent de reconduire les élèves dans l'obscurité. Est-ce la sécurité de nos enfants ou les budgets qui déterminent les normes de sécurité ?

Parce qu'aucun de nos élèves ne retourne dîner à la maison et parce que la capacité d'accueil de notre cafétéria est limitée, les contraintes nous imposent deux périodes de dîner. Pour soumettre les besoins des élèves aux exigences du « pouvoir jaune », on a la possibilité de les inviter à « dîner » à 10 h 20 ou de couper leur période



PHOTOTHÈQUE, La Presse

« Les horaires imposés à certaines écoles par le transport scolaire détériorent dangereusement la qualité de vie nécessaire aux apprentissages », estime M. Gervais, père d'une fillette de neuf ans, obligée d'entreprendre sa journée dès 5 h 30, les jours de classes.

de cours après 20 minutes. L'expérience du dîner à 10 h 20 confirme qu'un grand nombre de jeunes ne déjeunent et ne dînent pas. « On se défonce quand on arrive chez nous », disent-ils. Si on coupe leur troisième période après 20 minutes d'enseignement pour leur permettre de dîner à 11 h, l'école doit ajouter des cloches qui sonneront alors 17 fois par jour. Dans cette formule, expérimentée cette année, même après quatre mois, la majorité des élèves doivent se référer à la fois à leur montre et à leur grille horaire pour comprendre la signification des cloches. Cette situation n'améliore pas vraiment le niveau de stress. De plus, sur le plan pédagogique, couper une période

après 20 minutes ne semble pas très favorable.

Par ailleurs, il semble bien que la politique du « pouvoir jaune » double le taux d'échecs des élèves. Ainsi, depuis que le « pouvoir jaune » nous impose son horaire, le taux d'échecs de nos élèves a doublé. Il est passé de 9 %, en moyenne, à 18 %. L'espace ne me permet pas de présenter ici les effets néfastes de notre horaire qui expliquent ces chiffres, mais l'écart me semble en soi déjà assez convaincant.

Les parents souhaitent une bonne communication avec l'école pour bien suivre les efforts de leur enfant, mais quand l'horaire se termine à 14 h 05 il y a plus de ré-

pondeurs que de parents qui communiquent avec les enseignants !

Notre conseil d'établissement croyait avoir une certaine responsabilité pour assurer aux élèves les meilleures conditions d'études possibles. Il croyait raisonnable de proposer au moins de repousser le début de l'horaire de 20 minutes pour corriger une grande partie des problèmes. En décembre dernier, il a donc convoqué le directeur adjoint du « pouvoir jaune » de la commission scolaire pour lui présenter les conséquences très néfastes de la politique du transport chez nous. Les réponses m'ont davantage indigné que les faits qui ont inspiré les questions des membres de notre conseil d'établissement. Il semblerait que le gouvernement du Québec ne propose aucune norme de sécurité et qu'il est faux de prétendre qu'il est plus dangereux de transporter les élèves à la noirceur. En principe, l'école pourrait commencer à 4 h 30 ou 5 h 30 du matin, le choix de l'heure est uniquement une question politique.

Un parent de Sainte-Marthe a soumis cette question à notre directeur adjoint : « Pourquoi mon fils doit-il attendre son autobus à 6 h 30 alors que ses cours débutent 70 minutes plus tard ? » Il a reçu cette brillante réponse : « Vous avez choisi de vivre dans une région éloignée, alors assumez votre choix. » Pourtant, bientôt, nos taxes municipales vont augmenter pour aider la grande Communauté urbaine de Montréal ! Quand un autre membre du conseil lui a présenté les difficultés de convaincre les élèves de prendre un bon dîner à 10 h 20, nous avons entendu cette pertinente remarque : « Il y a rien là, j'ai déjà connu un horaire avec quatre périodes de dîner et vous n'en avez que deux. »

Finalement, le directeur adjoint du « pouvoir jaune » a conclu qu'il doit composer avec la réalité. Mais de quelle réalité parle-t-il ? De la sienne ou de celle des élèves ? Quand, dans ces beaux rapports, la commission scolaire parle « d'une école centrée sur les besoins des élèves », elle fait référence à quelle réalité ? Il paraît aussi que ce ne sont pas les arguments pédagogiques, ni les résultats des études qui influencent les décisions de nombreux commissaires, mais le poids politique. Je souhaite alors ne pas rester seul à m'indigner devant l'impact négatif du « pouvoir jaune » qui a déjà trop détérioré le climat d'étude de nos élèves et la qualité de vie du milieu. Il serait important d'assurer le plus tôt possible à nos enfants un horaire favorable à leurs apprentissages et surtout à leur santé !

En terminant, j'invite le ministre Legault à cesser de gaspiller les fonds publics avec ses belles réformes de papier qui s'envolent rapidement au vent de la réalité. À quoi bon refaire « les plans de l'école du Québec » quand vous n'avez même pas les moyens d'offrir aux ouvriers les matériaux et les outils nécessaires à sa construction ? Il y a trois ans, avant que notre cher ministre pense à se faire un capital politique avec une réforme irréalisable pour éponger les dégâts des coupes de son gouvernement, notre taux d'échecs était deux fois moins élevé !

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, M. Gervais recevra un exemplaire de l'édition reliée de luxe de notre volume *Les meilleures photos des photographes de La Presse et The Gazette*.

Des conseils à Jeffrey Loria

CLAUDE GRENIER

L'auteur habite à Brossard.

Monsieur Loria, la lumière des événements survenus depuis que vous avez pris la tête des Expos, à la fin de 1999, et compte tenu du fait que le déménagement de l'équipe aux États-Unis pourrait causer plus de réticences que vous ne l'auriez cru, il me semble qu'un sérieux coup de barre s'impose dans votre style de gestion. À titre d'amateur de baseball et à quelques jours de l'ouverture des camps d'entraînement du baseball majeur, je vous fais quelques suggestions.

Vous êtes assurément, M. Loria, un homme très intelligent, mais les relations publiques ne sont pas votre fort. Comme vous êtes de caractère plutôt réservé, vous feriez mieux d'exercer votre rôle de la façon la plus effacée possible, d'autant plus que votre cote d'estime n'est pas à son meilleur en ce moment, c'est le moins qu'on puisse dire. Mais en revanche, ne disparaissiez pas complètement : vous devez redorer votre blason et, pour ça, il faut que les gens vous voient et vous entendent de temps à autre, de préférence dans des cir-

constances positives. Vous devez chasser le climat de morosité qui régnait l'an dernier, et auquel vous avez vous-même contribué. Nous voulons voir un Jeffrey Loria serein, souriant, qui aime le baseball pour le baseball, comme vous vous êtes présenté à nous en 1999.

Occupez-vous le moins possible des opérations baseball. Vous l'avez vu, l'an dernier : quand un propriétaire intervient trop (comme dans le cas Irabu), c'est vers lui que fusent les critiques. Confiez les opérations baseball à Jim Beattie (ou à quelqu'un d'autre... quelqu'un en qui vous avez pleinement confiance) et laissez-lui les commandes. Consacrez-vous à une tâche qui convient mieux à un propriétaire : faire progresser l'idée d'un plafond salarial. C'est la seule chance de survie des Expos, et peut-être même de l'industrie du baseball, comme le signalait M. Samson au moment de la présentation de la caravane des Expos.

Puisqu'il est question de M. Samson, vous devez l'affecter à d'autres tâches. C'est le point le plus faible de votre organisation actuellement. Il suffit de lire les journaux pour constater que M. Samson n'a pas la compétence voulue pour occuper son poste ac-



Jeffrey Loria

PHOTOTHÈQUE, La Presse

tuel. Il ne répond pas aux appels, son français, insuffisant, ne s'est pas amélioré depuis un an et, par-dessus tout, c'est un « étranger » dans le monde montréalais. Le titulaire d'un tel poste doit susciter le respect, l'estime et la confiance auprès du monde des affaires et, surtout, auprès des médias. Ce n'est manifestement pas le cas de M. Samson. Engagez des chasseurs de tête pour trouver un solide remplaçant francophone à M. Samson.

Nous aurons encore une équipe

de bon calibre, les matchs télévisés sont de retour : il suffirait d'accréditer l'idée que les Expos vont peut-être, en fin de compte, rester à Montréal, pour remettre toute l'affaire sur les rails et espérer pour le mieux.

Notez que les suggestions ci-dessus n'impliquent pas de nouveau stade, d'acquisition de super-vedettes, de grands investissements, etc. Elles ne coûteraient à peu près rien. Mais il me semble qu'elles sont incontournables pour redonner un minimum de crédibilité à l'aventure des Expos.

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

Michael Sheehan

Cette année, le porte-parole de la 11^e Semaine provinciale de prévention du suicide est un juge de la Cour du Québec, Michael Sheehan.

JEAN-PAUL SOULIÉ

Les statistiques sur la croissance du nombre des suicides qui surviennent chaque année, chaque jour, au Québec sont consternantes. En 1999, 1551 personnes se sont enlevé la vie, soit une moyenne supérieure à quatre par jour. Les hommes se suicident en plus grand nombre que les femmes. De 1050 qu'il était en 1998, leur nombre est passé à 1233 en 1999. Chez les hommes de 20 à 40 ans, le suicide est toujours la première cause de décès, en dramatique augmentation depuis 1989, alors que pendant la même décennie, toutes les autres causes de décès — accidents de la route, sida, tumeurs, maladies de l'appareil circulatoire et homicides — ont été en diminution constante. Les plus récentes statistiques, de l'année 1999, révèlent qu'un homme entre 20 et 40 ans s'enlève la vie toutes les 17 heures et demie.

Cette année, le porte-parole de la 11^e Semaine provinciale de prévention du suicide est un juge de la Cour du Québec, Michael Sheehan. Les chiffres concernant le fléau que représente le suicide, le juge Sheehan les connaît par cœur. Il sait qu'il y a 200 à 250 tentatives de suicide, soit 10 à l'heure, ou encore 50 tentatives par jour. Et que pour chaque suicide, 30 personnes seront directement affectées, neuf de la famille et 21 dans l'entourage du disparu. Mais quand il montre le graphique qui illustre de façon brutale la progression de la mortalité par le suicide, son doigt tremble, sa voix se brise. «Ce ne sont pas des chiffres qui sont ici. Mon fils est là, dans cette colonne.» Son fils Philippe, 25 ans, le deuxième de ses quatre enfants, s'est suicidé il y a cinq ans. «Si j'ai accepté d'être le porte-parole de la Semaine provinciale de prévention du suicide, c'est pour mettre un visage

sur la souffrance», dit le magistrat de 60 ans. *La Presse* salue le dévouement inlassable du juge Michael Sheehan au service de la prévention du suicide et le nomme la *Personnalité de la semaine*.

Après un deuil de deux ans, le juge Sheehan a décidé de s'engager dans la prévention de ce fléau. «J'ai été me faire former par des spécialistes. J'ai voulu savoir comment j'avais pu penser qu'après une tentative de suicide et un traitement mon fils était guéri alors qu'il n'en était rien.» Depuis trois ans, le juge Sheehan a fait plus de 450 heures d'écoute. «J'ai parlé avec des gens qui souffrent, des endeuillés, des parents qui viennent d'apprendre que leur fils s'est donné la mort, qu'un de leurs enfants pense au suicide, ou qu'à la suite de la perte d'un enfant, la femme d'un autre veut le quitter. Certains appellent pour dire que leur entourage sera mieux sans eux. Mais c'est faux! Pour ceux qui restent, c'est un cauchemar quotidien, c'est permanent. Ceux qui se suicident souffrent, ont un problème temporaire auquel ils ne pensent pas pouvoir faire face: il faut les aider. Je regrette que malgré l'énorme réponse des médias à notre campagne de prévention nous n'ayons pas le même impact que la campagne sur l'alcool au volant, ou celle contre le sida. Une campagne massive et très longue, ça donne des résultats.»

Le slogan de la semaine de prévention du suicide, c'est un mot d'ordre pour l'année 2001: «Pour prévenir le suicide, AGISSONS!». Et Michael Sheehan s'adresse à toute la société, mais particulièrement aux jeunes: «Écoutez vos amis, vos camarades de classe, vos compagnons de travail! S'ils vous laissent entendre qu'ils songent au suicide, s'ils vous ont choisi pour une confiance, vous avez un rôle important. C'est une demande d'aide! Vous avez le mot de passe, faites fonctionner le program-



«Si j'ai accepté d'être le porte-parole de la Semaine provinciale de prévention du suicide, c'est pour mettre un visage sur la souffrance», dit le magistrat de 60 ans.

me!» Il ne s'agit pas de trahir une confiance. Il faut éviter une culpabilisation pour le reste de la vie. «L'article un de la Charte québécoise des droits de la personne parle du droit à la vie et à la sécurité, et l'article deux dit que tout être humain a droit au secours. C'est un droit fondamental de recevoir de l'aide.» Profondément croyant, le juge Sheehan rappelle que la charité chrétienne nous ramène aussi à ça: «Il faut intervenir, il faut pratiquer ses valeurs. Les vertus n'existent que quand elles sont pratiquées.» Né à New-Carlisle, où son père, avocat, était l'associé du père de René Lévesque, le juge

Sheehan et son épouse ont un fils avocat, une fille diplômée en travail social, qui vient de se marier, et un fils qui étudie en informatique à l'université de Sherbrooke.

Vieux routier du bénévolat, le juge Sheehan a fait partie des Grands Frères et Grandes Soeurs pendant dix ans. Il a parrainé trois enfants, qui avaient le même âge que les siens. Et pendant 19 ans, il a été aide-camelot, livrant les journaux du matin dans les rues de Québec avec ses enfants. Bénévole également auprès de ses collègues avocats et juges, il a reçu le Mérite du Barreau.



Photos PIERRE MCCANN, La Presse ©

BOPO1PROMO
Not Found



Retrouvez
La personnalité de la semaine
à Radio-Canada
demain matin

À LA RADIO

C'est bien meilleur le matin
avec René Homier-Roy
du lundi au vendredi
de 5h15 à 9h

95.1 fm
montréal
première chaîne
Radio-Canada

À LA TÉLÉVISION

Les 3 Mousquetaires
avec Louis-Georges Girard, Chantal Lamarre et Gaston Lepage
du lundi au vendredi
de 9h à 10h

Radio-Canada
Télévision